

AFFAIRE NOTIN

LA POLICE DE LA PENSEE A L'UNIVERSITE

INTRODUCTION	
Parade	6
Prendre date	7
CHAPITRE 1 : LES DETONATEURS	11
I-Les pouvoirs qui détonnent	12
Institutions en délire	13
Politicien en goguette	15
Dérapages religieux	17
II-Les moyens qui perforent	19
La mauvaise science	21
Les nuisances de l'antiracisme	22
L'antirévisionnisme comme idéologie de la culpabilité	23
-Un embastillé	24
-Falsifications de la grande guerre	24
-Histoire édifiante	26
Texte ascientifique	28
Le chantage	31
Manipulation par l'émotion	34
CHAPITRE 2 : CHAMBRES D'ECHOS	43
La structure interne des médiats	44
Intellectuels médiatiques	47
L'élite des journalistes	49
L'état capitaliste:bouche cousue	54
L'occupation des centrales multimédiats	58
Epidémies verbales	61
CHAPITRE 3 : EVICTION PROGRAMMEE	67
L'université Lyon III mord à l'hameçon	67
Effet d'amorçage:séquestration juive	70
Le pied dans la porte	76
Prédictions autoréalisatrices	78
Piège abscons	83
Année sabbatique	86
CHAPITRE 4 :LA POLICE DE LA PENSEE	95
Dégel de la tradition universitaire	95
Streap-tease universitaire	99
Les agents de police et leurs moyens	102
Glaciation : l'incantation théologique	107
Rôle de l'autorité	108
Le délit d'hérésie	115
Que faire ?	118

CHAPITRE 5 : L'UNIVERSITE DEGRADEE	121
Origines d'un idéal	123
Pourquoi des universités	125
La fin des Maîtres	132
Transformations de l'Autorité: les communautés émotionnelles	138
CONCLUSION	151
Bouffée d'air: la post-modernité	155
Quant à moi	156
CALENDRIER	160
ANNEXES : jugement de Lyon III	162
jugement du CNESER	167
Article incriminé	
TABLE DES MATIERES	

INTRODUCTION

L'historien GUICHARDIN, qui vécut la fin de la liberté de Florence, a noté dans son memento: "Toutes les cités, tous les Etats, tous les royaumes sont mortels; toute chose soit par nature soit par accident un jour ou l'autre arrive à son terme et doit finir; de sorte qu'un citoyen qui voit l'écroulement de sa patrie, n'a pas tant à se désoler du malheur de cette patrie et de la malchance qu'elle a rencontrée cette fois; mais doit plutôt pleurer sur son propre malheur, parce qu'à la cité il est advenu ce qui de toute façon devait advenir, mais le vrai malheur a été de naître à ce moment où devait se produire un tel désastre". Cité par Guy DEBORD: Panégyrique. Lebovici. 1989.

A la fin du livre de Klemperer, *le langage insoumis*, une question est posée à une femme: pourquoi son mari fut-il envoyé dans un camp de concentration? Elle répond: "à cause d'expressions qu'il employait". A la fin de l'année universitaire 1990, une commission de discipline est réunie à l'Université Lyon III à la demande du Maire de Lyon, du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et des nabots de l'ordre médiatique. Elle accepte de siéger pour sanctionner un écrit. Dans l'exposé des motifs, on trouve une raison identique: le vocabulaire employé...

En vingt ans l'université s'est dégradée. Les modifications quantitatives, en nombre d'étudiants et d'enseignants, ont des effets qualitatifs. Le nombre d'universitaires qui travaillent est désormais réduit. La gestion bureaucratique occupe la plupart d'entre eux, les soulageant de l'angoisse d'une réflexion personnelle. La recherche d'argent mobilise une autre partie des troupes qu'elle éloigne du jugement indépendant. Enfin, quelques uns préfèrent jouer les importants dans les médiats¹, cultivant ainsi les platitudes intellectuelles susceptibles de les faire entrer dans le circuit du spectacle.

La dégradation de l'Université intervient au sein d'une République qui a changé de visage. Marianne dévoile des bas-fonds qui ressemblent fort à un tripot. Brigandages politiques, friponneries médiatiques, parasites en tous genres: la fin de siècle est malhonnête, obligeant le citoyen à porter l'habit du courtisan, nouveau métier qui se donne des lettres de noblesse par toute justification imaginable. Il faut se déterminer à ramper

pour tenir le haut du pavé, à mendier pour vivre, à flatter pour ne pas être assassiné. L'attitude inverse renvoie à la dissidence, modèle incarné par certains Russes dont Zinoviev est la plus parfaite illustration. Option nécessaire, car il n'est plus permis de braver l'opinion publique; elle a disparu, remplacée par les trompettes médiatiques qui claironnent sur ordre et donnent la parole à ceux-là mêmes qui organisent les spectacles.

Ce paysage gris forme l'arrière plan du spectacle Notin, spectacle qui se déroula entre fin Janvier 1990 et Mars 1991 et dont ce livre décrit les étapes et analyse les ressorts.

Le présent ouvrage n'est pas une justification des préoccupations de Bernard Notin, maître de conférences en sciences économiques. Il est trop facile d'inventer des justifications pour se donner bonne conscience. L'ouvrage n'attaque aucune personne précise: les ennemis sont à mépriser et non à personnaliser. Il existe en chacun de nous une dose de médiocrité et de veulerie qui remonte à la surface lorsque les conditions sociales ne la bornent plus. Le tripot français ne limite plus la fureur des crachats et la corruption des mœurs.

Ce travail assume la mission de l'honnête homme telle que je l'ai apprise de mes Maîtres, et qui traverse les millénaires à travers de multiples vicissitudes: la triade penser, dire, faire. Celle-ci ne me quitte pas quoi qu'il puisse m'en coûter. J'ai cherché à comprendre ce qui s'est donné à voir depuis Janvier 1990, puis à le dire. Dire, pour un enseignant, c'est faire son devoir. Rédigé pour décrire et expliquer l'un des spectacles de l'année 90, ce travail est aussi une mise en garde. Nous sommes tous responsables de l'avalissement dans lequel s'enfoncé l'Université. La compréhension en profondeur des méthodes

d'ahurissement médiatique et de l'idéologie qui détruit l'harmonie sociale au profit d'une nouvelle inquisition, est un lourd fardeau que peu d'intellectuels acceptent de porter. L'effort de compréhension s'accompagne d'une angoisse: le sentiment de responsabilité en cas d'erreur. À l'inverse, l'incompréhension et le babillage des petits marquis de la société du spectacle médiatique, facilitent une vie paisible. Postuler le meilleur des mondes autorise à gambader dans la vie intellectuelle, à juger de tout avec la vanité des laquais. Pourtant, il faut oeuvrer pour la seule cause qui vaille, celle de la lucidité, en sachant que la moquerie fait justice de tous les travers sociaux, car elle met toutes choses à sa place sans que l'auteur ait à sortir de la sienne.

Je propose au lecteur de rire avec moi en cinq chapitres, consacrés chacun à une scène du spectacle Notin. Le premier présente les détonateurs qui allumèrent la mèche. Le second expose les facteurs d'amplification médiatique: les moyens utilisés pour obtenir un écho croissant. Le troisième développe les méthodes de manipulation mises en oeuvre pour expulser de l'université un enseignant que "la lèche" répugne. Le quatrième expose le "flicage" idéologique de notre société; il montre comment l'inquisition s'est reconstituée, avec des méthodes semblables sous des noms différents. Le dernier chapitre observe la fin de l'idéal incarné par les maîtres de la Troisième République et propose de comprendre pourquoi des universitaires se sont mis à la remorque de politiciens incultes.

J'espère que le contenu de ces cinq chapitres sera complété, amélioré, par les réflexions ultérieures d'autres auteurs. Cependant, la flagornerie et les hurlements se combinant

pour former le nouveau mode de communication au sein du tripot français, je ne sais si d'autres poursuivront la tâche entreprise et, surtout, s'ils en auront la possibilité; car la censure s'est dotée de moyens bien plus importants qu'aux âges précédents. La capillarité sociale est donc la seule façon de rencontrer les honnêtes hommes encore en circulation mais inconnus. Cet ouvrage éclairera leur lanterne sur l'arrière-plan du spectacle Notin. Ils vérifieront aussi que la société du spectacle repose sur une conception très souple de l'honnêteté: les plus honnêtes vociférateurs médiatiques ne sont que les moins fripons.

PARADE

Dans le spectacle Notin, le premier rôle fut dévolu aux médiats, magma apparemment informe mais en fait très structuré. Les principes qui guident le déclenchement d'une campagne se révèlent à des moments privilégiés. C'est la psychologie sociale, appelée autrefois "psychologie des foules", qui sert de "passe". Cette clef est indispensable pour réussir le guidage mental d'individus rendus illogiques par le matraquage médiatique.

Les méthodes de propagande, sélectionnées avec soin, sont utilisées par des médiats aux structures semblables. Elles engendrent un effet "boule de neige" ; une amplification nécessaire pour avilir l'université et légitimer l'injustice. Cela, pourtant, ne suffit pas. Les événements qui se sont déroulés à Lyon en 1990 n'auraient pu survenir quinze ans plus tôt: l'idéologie des "droits de l'homme" autorise maintenant ce qui eût été impossible hier. Avons-nous assisté à une répétition générale des méthodes terroristes qui s'abattront bientôt sur les universitaires? Le

spectacle Copernic, en 1980, a certainement beaucoup appris aux nouveaux inquisiteurs. Dix ans plus tard, l'hystérie est en croissance accélérée. Quelques années encore et cette société, arc-boutée aux médiats, aura enfoncé dans l'oubli les générations anciennes, qui savaient penser avec méthode et agir avec courage.

Le second rôle fonctionnel du spectacle Notin fut tenu par l'université. Celle-ci est plus fade que jamais. Elle se dégrade lentement, toute seule; il ne fallait plus grand chose pour l'étaler. C'est fait! La longue agonie des universités mérite quelques explications et une attention particulière. Au moment où les médiats répandent un crétinisme de masse, il paraît normal que les organisateurs de spectacles médiatiques cherchent à en interdire l'observation critique et la moquerie distante. Mais la lâcheté finale de l'université doit beaucoup aux maffias qui traversent le tripot français. La désagrégation de la société française contemporaine s'accompagne simultanément d'une recomposition transnationale sur le modèle des clans et des tribus. Le modèle d'organisation incarné par la mafia a envahi le monde du capitalisme transnational, et l'université, avec ses cohortes de managers intellectuels et d'intellectuels médiatiques, relègue dans l'oubli les maîtres orgueilleux qui assurèrent son indépendance. L'affadissement de la fonction universitaire, révélé dans toute son horreur, n'en est qu'à ses débuts. La suite est prévisible, et s'organisera lors d'un prochain spectacle...

PRENDRE DATE

Evénements et comportements de l'année 1990 posent une série de problèmes dans l'ordre médiatique, universitaire, idéologique. Les campagnes politico-médiatiques sont toujours déclenchées volontairement. Le spectacle Notin a démarré sur ordre. La mise sur orbite de l'affaire, au niveau national, nécessita une mobilisation des ressources médiatiques et l'intervention de spectacles annexes. A cette occasion on testa l'entraînement des troupes de délateurs, nouveaux cerbères de la falsification légitime : celle qui plaît aux maîtres du spectacle.

La pensée défraîchie agitée par les tenanciers du tripot français contemporain porte un nom ronflant : idéologie Anti-"F.R.A.X." : Fascisme, Racisme, Antisémitisme, Xénophobie. Ce carré magique incarne la tête au carré, forme peu magique mais appréciée des politiciens médiocres et des bourgeois béats. L'université ne lutte plus contre la pensée au carré. Il y fonctionne encore des grosses têtes, mais les seules à jouer un rôle sont les baudruches gonflées de suffisance. Ces têtes de carnaval laissent échapper un vent mauvais à chaque déculottée. Elles acceptent de participer à la foire quotidienne où vendre une lessive, vendre sa salade, se vendre, remplacent la pensée exigeante. Les "anciens" apprécieront le grand chambardement et la grande misère de l'université fin de siècle.

Il faut enfin baisser le rideau après un spectacle. Ne plus en parler dans les médias signifie qu'il n'a jamais existé. Ce n'est que partiellement vrai, car, dans la coulisse, les maffias suivent les dossiers : il faut brûler les sorcières que l'on a créées. Des réseaux se chargent d'obtenir les sanctions concrètes : financières et personnelles. La société du spectacle ne se contente pas d'organiser la fin de toute pensée

indépendante. Elle applique concrètement l'assertion de Joseph de Maistre: assassiner les détenteurs d'opinions non conformes pour faciliter la disparition des dites opinions. J'ai reçu des menaces et il m'a été donné d'apprendre que des bandes protégées s'adonnaient à la chasse à l'hérétique. N'étant pas un personnage de dessins animés doté de muscles proéminents ou d'armes redoutables, il se pourrait bien que je fusse agressé...

Avant que de proposer au lecteur de rire avec moi, je remercie tous les amis que la diffamation organisée n'a point ébranlés. J'ai apprécié cette affection sincère dans une période de terrorisme susceptible de redémarrer si les organisateurs du spectacle y trouvent un nouvel intérêt. Le moraliste Chamfort prétendait qu'il existait trois catégories d'amis: ceux qui vous aiment, ceux qui ne s'intéressent pas à vous, ceux qui vous haïssent. C'est une pensée très profonde. J'apprécie d'avoir eu beaucoup d'amis de la première catégorie.

¹ Nous nous rangeons sous la bannière orthographique de R.Salmon qui a expliqué dans " La communication médiatisée " (*Revue des Sciences Morales et Politiques*, n° 1, 1986, pp. 35-51) que plusieurs membres de l'Académie, à la commission du dictionnaire, recommandaient cette orthographe pour quatre raisons : la forme adjectivale est attestée depuis des siècles ; en devenant substantif, les règles de la langue sont respectées ; une utilisation correcte est possible au singulier et au pluriel ; tous les dérivés souhaitables existent.

CHAPITRE I : LES DETONATEURS

Une campagne médiatique démarre sur ordres. Des centres de pouvoir contrôlent les charges explosives. Les mèches qui permettent l'allumage pendent aux divers pouvoirs en interaction: politique, économique, social, administratif, religieux, médiatique. Chacun est dominé par un petit groupe de personnes, une oligarchie qui constitue le peloton de tête. Ceux-là ont la capacité d'enclencher une mise à feu. La façon de présenter l'allumette est tout aussi essentielle: des codes fonctionnent mieux que d'autres. Une langue de bois facilement reconnaissable sollicitera l'attention des compères à l'affût.

Le concept d'information ne signifie rien. Véritable galéjade, le terme camoufle une présentation particulière, choisie pour neutraliser l'effort de réflexion. Il n'existe pas d'information en soi. Un fait, une idée, n'expliquent rien, n'informent pas. Un fait confirme ou infirme une analyse. Il annonce parfois d'autres faits, et renvoie alors à l'art difficile de la conjecture. Une idée se précise, se développe, se relie à d'autres, est cernée par des hypothèses et connaît des limites à son développement. Le sens n'émerge que de théories plus ou moins complémentaires, plus ou moins substituables. L'énonciation brute d'un fait ou d'une idée n'a donc aucun sens. Il s'agit tout au plus de slogans, d'images destinées à mettre en mouvement les réseaux de surveillance de la société française contemporaine.

Trois détonateurs activés à trois moments différents ont fait démarrer l'affaire Notin. Les détonateurs pendent à trois pouvoirs: intello-médiatique, politique, religieux. La mèche est une présentation idéologique ruminée depuis plus de 10 ans, qui

trouve son rythme de croisière avec le tryptique diabolique:antiracisme,antirévisionnisme,antifascisme.Les trois pouvoirs usent et abusent des différents moyens de propagande .La concentration des moyens entre les mains de quelques réseaux et l'intervention des trois pouvoirs dans un court laps de temps (quelques semaines)ont réussi la nuit du long couteau:guillotiner l'universitaire dont la tête "bêche" le tryptique diabolique.Les détonateurs ont fonctionné avec une précision et une efficacité qui ne tient qu'en partie au hasard des télescopages de la vie sociale.Le contexte français a changé.Avec la fin de siècle disparaissent les dernières richesses culturelles de la France emportées,dévaluées, par l'extension du capitalisme transnational dont l'épicentre est toujours aux Etats-Unis,et dont les mamelles,Bible et Business,nourrissent les jeunes générations.Ce qui n'eût pas été possible voici 10 ans l'est devenu, après quelques années d'un socialisme au visage prognate de l'oncle Sam. Les Détonateurs, plantés dans un terreau plus favorable, ont tiré leur coup sans que j'en retirasse un vif plaisir.Les coups bas sont venus successivement de trois pouvoirs usant de trois moyens.Trois coups pour annoncer le début de la pièce.

I-LES POUVOIRS QUI DETONNENT

Premier détonateur:le pouvoir médiatique.Il vomit son fiel fin Janvier 1990.Un tobogan a relié la revue *Economies et Sociétés*, publiée par l'ISMEA(Institut de Sciences Mathématiques et d'Economie Appliquée), au journal *Le Monde*.Je n'en connais pas tous les méandres.Quelques virages,assez dangereux,balisent le démarreur triphasé:ISMEA,CNRS,Le Monde.La volonté d'extraire un

texte de son univers normal: la discussion dans une revue universitaire, fleure bon l'escroquerie. Ce n'est pas par hasard que le sieur Plénel fut chargé de guider mon texte vers les canaux médiatiques où les inquisiteurs de la société du spectacle se tiennent à l'affût. Observons la manoeuvre.

INSTITUTIONS EN DELIRE

Le numéro spécial de la revue *Economies et Sociétés*, intitulé : "la France vassale", fut publié à partir des travaux du séminaire DECTA III organisé à L'université Bordeaux I par le professeur Frédéric POULON. Ce numéro rassemblait des auteurs de bords différents tout en établissant le maintien d'une réflexion indépendante dans un milieu qui, par ailleurs, se convertit à marches forcées aux manières américaines.

Quant à l'ISMEA, c'est une institution chère au coeur de nombre d'intellectuels, en raison de sa fondation par François PERROUX (1903-1987), dont l'oeuvre traverse le siècle. Aujourd'hui, un enseignement d'économie est incomplet s'il ne présente pas les principaux concepts forgés par F. PERROUX. Sa pensée fut un garde-fou permanent contre la tentation d'oublier la complexité des phénomènes traversant les communautés humaines concrètes au profit des jeux intellectuels et des abstractions désincarnées.

La revue *Economies et Sociétés* conserve, de son fondateur, une prédilection pour l'hétérodoxie. Elle n'est à la remorque d'aucune mode, permet aux courants minoritaires ayant des points de vue originaux une participation aux débats économiques. Etre publié dans l'une de ses collections est un plaisir que l'on ne goûterait

point avec d'autres revues plus préoccupées d'embrasser les modes intellectuelles anglo-saxonnes.

La prédisposition à l'hétérodoxie n'élimine pas la censure. Après la publication de mon article, l'ISMEA renia son bébé. "La France vassale" fut distribué à partir du 10 Janvier. Le 26, un communiqué du bureau de l'ISMEA qualifiait le texte de Notin de "raciste, révisionniste, ascientifique". Il évoquait la "grande émotion" soulevée par ce texte et, lâchement, inventait une histoire de substitution (sous-entendue frauduleuse) pour en expliquer la publication: des "plombiers" auraient remplacé, subrepticement, la première version du texte par une nouvelle, la version incriminée. Ma personne était hissée au rang des spécialistes de la manipulation, car la théorie du complot vient facilement à l'esprit de celui qui cherche n'importe quelle justification. Le communiqué de l'ISMEA demandait enfin aux bibliothèques et librairies d'éliminer l'article des exemplaires reçus ou non encore vendus.¹ Les trois coups frappés: raciste, révisionniste, ascientifique, le spectacle commençait.

Le chef d'orchestre m'est inconnu. Sa baguette a dirigé le tir de haut en bas, de l'ISMEA vers le quotidien *Le Monde*. Le 24 Janvier, le Secrétaire Général Adjoint de la Présidence de la République reçut, à sa demande, un rapport rédigé par Gérard de BERNIS, professeur d'économie, directeur de l'ISMEA, et connu pour les conseils éclairés qu'il apporte, depuis les années soixante, aux programmes de développement économique des pays d'Afrique du Nord. L'ISMEA, grondé par le pouvoir politique, le fut aussi par Vidal-Naquet, cerbère médiatique de la "juste" lecture de la seconde guerre mondiale. Dans le quotidien *Libération-Lyon* du 17

Mai, il signala qu'il avait lu le texte "peu après sa parution" et s'était chargé d'alerter les directeurs du CNRS et de l'ISMEA. La décision de lâcher PLENEL sur ce texte et sur ma personne repose sur les liens qui attachent ce dernier au pouvoir actuel. Entre le haut fonctionnaire politicien de l'Elysée, le haut cerbère médiatique, le haut inquisiteur chargé des dénonciations publiques, je me suis retrouvé très bas dans l'article du *Monde*, ce dimanche 28 janvier 1990.

POLITICIEN EN GOGUETTE

Le second détonateur fut surprenant, tout au moins en première analyse. Le maire de Lyon, Michel Noir, s'est jeté à l'eau un dimanche comme les autres, pour une première (depuis la cinquième République): la chasse à l'homme à coup de briques. Le dimanche 29 avril, dans un discours prononcé devant des associations d'anciens déportés, l'ancien ministre annonçait que Lyon III ne disposerait pas de nouveaux locaux (la manufacture des tabacs, usine en briques du siècle dernier) si "devaient continuer à y enseigner des Notin et autres falsificateurs de l'histoire". A chacun son étiquette. On m'en colla d'abord trois: raciste, révisionniste, ascientifique. A présent on raffine: falsificateur. Les étiquettes se superposent, se recouvrent, obéissant à une loi unique: la catégorisation. Dans les supermarchés de la culture, les rayons de la pensée sont regroupés en deux catégories: les bonnes et les méchantes. Lorsqu'on réussit à faire glisser une opinion dans la mauvaise catégorie, le tour est joué. La disqualification rend inutile tout effort de réflexion. Ainsi s'autoprotègent toutes les idéologies.

En homme de "marketing" le Maire sait tirer les feux d'artifice racleurs de suffrages électoraux. Une bonne étiquette

fait glousser d'aise certains groupuscules et propulse à l'avant-scène médiatique. Noir a une manie: se dissoudre dans le blanc, image de pureté qui fait si bien monter les sondages. Mais il ne prend aucun risque. Au moment de me dénoncer, il sait que la manufacture des tabacs n'est pas encore propriété publique. La loi qui l'autoriserait est en attente, "retardée" par l'intervention des communistes. Il sait aussi que l'argent corrompt. La menace, susceptible d'ébranler de menus intérêts, a une chance d'engendrer l'effet "bouc émissaire". Pourtant, l'admiration béate à laquelle il aspirait, par lui peu cher payée, rencontra des îlots de résistance. Hormis les professionnels de la claque qui le couvrirent de qualificatifs élogieux, saluant le courage du Maire face au redoutable Notin, les honnêtes hommes apprécièrent très peu. Les fantasmes d'un politicien souhaitant imposer une orthodoxie, n'en parlez pas au syndicat national des instituteurs. Les vieux maîtres de l'université regardent cet élu temporaire, de culture très modeste, avec étonnement. Que connaît cet individu pour se répandre ainsi ? Pour mon humble part, une fois la surprise digérée, il me revint à la mémoire cette chanson d'autrefois, due à Ray Ventura: le lycée Papillon. Un couplet se chantait allègrement sous la République précédente:

*oui, je suis le dernier, je passe pour un cuistre
mais je m'en fous car je suis près du radiateur
et comme plus tard je veux être ministre
moins je serai calé plus j'aurai de valeur*

Ma valeur, après ce noir désir, se pesait à l'aune des qualités du personnel universitaire. On verra qu'ils sont de plus en plus nombreux à accepter, contre quelques gratifications, l'exercice d'emplois qui déshonorent.

L'intervention médiatique du Maire se doublait de missives au ministre de l'Education Nationale, Lionel Jospin. Il lui écrivit le

6 avril, pour lui demander d'"étudier la possibilité de prendre les mesures disciplinaires qui s'imposent à l'encontre de M. Bernard Notin". Détenteur de la vérité révélée l'élusait donc, a priori, que des sanctions s'imposent. Ce qui étonne. Le conseil municipal de la ville de Lyon est parsemé d'universitaires, conscients de l'indépendance des enseignants dans le domaine de l'Esprit. Le maire ne les a-t-il pas consultés? S'il l'a fait, ne recherche-t-il pas, avec insolence, une belle image? Peut-être aussi n'a-t-il jamais côtoyé la libre pensée. Admettons pour l'instant que la réflexion hétérodoxe, inutile au parcours carriériste d'un politicien médiatique, l'incita aux attitudes dogmatiques. C'est simple, facile à présenter, bien accueilli par les médiats, et ça peut rapporter gros .

DERAPAGES RELIGIEUX

Dans la soirée du 10 mai commençait l'opération Carpentras. Lancée par les accusations sans preuves de Pierre Joxe et Laurent Fabius, elle présentait immédiatement la forme d'une machine de guerre contre le Front National en reprenant la structure de l'opération Copernic 10 ans auparavant. La logique binaire des bons contre les méchants entraînait en jeu, et assimilait les affreux à l'extrême droite, ensemble ouvert, non borné, et surtout point vide. On intègre, par l'opérateur inclusion, des ensembles réduits dans d'autres plus vastes, et l'on fait reculer les bornes par la maxime: qui ne défile pas avec nous est contre nous. Les forces de la calomnie et de la haine accompagnaient celles de l'émotion et des lamentations. Dans ces opérations, le minutage est essentiel. L'émotion retombe vite, et une exploitation

"large" risque de rater si la réflexion vient trop tôt. Dès le vendredi 11 mai, l'invention de la réalité opérait des ravages.

Je ne possède pas d'appareil de télévision (le respect de mes enfants m'interdit de laisser des programmes si niais éteindre la petite lueur de curiosité qui naît à chaque nouveau sang). Je ne vis point, à 20 heures, ce 11 Mai, le faciès du présentateur de la chaîne privée TF1, vomir son texte, préparé dans je ne sais quelle cuisine malodorante. On me téléphona peu après pour m'apprendre que le bien nommé PPDA (Plus Paltoquet Des Annonceurs) avait débuté le journal de 20 heures par une équation diabolique, avec ma photo en prime:

Carpentras =Révisionnisme=Notin.
Oh, joie immense et infinie,
ce mouchard avait tout compris.

La privatisation a encore frappé. Le mieux disant culturel signifie en réalité mêêh-disant structurel. D'un côté s'active le duopole publicitaire Havas-Publicis: il a pris en charge la promotion, par la pub, de l'idéologie officielle et dispose de la manne financière capable de faire chanter tout médiat réticent. De l'autre côté règnent les propriétaires de la chaîne, peu préoccupés par la qualité des programmes, réputée nocive pour l'audimat. Dès lors, l'Enorme s'installe et s'étale. L'affaire Notin change de dimension: la vague soulève simultanément les chasseurs de têtes politico-médiatiques, les chasseurs de primes médiatico-universitaires, les chasseurs d'âmes à l'affût de nouveaux bûchers. Le terrain préparé par l'artillerie, le rabbin lyonnais Wertenschlag distribue les prix, dimanche 13 mai, selon ses critères. Prix d'excellence à la "dénonciation des falsificateurs de l'histoire"; prix d'honneur à "la mise au banc de la société des propagateurs du mensonge dans nos universités"; accessits, ex

aequo, à ceux qui voient antisémitisme et racisme comme " des délits qui aboutissent parfois à la transformation d'hommes en savonnettes"². Ma planche ainsi savonnée, je glissais lentement, de bulle en bulle, vers l'épreuve de la baignoire rue de l'université, afin de me contraindre à avouer mes péchés et de justifier aux yeux du bon Peuple une sanction déjà arrêtée.

Trois mises à feu: médiatique sous la plume de Plenel, politique avec l'oeuvre au Noir, religieuse après une bulle du rabbin. La fusée s'élançait, l'affaire montait, j'étais enfin sur orbite. Les moyens et arguments sélectionnés pour commencer cette campagne ne manquent pas de charme: ceux de la manipulation des foules, art spécifique du XXIème siècle.

II LES MOYENS QUI PERFORENT

Chaque pouvoir dispose de moyens d'influence spécifiques. L'amorçage de l'affaire s'appuie sur des techniques linguistiques pour *Le Monde* et l'ISMEA, le chantage en politique, l'anathème religieux. Derrière cette diversité sourde une préoccupation unique: l'efficacité. Celle-ci est essentielle pour massacrer un enseignant du supérieur, car l'institution universitaire est particulière à trois égards:

-L'invention de l'université est "française". C'est à Paris que naît, au XIIIème siècle, la structure universitaire³. Il s'agit de donner à la connaissance un lieu dans la vie sociale, doté d'un statut pédagogique nouveau et original à l'abri duquel la culture aurait toute liberté de se développer. Dès le début du XIII ième siècle, l'autonomie de ces institutions est reconnue par un statut juridique.

- La Révolution française fit prendre un nouveau tournant à l'université: instruction et éducation ,promus au rang de service public, apparaissent comme un bien commun de la République et une possibilité de former le citoyen. Une révolution culturelle s'est accomplie: la prise en charge du secteur éducatif par l'Etat.

- Autour de Mai 1968, la réforme des universités par la "loi Faure" y introduisit la politique. Les universités, devenues autonomes, se transformaient en institutions cogérées. Autonomie et participation supprimeraient, selon Edgar Faure, les causes de la révolte étudiante. Mais la réforme confondit à tort participation et démocratisation. La participation, modalité d'organisation, ne se décrète pas. Sa pratique réelle suppose l'identification à l'institution, impossible sur ordre. La démocratisation est un processus politique qui tend à étendre la notion politique de démocratie aux activités non politiques. La démocratisation légitime toute action de l'Etat dans quelque domaine que ce soit. La confusion des deux notions ouvrit la porte à la politisation, c'est à dire aux querelles entre sectes politiques en remplacement des querelles entre sectes scientifiques. Le critère de la préférence politique étant socialement inavouable, l'université le camoufle derrière la distinction héritée des inquisiteurs: bonne science contre mauvaise science. L'universitaire aux préférences "de droite" est un mauvais scientifique. A gauche, tout travail brenneux est génial. Malgré cela, les universitaires ne s'étaient jamais pliés aux aboiements politico-idéologiques. L'ardeur critique de professeurs fonctionnaires tels Althusser, Poulantzas ou Michel Foucault était acceptée: ils constituaient de petits morceaux de la République française. Aucune institution ne se serait abaissée à convoquer une

commission de discipline pour plaire aux nouveaux dévots de la société du spectacle.

Ces trois raisons (invention de l'université à Paris au XIII^{ème} siècle, fondation de l'École du citoyen par la Révolution française, absence de chasse aux sorcières malgré la politisation universitaire après la réforme de 1968) rendaient difficile le déclenchement d'une campagne terroriste contre un universitaire. La recherche des arguments, leur présentation, relevaient de l'esprit de finesse. La première attaque, déclenchée par l'ISMEA après que son directeur, Gérard de Bernis, eut été morigéné par le personnel politique, a porté très logiquement sur la distinction "bonne science mauvaise science", réanimée depuis 1968. C'est exactement la période au cours de laquelle G. de Bernis a fait carrière. Du syndicat d'opposition auquel il appartenait (le SNESUP), au syndicat courroie de transmission du pouvoir auquel il appartient toujours (le SNESUP), il connaît bien les méandres de cette distinction. Le bureau de l'ISMEA rajouta un sucre, une gâterie: ascientifique. Rions un peu...

LA MAUVAISE SCIENCE

Mon texte fut classé dans les trois catégories démoniaques de la société du spectacle. Catégories aptes à mettre en branle les spécialistes de la manipulation émotionnelle pour monter à l'assaut de ma personne. Les étiquettes sont choisies en fonction d'un objectif précis: nommer une catégorie sociale abstraite (les racistes, les révisionnistes, les charlatans) et dérapier vers un jugement sur la personne. Si le lien s'établit, inutile de discuter le texte, sa portée, ou les arguments développés: la campagne

médiatique discréditera l'homme auquel s'attache une si horrible étiquette. Le principe sur lequel repose ce tour de magie est bien connu: la disqualification.

La disqualification, appuyée sur une gigantesque campagne médiatique, est imparable. C'est l'arme de toutes les idéologies. Celui que l'on a glissé dans les trois catégories: raciste, ascientifique, révisionniste, est dans l'erreur, le mensonge, la falsification. Tout ce que mon texte énonce doit susciter le rejet intellectuel et "moral". Par hypothèse, toute pensée honnête est antiraciste, antirévisionniste et donc scientifique. Toute analyse critique est malhonnête et déclenche , réflexe pavlovien, la phrase passe-partout ayant beaucoup servi en ce siècle: "vous êtes un menteur, un falsificateur, et vous le savez". La marée noire des idéologies anti(-racisme, -révisionnisme, etc...) colle la langue de bois des esprits engagés dans les allées du pouvoir. Cherchant à mettre en pratique la célèbre maxime du philosophe Kant: "ne rien accepter sans examen", il importe de décoller les étiquettes rédigées sur ordre.

LES NUISANCES DE L'ANTIRACISME

L'antiracisme porte la responsabilité d'assassinats ethniques multiples. Au nom de l'égalité religieuse de toutes les âmes, les missionnaires ont imposé aux cultures les plus diverses leurs propres conceptions, dans tous les domaines de la vie. Les destructions de coutumes, de mythes, ont lessivé des communautés, en Afrique ou en Amérique centrale, sans créer d'homme nouveau. La sincérité idéologique ou religieuse incite à extirper les traditions qui animent et vitalisent les peuples, poussant des

groupes vers le suicide collectif inconscient, laissant les jeunes générations sombrer dans l'angoisse d'une vie où ne brille plus la lumière du sens.

L'idéologie antiraciste véhicule deux discours incompatibles. Premier discours: une défense de l'identité des peuples, l'affirmation de leur droit à une expression propre. Deuxième discours: l'adoption d'une identité unique, valable pour tous les hommes sur l'ensemble de la planète. Le premier discours admet que les systèmes de valeur sont incomparables. Le deuxième est détaché de toute observation des faits de société. Il est aveugle aux formes communautaires de vie, aux moeurs et traditions historiques qui sous-tendent la vie des hommes en société, et tue allègrement, par stupidité, toutes les ethnies; à la façon dont un enfant tue son petit frère, en jouant, sans percevoir ce qu'il fait. Ces deux discours sont incohérents. Défendre les ethnies concrètes entretient des barrières entre groupes. Abolir ces barrières pour se fondre dans l'humanité détruit toute vie collective spécifique. L'incohérence du discours antiraciste qui terrorise la société française contemporaine révèle clairement que l'indignation contre le racisme de mon texte est idéologique plutôt que scientifique. L'objectif est clair: l'ISMEA s'agenouille devant le diktat du pouvoir et autorise le lancement d'une campagne médiatique contre ma personne.

L'ANTIREVISIONNISME COMME IDEOLOGIE DE LA CULPABILITE

La façon dont on écrit l'histoire est un débat sans cesse renouvelé. Si une hystérie croissante accompagne la présentation de la seconde guerre mondiale, c'est que les grincements du fanatisme

ont été cautionnés par l'oligarchie politico-idéologique. Deux exemples préalables illustreront ce couplage de l'idéologie avec le pouvoir politique

UN EMBASTILLE

Au XVIIIème siècle, on croyait que les Francs étaient des Scandinaves (comme les Normands) en provenance du Danemark. Cette thèse "officielle" fut soutenue par les grands esprits du temps, notamment Leibnitz (1646-1716). En 1714, un Monsieur Fréret présenta devant l'Académie des Inscriptions et belles Lettres une autre thèse: les Francs descendraient de la ligue des peuples germaniques ayant combattu César. Il souleva une vive émotion dans les milieux scientifiques. Un penseur officiel, l'abbé de Vertot, qualifia la thèse de Fréret "d'attentatoire à la dignité de la monarchie française". Une si grande nation ne pouvait descendre d'obscures tribus. L'honorable Fréret partit méditer six mois à la Bastille sur l'inconvénient d'être le premier à avoir eu raison de réviser l'histoire

FALSIFICATIONS DE LA GRANDE GUERRE

La perception de la première guerre mondiale change intensément depuis peu. François FEJTO ⁵, historien réputé, y contribue activement. L'ouvrage, dédié à son père "franc-maçon", consacre l'intégralité de sa quatrième partie à l'émergence de la guerre idéologique. Le chapitre XXX explique le rôle de la franc-maçonnerie dans la chute de l'Empire austro-hongrois. Par haine! Ce que des esprits hétérodoxes savaient déjà est maintenant

développé par un historien officiel. S'il n'est pas le premier à évoquer cette question, il innove par la crédibilité de sa thèse. Ne serait-ce pas l'argument d'autorité? Seul un enfant de la maison (fils de franc-maçon) est habilité à reconnaître le rôle de cette officine. Tout autre eût été lynché par les médiats.

On améliore aussi notre connaissance du rôle que joua la propagande dans la construction sociale de la haine sans laquelle les masses ne se fussent point jetées dans cette boucherie. Mais les méthodes de 1914 manquaient de finesse. Ce n'était encore que du bricolage, de grosses ficelles. La presse française, déjà vendue, se laissait acheter par le tsar, avec le montant des emprunts russes, dans le but d'attiser la haine contre l'Allemagne.

La propagande de masse, les descriptions apocalyptiques de prétendues monstruosité commises par nos voisins, jouèrent le rôle d'un soutien moral aux poilus. La propagande de guerre se donnait pour mission de convaincre les masses françaises que notre pays combattait l'horreur absolue, le "mal", en la personne de nos cousins germains. Les exemples suivants sont des bobards bien attestés: mains coupées de milliers d'enfants belges; caramels empoisonnés offerts aux enfants. En 1917, les inventions haineuses culminèrent avec une histoire de cadavres rôtis pour en tirer margarine, glycérine, explosifs, os et chairs nourrissant les animaux. Les historiens ont reconnu plus tard que ces histoires d'atrocités étaient mensongères. Les campagnes de calomnie cherchaient aussi à émouvoir les Américains pour les entraîner dans la guerre. La Grande-Bretagne utilisa le conditionnement psychologique pour convaincre l'Amérique, isolationniste dans son immense majorité, d'entreprendre une guerre sainte pour venir à

bout de la violence. Le Président Woodrow Wilson tint ce langage à partir d'avril 1917. "Il s'agissait de répandre la démocratie dans le monde et de mener à bien une guerre qui mettrait fin au règne des guerres"⁸. La calomnie répandue par la Grande-Bretagne reposait sur son monopole de l'information européenne destinée aux Etats-Unis. Dès le début du conflit, ses services coupèrent le câble transportant l'information entre l'Allemagne et l'Amérique. En même temps, elle envoya l'écrivain Gilbert Parker organiser la publicité de sa cause. Cela fut efficace. Les Américains s'émurent et volèrent aux secours des peuples civilisés contre les barbares allemands.

HISTOIRE EDIFIANTE

Comment supposer qu'il eut pu en aller autrement lors de la seconde guerre mondiale? Le principe: " la fin justifie les moyens" s'est traduit en 1914-1918 par l'immersion du conflit dans le mensonge édifiant. En 1939-1945 les mensonges auront été différents par souci de crédibilité: les anciens n'eussent plus été pris au sérieux. En 1945, la situation est très différente de celle de 1918. Les révolutionnaires russes, après 1917, ont ouvert les archives du tsar pour étaler les turpitudes d'un régime soudoyant la presse française. Ils n'avaient plus le même intérêt après 1945. Les vainqueurs rejouèrent dans des conditions plus favorables la grande scène du bien terrassant le mal. Le bien avait toutefois tellement répandu de mal (bombardements civils, guerre atomique, exactions de toutes sortes dont les déplacements massifs de populations, etc...) que le mal, par contraste, risquait de ne pas sembler assez noir. Coller un exposant au mal, une puissance qui le

propulse vers des sommets jamais égalés, ne peut finalement nous surprendre.

L'idée d'un jugement des vaincus était déjà extravagante. Les Européens connaissant le rôle de la fonction guerrière dans l'histoire de leur civilisation savent que le conflit est inhérent à la diversité des objectifs poursuivis par les groupes humains. La transformation d'adversaires en coupables, en mal absolu, suit la logique des guerres de religion. La culpabilité universelle des vaincus inculquée au public n'est rien d'autre que le "reconnaissons que nous sommes tous pécheurs" des sermonneurs religieux. La présentation de ce conflit laboure le terrain judéo-chrétien (nous sommes tous coupables) pour semer la bonne parole des vainqueurs: nous devons tout accepter du peuple élu pour nous racheter. Depuis lors, mais à rythme croissant, nous sommes sommés de psalmodier des formules d'exorcisme. L'étude désintéressée de cette période est interdite, et toute analyse critique de la propagande médiatique est dénoncée comme sacrilège: une version de la période est codifiée et intouchable. La plus petite manifestation d'incrédulité entraîne un tir de barrage médiatique, un appel à l'horreur et à la haine.

L'emploi du qualificatif "révisionniste" invite au total à l'orgie moraliste et met en branle le besoin immonde de persécuter: il faut détruire les révisionnistes. On vérifie une fois de plus que les exhibitions de bons sentiments camouflent les pires débordements de cruauté.

TEXTE ASCIENTIFIQUE

Les hommes de science ne le sont pas en tout point. De grands hommes éblouissent par la forme scientifique de leurs propos sans que le fond de leurs idées ne le soit. Un exemple est célèbre: les socialistes "scientifiques" s'opposent aux socialistes "utopistes". Les utopistes désignent ici les adversaires qui se définissent eux-mêmes comme scientifiques. L'immense prestige de la science et des scientifiques ne peut camoufler la difficulté de raisonner juste et bien en sciences sociales. Personne n'est en mesure de donner une définition a priori de la bonne science dans un domaine de la pensée. Il n'y a pas plus de recette universelle valable pour toutes les sciences qu'il n'y en a pour toutes les sauces et tous les cuisiniers. Une définition m'a toujours séduit: "la méthode, c'est le chemin après qu'on l'a parcouru". L'immense savant Georges Dumézil la citait souvent, et j'ai plus confiance en lui que dans les savants engagés dans les allées du pouvoir politico-syndical ou politico-médiatique. La tyrannie des intérêts y obscurcit la vue et rogne les ailes: la course au pouvoir et aux honneurs fait voler bas. De plus, la notion de science est une variable historique: elle change de sens au

cours du temps. Sans s'égarer dans une érudition pointilleuse rappelons trois conceptions à trois périodes de notre histoire.

Les vers du poète français Malherbe contiennent une première définition de la science : "Vouloir ce que Dieu veut est la seule science qui nous mette en repos ". Au XVII^e siècle, on considère que le savoir s'exerce par la pratique de la vie et se perfectionne par la méditation.

Le grand mathématicien d'Alembert envisageait une science du monde, définie comme "l'art de se conduire avec les hommes pour tirer de leur commerce le plus grand avantage possible, sans s'écarter néanmoins des obligations que le monde impose à leur égard"⁷.

Enfin, Pascal proposa une définition plus précise : "Toutes les sciences qui sont soumises à l'expérience et au raisonnement doivent être augmentées pour devenir parfaites; les anciens les ont trouvées seulement ébauchées, et nous les laisserons à ceux qui viendront après nous en un état plus accompli que nous ne les avons reçues". Avec Pascal nous entrons dans la perspective d'un progrès indéfini du savoir.

La pensée moderne déplace l'idée de science vers la manière de savoir plutôt que vers l'objet du savoir. Toute activité est susceptible d'entrer dans le champ de la science, sans aucune garantie fournie par une méthode universelle. En science économique, la tendance méthodologique est constante : précision, explicitation des relations, mise en forme de la pensée, avec ou sans mathématiques. Le lien établi par certains auteurs entre analyse économique et positions politiques de droite ou de gauche n'est qu'une expression de l'incompétence desdits auteurs. La connaissance des modalités de fonctionnement du

capitalisme n'impose rien. Les préférences politiques jouent après, pour renforcer ou détruire le capitalisme, La fourberie d'une classification en science de gauche ou de droite, repérable en économie, n'exercerait-elle pas ses ravages en histoire, à propos du révisionnisme? N'est-il pas impudent et effronté d'affirmer que la version légale de la seconde guerre mondiale est de la bonne science humaniste? Les conditions de fonctionnement de Nüremberg rappellent celles qui présidaient à l'histoire sainte, avec ses miracles, ses saints, son orthodoxie. En 1948, le Nouveau Larousse Universel, dictionnaire encyclopédique en deux volumes sous la direction de Paul Augé, comptait 1.500.000 juifs morts durant la guerre. Puis, plus rien. Aujourd'hui, le nombre s'en est démultiplié comme les anges et démons décomptés par les mystiques moyenâgeux. Le Tribunal de Nüremberg ne s'abaissa pas à chercher les preuves de diverses allégations, comme l'Eglise ne se préoccupait pas de savoir si les reliques de Pierre l'Hermitte étaient autre chose que les poils de son mulet. Lorsque l'historien juif américain Arno Mayer écrit: "Les preuves dont nous disposons pour étudier les chambres à gaz sont à la fois rares et peu sûres (l'auteur emploie le mot "unreliable") nous pensons irrésistiblement aux études scientifiques du sexe des anges ainsi qu'à la recherche des preuves de l'existence du diable. L'appel à la vraie science historique, en la circonstance, soutient la comparaison avec les gesticulations du célèbre Bossuet. Le prélat dénonce inlassablement la "fausse critique" des égarés à la façon dont certains dénoncent les révisionnistes. Au nom de la vérité il mobilise inlassablement l'appareil répressif de l'Etat. Qu'est donc la loi Fabius-Gayssot condamnant à 1 an d'emprisonnement et 300.000 francs d'amende les délits révisionnistes? D'un trait de

plume, Bossuet raye les protestants de la carte de France. Une bonne campagne médiatique raye de l'université ceux qui y font leur métier tranquillement. La vérité de Bossuet s'accompagne d'une obsession antihérétique, comme la vérité de Nüremberg s'accompagne d'une traque antirévissionniste. L'ennemi est partout, car est hérétique quiconque a une opinion, suit sa propre pensée; aucun compromis n'est possible avec les dissidents.

Du temps de Bossuet, la vérité de Dieu se dégradait en raison d'Eglise alliée à la raison d'Etat. Au temps des droits de l'homme, la vérité de Nüremberg se dégrade en raison de chapelles (essentiellement les sionistes) alliée à la raison d'Etat: l'ordre mis en place après 1945. La science est inscrite aux abonnés absents, et nos nouveaux clercs ne bénéficient même pas du talent oratoire de Bossuet.

LE CHANTAGE

Le maire de Lyon utilisa le chantage car il détenait une arme efficace face aux victimes démunies. M. Noir possédait argent et locaux qui faisaient saliver quelques bureaucrates de l'université Lyon III. Une fois ma tête mise à prix pour des briques, il restait à trouver les broques...

Remarquons au préalable que la société française ne tire plus les "élites" vers la fonction politique. Les élites, hommes d'intelligence et de caractère, s'orientent désormais vers la technique et les affaires, suivant la pente de l'américanosphère (l'argent prime sur toute autre considération). On est frappé aujourd'hui par l'interchangeabilité des hommes qui assurent les fonctions politiques, administratives et économiques, rompant avec les pratiques des siècles précédents. Non seulement les décideurs

passent facilement de la direction d'un ministère à celle d'entreprises publiques ou privées, mais chacun participe aux mêmes décisions. L'interchangeabilité des cadres conduit à l'imbrication des institutions politiques, économiques, administratives. Aujourd'hui, la religion et la politique, qui pendant des siècles drainèrent les meilleurs esprits et les hommes d'honneur, regorgent de petits marquis et d'histrions. Le phénomène atteint les classes d'âge d'après-guerre et s'accroît avec les nouvelles générations. Hommes de dossiers et de médias captent la politique, ramenée à la gestion quotidienne de l'opinion et des appareils bureaucratiques. L'interchangeabilité, en gommant les frontières entre sphère privé et sphère publique, engendre la confusion des pouvoirs et favorise l'usurpation de tous les pouvoirs par les technostructures. Les abus navrants et exécrables sont de tous temps. On observe maintenant les abus tout aussi fâcheux et détestables des responsables politico-économiques qui interprètent la confusion déjà réalisée entre autorité politique, gestion administrative et conduite économique, comme le signe qu'ils vont dans le sens de l'histoire et qu'il leur reste à accaparer ce qui demeure encore hors de leur contrôle immédiat: la pensée. Le maire de Lyon est en phase avec l'époque: une même mentalité est à l'oeuvre dans l'action politique dégénérée en interventionnisme tatillon, dans la gestion des finances municipales, dans la promotion d'une image médiatique, dans l'accaparement de la pensée.

Le monde enseignant sait qu'il existe une spécificité de l'éducation fondée sur la double relation entre le caractère et l'expérience (on s'éduque aussi par la

gastronomie, l'artisanat, etc...), entre le maître et l'élève. L'éducation a pour mission d'épanouir les capacités de l'homme au moyen de la discipline et de la culture, pour qu'il devienne maître de lui-même et des aléas extérieurs. Le politicien qui veut imposer une pédagogie par des méthodes de gangster détourne l'éducation de son but spécifique et en fait un instrument au service de ses fantasmes. Par le chantage, il corrompt l'enseignement, y introduit la manipulation. L'intervention politique dans le domaine de l'enseignement y installe l'endoctrinement. Le contrôle des moyens financiers affectés selon les idées d'un politicien n'est rien d'autre que la tentative d'inculquer l'expression "autorisée" de la pensée: une orthodoxie. Les hommes politiques, dont la culture politique est souvent faible voire nulle, se dotent de la capacité financière d'imposer une éducation: les incultes éduquent les éducateurs...

L'interchangeabilité des hommes et la confusion des fonctions ont un corollaire: l'adoption d'un discours politique extrêmement creux destiné à occuper le champ médiatique. La capacité d'un politicien à maîtriser des dossiers au jour le jour s'écarte du discours politique qui suppose l'absence de références directes aux multiples situations concrètes. Là, il lui faut présenter aux masses d'électeurs une interprétation accessible et crédible; au moment de la campagne doit s'opérer le passage de l'expérience quotidienne des dossiers particuliers à l'expression générale d'un discours socialement politique. Ce passage conduit le politicien à glisser de l'être au paraître, du connaître au reconnaître, du savoir au faire savoir. Le moyen dont il dispose est connu: déclarations continues fondées sur la règle bien attestée que "les gens ont une tendance naturelle à croire qu'une

déclaration reflète l'opinion véritable de la personne qui la fait" .Condition liée:assurer une permanence médiatique qui entretient la visibilité du personnage.L'équipe publicitaire du maire de Lyon est tellement fournie que le préfet a cru bon de saisir le tribunal administratif à propos de la surabondance de "la galaxie Noir" (Lyon Matin,8 juin 1990).On peut alors se poser deux questions:un prestidigitateur focalise l'attention sur une main pour camoufler ce que fait l'autre .Le joli mois de mai 1990 n'aurait-il point facilité un tour de cette sorte?La seconde question dépend de la situation,par moi inconnue,qui précéda le chantage du maire.La politique est un domaine de choix pour l'exercice de la réciprocité,règle qui prescrit de payer de retour les avantages reçus d'autrui.Je propose aux lecteurs, mieux informés ou plus passionnés par l'étude de la mairie lyonnaise,une recherche dans cette direction.Le maire n'aurait-il pas été débiteur en réciprocité?

MANIPULATION PAR L'EMOTION

L'émotion soulevée par mon texte: cette expression fut martelée dès le début du spectacle Notin,fin janvier 1990,puis reprise par les sept enseignants de la commission de discipline de l'Université Lyon III,dans leur décision du 18 juillet 1990.Cette phrase ouvre la boîte de Pandore de la société actuelle manipulée par " l'émotion". Quelle est la logique de ces appels au sentiment? Quel rôle jouent-ils ? L'appel à l'émotion est le sésame de tout spectacle d'envergure depuis 10 ans, car nous baignons dans la société du spectacle où le commandement ne repose plus sur l'autorité.L'influence sociale s'appuie sur la manipulation des

émotions, passage obligatoire pour que le guignol's band, comme eut dit le grand Céline, fasse déglutir sa bouillie infâme.

Le fonctionnement humain met en jeu trois dimensions: acte, pensée, sentiment. Les sentiments influencent les actes, poussent à prendre certaines décisions. Les actes, après leur accomplissement, modifient nos pensées. La manipulation des émotions se justifie par cette séquence: dans un premier temps, des personnes sont poussées à réaliser des actions contraires à leurs idées ou à leurs motivations; dans un second temps, le fait d'avoir accompli certains actes modifie leurs idées. Les personnes changent d'idées pour expliquer et justifier à leurs propres yeux les actes qu'elles ont accomplis. La campagne émotionnelle est donc juteuse: elle permet d'obtenir des actes sordides de la part de pauvres bougres qui les justifieront après coup par n'importe quelle idée niaise qu'on leur aura suggérée. La rentabilité de la méthode est accrue par l'existence d'un rapport direct entre pensée et émotion. Parallèlement à un enchaînement d'idées chemine un enchaînement de sentiments qui lui ressemble. Le lien émotionnel remplace éventuellement le lien logique entre les idées, lorsque ce dernier fait défaut. Une relation entre les émotions attachées aux idées se substitue aux idées et donne à ces dernières vivacité et actualité: les émotions sont transformées en réalités sur le mode imaginaire.

Les deux séquences: sentiment----> acte----> pensée;
sentiment----> pensée

jouent un grand rôle dans le mode de pensée idéologique, dans l'affaiblissement de la pensée exigeante. Les amalgames incohérents du point de vue logique deviennent cohérents du point de vue affectif.

Les linguistes insistent fréquemment sur la fonction émotionnelle du langage. Les mots qui disent l'émotion ou la passion interdisent, en mobilisant l'affectif, la recherche de preuves suivant les normes grammaticales. "Le discours perd ses fonctions de signification, de communication, emporté par des effets de contagion des mots et des images²⁹". La manipulation émotionnelle par des mots énoncés passionnément et destinés soit à faire rêver, soit à créer des cauchemars, accompagnés d'une imagerie télévisuelle intense, introduit une dynamique de contamination de tout discours logique. La manipulation émotionnelle dans le spectacle Notin s'est opérée en trois temps qui se renforcent mutuellement:

Emotion 1 : L'ISMEA (éditeur de la revue), cité par *Le Monde* du 28 janvier, dit: "sa plus grande émotion" dans un communiqué.

La première banderille est bien plantée puisqu'elle émane d'un groupe intellectuel prétendant à l'indépendance de jugement et à l'objectivité. Comment pourrait-on lui attribuer des intentions manipulatrices? C'est pourtant sur ce terrain de l'émotion que les manipulations germent particulièrement bien. Lorsque des scientifiques étalent leur émotion, ils nous incitent à les croire en jouant sur un présupposé: les scientifiques n'ont aucun intérêt personnel, aucun motif caché susceptible de rendre compte de leur prise de position. Hélas! Nous sommes loin de ces rivages idylliques. L'un s'est fait gronder par la présidence de la République. L'autre sera bientôt candidat à la direction du journal *Le Monde*. Etc..., Etc.... Mais la première pierre de la campagne est solide: elle pose une norme comportementale sur ce qu'il faut manifester à la lecture de mon article. La norme émotionnelle est efficace en ce qu'elle est

proposée par des gens qui représentent une autorité de type scientifique, supposée indépendante et autonome.

Une si belle inauguration resterait-elle sans suite? Que nenni ! L'Université Lyon III s'accrocha à la locomotive. Le 6 février, le bureau de l'Université publia un communiqué pour " manifester son émotion ". Erreur grossière. La machine médiatique allait l'utiliser très vite, de même que le maire de Lyon. Un conseil municipal est rarement grandiose. La plupart des affaires traitées sont d'essence quotidienne et , quoique très absorbantes et fort utiles, ne côtoient pas la pensée profonde. L'Université Lyon III ayant versé une larme, la municipalité se muait en chœur des pleureuses. Toujours plus! Belle occasion de montrer que le politicien professionnel, par delà les plates considérations sur le quotidien municipal, est apte à s'élever au niveau des grandes considérations sur l'histoire, la science, etc... Sans lecture préalable du texte, bien évidemment. Le conseil municipal décida donc, le 19 février, de ne pas désigner de représentant au conseil de l'Institut d'Administration des Entreprises (I.A.E.) où je faisais mon enseignement. Le maire précisera , le 2 mars, que le conseil municipal avait été "bouleversé et horrifié". Aux larmes citoyens! La surenchère commençait.

Emotion 2 : envenimement

L'intervention des médiats renforça rapidement l'appel à l'émotion. Ils ont utilisé deux techniques: le discours péremptoire et l'injonction menaçante.

La première méthode rappelle les ricochets des boules de billard. Une boule se meut après qu'une autre l'a touchée. L'argument médiatique affirme qu'une émotion existe parce que le maire , le conseil de l'université, le bureau de l'ISMEA

l'invoque. Cela rappelle aussi une méthode employée au XVIème siècle: les sorcières existent parce qu'on les brûle. La manipulation, souvent involontaire, provient de la confusion entre une réalité (les communiqués publiés par les bureaux ; les sorcières grillées) et une idéalité: l'émotion; les sorcières. Que quelques personnes disent leur émotion ne permet pas d'affirmer qu'il existe une émotion. La réalité émotionnelle est du même ordre que la réalité des sorcières. Non seulement la proclamation de quelques-uns ne prouve pas l'existence d'une émotion générale, mais il faudrait vérifier la réalité de leur émotion. Les comédiens ne ressentent pas tout ce qu'ils expriment. Dans la société du spectacle, les politiciens (et d'autres) affichent tous de bons sentiments. Sont-ils sincères? Il est impossible de vérifier la réalité de telles allégations. La méthode, cependant, fut efficace. Même le rapport de la commission d'instruction de la section disciplinaire de l'université, rédigé par Laurent Boyer, vénérable... professeur qui eût dû reconnaître, en tant que juriste, l'incompétence de cette commission, s'est pris au piège. Il a repris l'argumentation en notant "les passages (de l'article incriminé) qui ont suscité l'émotion". La réalité en est donc postulée, et l'affirmation sans preuves suffit à l'invocation.

La seconde méthode emprunte son efficacité à la dénonciation. Les médiats s'étonnaient régulièrement du manque de spontanéité des universitaires dans l'édification de mon bûcher. Ils dénonçaient les attermolements de l'université. Qu'attendez vous pour dénoncer les révisionnistes, les "fachos", etc...? La méthode présente un grand intérêt pour ébranler l'émotion de masse, phase nécessaire avant d'obtenir un acquiescement "majoritaire" aux mesures ignobles. L'ébranlement

émotionnel ne doit pas sembler forcé:il lui faut impérativement paraître spontané afin d'éviter l'émergence de doutes parmi ceux qui voudraient réfléchir.L'exercice n'est pas facile.La fonction de l'émotion s'inspire de l'interrupteur: empêcher les gens de rester spectateurs; les canaliser vers le rôle d'acteurs concernés qui participent activement au spectacle organisé.La plupart des universitaires se contentent de vivre.L'émotion leur suggère un rôle, à jouer sur le mode passionnel.Mais l'émotion glisse facilement sur le monde universitaire,même si quelques intellectuels médiatiques jouent le rôle d'intermédiaires entre le mode d'expression émotionnel et celui, plus détaché, de l'enseignant.Après l'article du *Monde*,fin janvier,une pétition fut mise en circulation à l'instigation de quelques économistes de la Banque de France,et de quelques autres liés à Paris I.Ce fut le grand flop! Hormis les esprits faibles,tout le monde comprit très vite que l'opération visait à remplacer l'équipe de l'ISMEA pour en accaparer les postes,les revues et les crédits. Elle disparut dans les poubelles.Il faudra attendre l'organisation du spectacle global carpentrasien pour que certains jouent le jeu conformément au rituel,c'est-à-dire l'air sérieux et le ton pénétré.

Emotion 3:Carpentranse

Carpentras,comme Copernic ,fut une orgie émotionnelle.Le prétexte,un cimetière,n'était pourtant pas très bon, car la préoccupation sociale de la mort a été évacuée en Occident.Il était assez naïf de s'imaginer que la population réagirait, en un temps où la cohérence d'une vie "branchée" est recherchée dans ce qui s'éprouve très directement:le "touchable" (les objets) ;le visible(l'image).Les nouvelles activités

corporelles, thérapeutiques, qui se multiplient en se diversifiant vont à l'encontre des traditions, favorisent le style "consommateur branché". Devenu client, consommateur, voire malade face à des professionnels, l'individu contemporain s'incarne dans le type narcissique: il demande à la société de lui renvoyer une image séduisante de lui-même. La préoccupation quasi obsessionnelle de soi s'accompagne d'une grande indifférence par rapport aux générations anciennes et futures. Lentement, le sens de la continuité historique s'érousse et nos contemporains vivent dans un perpétuel présent. La mort leur indiffère.

De fait, l'hystérie ne dura guère, et la population ne s'émut point. Le spectacle, mal pensé, n'eut pas tous les effets espérés. La tentative de diabolisation du Front National s'effondra dans un haussement d'épaule des citoyens, ricanant au spectacle des gardiens de 1789 pratiquant le dogmatisme le plus étriqué. En revanche, la loi Fabius-Gayssot canonisant Nüremberg fut votée puis promulguée le 14 Juillet 1990. Et le bal des vampires de la liberté m'invita à valser hors de l'université après qu'une commission de discipline eut été décidée un 14 Mai, alors qu'il n'y avait, à Lyon III, rien de nouveau. L'émotion, puissant levier de manipulation des foules, n'a joué un rôle qu'après Carpentras, et pour une période limitée. Il en est résulté au moins deux faits: la loi Fabius-Gayssot; la convocation d'une commission de discipline pour jouer la comédie des bons universitaires contre le méchant. Comme le méchant était assez bon (enseignant) les bons devaient se montrer très méchants.

Les détonateurs d'une campagne du type "affaire Notin" s'analysent au total selon deux modalités: les pouvoirs, les

moyens. Chaque pouvoir: institutionnel, politique, religieux, recourt à une logique propre. Chacun met en oeuvre des moyens spécifiques: mauvaise science, chantage, émotion. Le train mis sur les rails, la locomotive démarre. Le train-train ne suffit plus à la manoeuvre. La mobilisation d'autres ressources est nécessaire pour amplifier, démultiplier les mises à feu initiales sous peine de faire long feu. Les chambres d'échos paient leur tribut.

¹ ANNEXE I : Communiqué de l'ISMEA.

² Rappelons que pour l'historien juif Raul Hilberg, l'histoire du savon juif n'a aucun fondement. Il ne s'agit que d'une des multiples rumeurs nées pendant la guerre. Cf: "the destruction of the European Jews". Chicago. 1967. pp. 623-624.

³ Georges GUSDORF: les origines des sciences humaines. Payot, 1967. pp. 170-186.

⁴ P. PERRIN-L.C. FEFFER : Les Francs. A. Colin, p. 14.

⁵ François FEJTŐ: Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie. Lieu Commun. 1988.

⁶ On se réfère à l'excellente thèse de Jeanne Henriette LOUIS: L'engrenage de la violence; la guerre psychologique aux Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale. Payot, 1987, p. 40.

⁷ Cité d'après Georges GUSDORF: De l'histoire des sciences à l'histoire de la pensée. Payot, 1977, P. 11.

⁸ Robert CIALDINI: Influence et manipulation. First. 1990, P. 76.

⁹ Henri-Pierre JEUDY : Les ruses de la communication. Plon. 1989. Chapitre 5. Echange viral. p. 54.

Paris, le 26 janvier 1990

11, RUE PIERRE ET MARIE CURIE, 75005 PARIS
(INSTITUT HENRI POINCARÉ)

TÉL. (1) 46-33-73-42

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : INSTCAP-PARIS

COMMUNIQUE

Dans le dernier numéro paru de la revue Economies et Sociétés, sous le titre "La France vassale", l'article de M. B. NOTIN a soulevé la plus grande émotion par son contenu raciste, révisionniste, ascientifique.

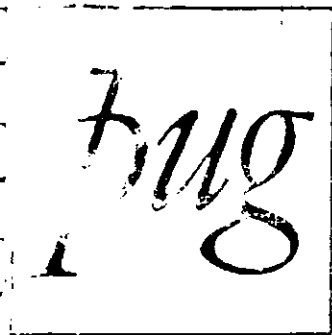
M. Frédéric POULON, responsable de ce numéro reconnaît que ce texte a été substitué au moment de la publication à celui qui avait été soumis à la Direction de l'I.S.M.E.A.

Celle-ci partage d'autant plus l'indignation que soulève ce texte qu'à son insu l'I.S.M.E.A. a servi de véhicule à de tels propos.

Elle rompt ses relations avec le responsable de ce Cahier. Elle demande aux abonnés, en particulier aux bibliothèques, d'éliminer cet article des exemplaires qu'ils ont reçus, pendant qu'elle le fait disparaître de ceux qui n'ont pas encore été diffusés.

Pour le Bureau

Yves CHAIGNEAU
François DENOEL
Gérard DESTANNE DE BERNIS
Jacques LESOURNE
Jean MARCZEWSKI
Pierre URI



Presses Universitaires de
Grenoble

Boîte Postale 47 X 38040
GRENOBLE-CEDEX

☎ 76 82 56 51 - 82 56 52
Télex : UNISOG 9809 10
Télécopie : 76 82 56 54

N^o réf. CV/257

Dir. des
Economie Economies et Sociétés
N^o 8/1989

Saint-Martin d'Hères, le 26 janvier 1990

Madame, Monsieur,

Compte tenu du communiqué ci-joint qui vous en donne les raisons,
nous vous demandons de bien vouloir faire disparaître l'article de
Monsieur B. NOTIN (pp. 117 à 129) et de le remplacer par le texte joint

Nous nous excusons d'avoir à vous demander ce travail.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos
sentiments distingués.

Le Directeur des P.U.G.

A la demande de l'I.S.M.E.A.

RC Grenoble 0725011 B
SIRET 07250091100010

CCP - Grenoble
Compte 20041 - 01017 -
00921005028 - 77

SPRD - Grenoble Centrale
Compte 12807 - 00001 -
00000000000 - 16

Presses Universitaires de Grenoble, S.A. Coopérative à capital et personnel variables, au capital actu
de 2.4 020 francs, plus spécialement régie par les articles 118 à 150 de la loi du 24 juillet 1965

CHAPITRE II : CHAMBRES D'ECHOS

On nous entretient souvent de l'opinion publique, force de pression qui s'exerce sur la conduite d'individus, de groupes, d'organisations. Médiats et politiciens s'y réfèrent, comme si elle était encore de ce monde. Ce que pense tel ou tel citoyen ne constitue pas l'opinion publique, même si des milliers d'autres partagent son avis. Les idées répandues n'ont aucune importance tant qu'elles n'influencent pas la conduite du pouvoir. Or le phénomène général de la modernité réside dans la disparition de l'opinion publique. Pour qu'elle existe, il serait nécessaire que des communautés vivantes débattissent du bien public, que des lieux servissent d'Agoras où se discuteraient les faits, les idées, les sentiments concernant les membres des différents groupes sociaux. L'omniprésence médiatique interdit toute discussion autonome, en dehors de ce que le système médiatique montre (ou oublie de montrer) et proclame (ou dénonce).

Les détonateurs d'une campagne ne représentent qu'eux-mêmes tant que le terrain social n'est pas labouré par les médiats. Les détonateurs importent seulement dans un univers où le rapport de tout individu à son environnement est médiatisé. Lorsqu'un tiers (les larrons médiatiques) sélectionne l'environnement que l'on éprouvait soi-même autrefois, filtre le perçu et son interprétation, l'opinion publique n'existe plus; ce qui entre et sort du système médiatique constitue la réalité du moment. Pour entrer dans ce système, les détonateurs du spectacle Notin ont utilisé des codes d'accès précis, recensés dans le chapitre précédent. Une fois que les organisateurs du spectacle eurent

reconnu et interprété ces codes d'accès, la logique interne des médiats, machine à fabriquer des spectacles, se mit en route. Cette logique interne est composée de structures similaires traversant tous les médiats. Des structures semblables se repèrent à tous les niveaux: dans l'organisation interne des médiats; dans la formation des journalistes; dans les groupes multimédiats du marché de la communication. L'ensemble forme un échos-système

LA STRUCTURE INTERNE DES MEDIATS

Un système d'organisation unique traverse tous les médiats: presse, radio, télévision. Emprunté à la presse, il prend la forme d'une "rédaction" composée de journalistes qui accouchent d'un produit: journal ou magazine, découpé en rubriques. L'organisation rédactionnelle des radios et télévisions s'explique avant tout par un effet d'imitation. Jusqu'aux années 1970, la complémentarité des moyens d'information semblait acceptée: l'information commentée revenait à la presse; les services d'information audiovisuels, secondaires, copiaient par déférence cette structure "rédactionnelle". L'extension des médiats a renforcé cette structure à travers la référence au critère de "qualité professionnelle" du reportage. L'obsession du professionnalisme vise à réévaluer les hommes de l'audiovisuel par rapport à leurs confrères de l'écrit, dotés par notre société de qualités supérieures. Tant que le républicanisme français se confondit avec l'amélioration de la qualité intellectuelle des élites, sélectionnées sur l'aptitude à s'exprimer, à penser avec clarté, à juger après vérification, il exista un monde savant aux appréciations indépendantes. Les journalistes de l'écrit, avec plus

ou moins de bonheur,aspiraient à ce modèle,travaillaient le style,s'appliquaient à juger après examen.Sans grand succès d'ailleurs!La production intellectuelle à maturation longue ,celle des universitaires,méprise la production instantanée,l'article journalier ou hebdomadaire.Le fossé entre ces deux catégories de producteurs est pourtant moindre que celui qui sépare le monde de l'écrit du monde de l'audiovisuel.Mais les journalistes se ruèrent vers les nouveaux créneaux de l'audiovisuel pour devenir "journalistes multimédiats" au sein d'un univers où il n'est bon bec que de presse:papier,ondes,images.Portés par les ondes,séduits par les images,ils appliquent partout le schéma qu'ils connaissent:la rédaction,structure très hiérarchisée au sein de laquelle s'entassent les rédacteurs anonymes,les reporters des pages intérieures,les chroniqueurs épisodiques,les éditorialistes de première colonne;structure compartimentée en services discrètement étalonnés et allant du grand large(la politique étrangère)aux jeux du stade(le service des sports).Entre ces bornes on traverse,par ordre hiérarchique,du haut vers le bas:la politique intérieure,le service économique et social,la culture,les faits divers.

Cette structure d'organisation homogène confie le rôle principal au rédacteur en chef ou au directeur de l'information.Ces personnages ne sortent pas nécessairement d'une école prestigieuse, ne brillent pas forcément par leur talent,mais appartiennent impérativement à un réseau qui les alimente en renseignements et qu'ils servent en retour par une présentation complaisante.Entre ces quelques personnes le mimétisme produit des ravages.Les micro-variations de l'actualité,de la mode,des carrières de grands personnages, sont reprises par souci d'être au

courant. Sous l'apparence du sensationnel ou de l'inédit se camoufle un conformisme qui finit par évacuer les idées intéressantes et les faits majeurs. Se surveillant les uns les autres, ces responsables du sommaire vendent des produits de plus en plus simples, bien présentés, toujours plus homogènes. Le petit nombre des rédacteurs en chefs et autres directeurs de l'information est une aubaine pour tous les corrupteurs. Là où la décision dépend d'un nombre limité de personnes s'installe plus facilement l'intimidation et la corruption.

L'écho médiatique dépend ensuite des logocrates, troupeau de personnes qui s'efforcent de définir les situations sociales, de produire un système d'adhésion à des thèses, d'y inclure les bons, d'en exclure les méchants. Ces logocrates ne sont plus des témoins ayant vu, mais des maniaques du sens: ils s'obstinent à tout expliquer. Or leur vulgarisation est trompeuse. Elle emprunte des raccourcis illégitimes en proclamant que tout ce qui a pu se dire ou s'écrire avant leur explication est nul et non avenu. Aux gens pressés, ils proposent une dispense de connaître; mais le fond de leurs interventions rappelle ce principe commun à toutes les démagogues: absoudre l'ignorance, la déculpabiliser, en proclamer les vertus.

La constellation logocratique regroupe trois ensembles d'individus partiellement imbriqués: des universitaires, des journalistes, des professionnels de la communication. Les universitaires appartiennent eux-mêmes à deux clans: les collaborateurs occasionnels d'un journal qui s'expriment sur les sujets inscrits dans leur domaine de compétence, et dont la réflexion se développe selon la norme habituelle de la thèse argumentée; ceux qui contrôlent des réseaux idéologiques de

promotion-sanction. Ce groupe d'universitaires vise à conforter certaines écoles de pensée, à en étouffer d'autres et à créer une opinion standardisée. Ils ont tenu le haut du pavé dans le spectacle Notin.

INTELLECTUELS MEDIATIQUES

Les universitaires contrôleurs de réseaux sont éloignés de la compétence scientifique. Le pouvoir universitaire s'exerce à travers les positions occupées: postes qui permettent de dominer les instances de recrutement et de promotion des universitaires (jurys des concours des écoles normales supérieures, de l'agrégation, conseil supérieur des universités, etc...). Ceux qui se trouvent placés à ces postes détiennent une autorité sociale indépendante des qualités de leur oeuvre ou de leur personne. Pour une raison majeure et incontournable: l'accumulation de pouvoir, comme l'accumulation de connaissances, prend du temps. L'acquisition et l'exercice d'un pouvoir institutionnel ou administratif (doyen, recteur, président) compromet le capital scientifique. L'importance et l'efficacité du pouvoir intellectuel dépendent du temps consacré au contrôle des réseaux, aux échanges de services par lesquels se créent les dettes de reconnaissance. Mais le temps et l'énergie dépensés sont soustraits aux activités de production intellectuelle. Au titre du pouvoir social universitaire lié aux milieux médiatiques, deux figures ont joué un rôle essentiel: P. Vidal-Naquet et M. Rébérioux. Le premier jouit d'une position institutionnelle importante dans le contrôle de la section d'histoire. Il officie à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, dont le sociologue Pierre

Bourdieu affirme qu' "elle représente le point faible de la résistance du champ universitaire à l'intrusion des critères et des valeurs journalistiques" ¹. Le cumul d'un pouvoir sur l'institution universitaire et d'un pouvoir sur la presse et l'édition dégagent un pouvoir intellectuel important à travers un circuit d'échanges entre postes, promotions, comptes rendus, célébrations .La seconde, Mme. Rébérioux, est l'auteur d'un paragraphe inclus dans l'article de Plenel (*Le Monde*-19/02/90) et dénonçant en bloc "l'argumentaire révisionniste, l'antisémitisme, le racisme, mon collègue Poulon, *Nouvelle Ecole* (la revue fondée par le GRECE en 1968), le Front National, Lyon III, l'Institut d'Etudes Indo-Européennes, ...". OUF! Un film d'horreur!

Sur l'écran noir de ses nuits blanches,
quand elle se fait du cinéma,
10 fois 100 fois elle recommence la séquence
où elle tombe en émoi

Heureusement, Mme. Rébérioux exerce sa profession à Paris VIII-Vincennes créée dans la foulée de Mai 68 du temps qu'on ne pratiquait pas la chasse aux sorcières. Les excités de l'époque y trouvèrent refuge et promotion. Les excités, aux yeux du pouvoir d'alors, offraient un large éventail de compétences et de théories. Le meilleur et le pire s'y côtoyaient. Mme. Rébérioux profita de cette circonstance pour devenir professeur d'histoire contemporaine. Sa spécialité: constituer des dossiers sur une mythique extrême droite, destinés à alimenter les journalistes "amis" sur la "bête immonde". Elle se livre à cette passionnante besogne depuis 10 ans et entretient des relations avec le MRAP (qui a porté plainte contre moi), avec des journalistes appartenant au *Nouvel Observateur* et à *Libération*.

Ces potentats universitaires ont pratiqué l'intolérance par arguments d'autorité et incité de modestes collègues carriéristes

à leur enboîter le pas. Il en est résulté une condamnation et une suppression du séminaire de Frédéric Poulon à Bordeaux, qui fut pourtant pendant 11 ans un lieu de production intense (livres, articles, cahiers), ainsi que des accusations sans fondement portées à la légère sur l'université Lyon III, le 17 mai, afin d'accélérer la campagne contre divers enseignants de l'institution.

Le rôle de ces intellectuels médiatiques, placés en bonne position institutionnelle, est de censurer et dénoncer. Ils contribuent à éliminer certains sujets d'études des programmes universitaires, à épurer les écrits atteignant un large public et à susciter des répétitions thématiques par les canaux du son (radio) et de l'image (TV). La censure est une maladie régulière des sociétés. Un groupe de "penseurs", constitué en communauté par des activités menées en commun, pense qu'il possède la vérité et qu'il lui faut soumettre les opposants. Ces personnes bardées de certitudes n'admettent pas qu'il y ait pluralisme en matière de vérité. Ils campent sur l'obsession du salut que l'on ne peut réaliser que d'une façon: la leur.

L'ELITE DES JOURNALISTES

Il existe un petit nombre de journalistes considérés par leurs collègues comme détenteurs de l'opinion légitime: ils livreraient une "juste" appréhension de la réalité. Mais ces locomotives lisent peu et feuilletent beaucoup: la presse anglo-saxonne est leur plat préféré.

L'élite des journalistes se pose en s'opposant et en imitant les confrères. Le public n'impose jamais la valorisation d'un

fait. Seuls les confrères le peuvent. La plupart des articles sont inspirés par une présence du thème dans les autres journaux, provoquant un incessant passage circulaire de l'information. A la radio, les éditoriaux du matin ressemblent à des guides dont les journalistes des autres médias s'inspireront éventuellement. La télévision le soir détermine les grands axes de l'actualité des journaux du lendemain. C'est la ronde des thèmes annoncés passionnément comme d'importantes nouvelles.

Le rédacteur en chef (ou le directeur de l'information) filtre l'information après un tête-à-tête avec les responsables des services, tenu dans son bureau. La conférence de rédaction entérine ce choix. L'objectivité est donc un faux problème. Par définition, l'information est triée sans qu'il existe une déontologie professionnelle. Le lieu du pouvoir réside dans le contrôle de la signature, dans le passage à l'antenne.

On comprend mieux l'essence de la chambre d'échos. Le rédacteur en chef impose une certaine information (non contrainte par une déontologie), les yeux rivés sur les confrères. Evacuée, la précaution du retour aux sources. Absente, la mise en perspective par un travail de fond. Présent, le souci narcissique d'ajouter son grain de sel. J'ai observé, dans le ballet incessant des commentaires, l'accumulation d' inepties. J'ai commencé par en rire. Mais il n'est même plus permis de se moquer. Ou, plus précisément, il est interdit de faire apparaître qu'on rit du spectacle.

Le quotidien *Le Monde*, fin janvier, a commencé par présenter de manière tendancieuse les propos que Frédéric Poulon, mon collègue bordelais, avait accepté de tenir, par téléphone, en réponse aux questions du journaliste. La version

locale (Rhône-Alpes) du quotidien reprenait, le lendemain (30 janvier), les mots choisis par l'édition parisienne. L'oracle ne fit pas recette, et le dénonciateur recommença deux semaines plus tard (19 février). Le nouvel article, en prime, intégrait un passage de la lettre que Frédéric Poulon leur avait envoyée entre-temps, mais que *Le Monde* ne voulut pas publier jusqu'à ce que mon collègue eût pris un avocat pour "négocier". *Le Monde* accepta d'intégrer une partie de sa lettre dans ce nouvel article mais en profita pour le salir à nouveau. Le journaliste, qui fit ses premiers pas à la Ligue Communiste Révolutionnaire avant d'entrer au *Monde* en 1980, s'acoquina, pour cette nouvelle insolence, avec la passionaria ex-stalinienne Mme. Rébérioux (elle a abandonné le parti communiste sur le tard, au moment du retour d'âge). A deux, ils soufflèrent sur les braises, le feu ayant du mal à prendre. Ce fut poussif, quelques lignes ici et là, personne ne reprenant une balle pourtant bien travaillée. Le groupuscule local de l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), dûment encadré et manipulé, organisait ma séquestration à Lyon III, début mars, pour donner aux médiats un peu de grain à moudre: ils étaient insuffisamment pleurnichards. Les journaux locaux frémissaient. Enfin! Un nouveau sujet, autre chose que les chiens écrasés ou le sourire "Hollywood chewing-gum" de Maire grand. L'écho médiatique naissait. Du 5 au 10 mars, *Le Figaro* servit d'agent de change, transformant les articles du *Monde*, écoutant les fadaises de l'UEJF. Il délaya finalement une version ripolinée: j'étais l'auteur d'"écrits révisionnistes". J'en fus le premier surpris, mais le spectacle ne faisait que commencer. *Le Figaro* tint la ligne plusieurs jours. La preuve de mes "écrits révisionnistes" n'eut jamais besoin d'être produite: il a suffi de tourner en rond. Se

répétant, revenant, continuant d'affirmer en se référant à ses propres articles des jours précédents, *Le Figaro* de mars n'en finit pas de recréer la réalité.

Au retour du printemps, la sève remonta au cerveau des autres médiats: un deuxième niveau de la spirale sonore claironna ses secrets. La revue *Politis*, abreuvée de vinaigre par un de ces enseignants délateurs (dont le dissident russe A. Zinoviev a si bien brossé le portrait-type), emboucha les trompettes de la haine. L'attaque enfla pour absorber l'ensemble du conseil scientifique du Front National et, bien évidemment, la mythique extrême droite. Par cette étiquette, la réputation personnelle est devenue malléable et rectifiable à volonté. Un petit jeu d'enfants. L'information sur les personnes, diffusée ou non en fonction des ordres donnés par ceux qui la contrôlent, autorise toutes les falsifications. Sans laisser aucune place à la réponse. J'ai essayé, naïvement, de répondre à un article du *Figaro* (numéro du 17 mars). Rien². Une interview téléphonique, réalisée par une journaliste souhaitant s'informer à mon propos, a été censurée par la rédaction. Pas assez moche! Insuffisamment horrible! Surtout, ne pas risquer un mauvais point des financiers du spectacle. Le numéro de *Politis* fit des émules. Les propos, délayés avec quelques mots saumâtres, ont alimenté les chroniques d'avril. Nous sommes, à ce stade, au mélange: Notin, Lyon III, Front National. La potion magique n'est pas tout à fait prête. Le beau mois de mai fut inauguré par une séance d'espionnite aiguë de mes enseignements statutaires. Nom d'un chien! Il ne pipe mot de ses interrogations sur "la réalité de la réalité" (on reconnaîtra, au passage, le titre d'un remarquable ouvrage de Watzlawick). Le bon Monsieur Fromentin de *Libération-Lyon* en resta tout chose. Un enseignant qui fait son

métier sérieusement. Qui utilise ses connaissances pour éveiller l'intelligence des étudiants. C'est scandaleux. Un affreux doit l'être entièrement, sinon ce n'est plus du jeu. A l'aube du 14 mai, le levain ayant fait monter la patte, la tarte fromentine était prête à consommer. Ce dessert fut servi à l'heure du café, précédé d'un met plus consistant mijoté à Carpentras et dont on ne connaîtra jamais le préparateur car: "le secret généralisé se tient derrière le spectacle, comme le complément décisif de ce qu'il montre et, si l'on descend au fond des choses, comme sa plus importante opération"³. Au menu donc, tout est totalement F.R.A.X. (Fascisme, Révisionnisme, Antisémitisme, Xénophobie). Moi pas, car le Président de l'Université Lyon III met en branle son CA (Conseil d'Administration), pour MOI, et SURMOI: il convoque une commission de discipline. La triade freudienne m'entraîne vers une séance de psychanalyse sauvage dans un local de Lyon III, côté rue Pasteur: une pasteurisation intellectuelle, n°74. Pendant que ces chers collègues de l'instance disciplinaire se préparent à jouer aux docteurs coiffés d'un Bonnet, les hebdomadaires tartinent le nouveau menu.

La civilisation des moeurs n'y trouva point son compte. Nous nous trouvâmes transportés au XVIIème siècle, lisant le "de civilitate morum perilius" du grand humaniste Erasme. Les narines doivent être libres de morve y explique-t-il. Elle coula en abondance dans l'article de Richard Bellet (*Evénement du Jeudi*. 10-16 mai). "Quand on se trouve en bonne société, on ne plonge jamais les deux mains à la fois dans un plat. La manière la plus distinguée consiste à ne se servir que de trois doigts"⁴. Florent Leclercq plongea ses deux grosses pinces dans la soupe (*L'express*. 18-24 mai). Croisé dans les couloirs de

l'université, la face rubiconde, il cherchait des informations. Il semble plutôt qu'il lui fut payé un voyage d'agrément dans les cuisines lyonnaises, pour un article composé de confettis découpés et collés. Pratiquant le clercq-obscur, nuit où tout Lyon III est gris, la soupe dut être bonne. Autre règle répétée par Erasme: "boire ou parler la bouche pleine n'est ni honnête ni prudent". Le *Nouvel Observateur* offrit à boire et à manger sous la dent de Caroline Brizard (28 juin): traits déformés par la goinfrerie et la boulimie, décoctions glauques à base de paranoïa.

En cinq mois, la chambre d'échos hissa l'affaire au niveau national, distillant à des spectateurs paresseux ce qu'il fallait d'illogisme pour qu'ils pussent répéter dogmatiquement des propos mensongers en croyant ce qu'on leur révélait.

L'ETAU CAPITALISTE: BOUCHE COUSUE

La tendance de nos sociétés à s'organiser sur le modèle de l'oligopole (petit nombre d'entreprises) trouve un prolongement direct dans l'univers médiatique. Aux grandes concentrations financières et industrielles correspondent les groupes multimédiats employant les nouveaux professionnels de la communication. Le remodelage de la communication, qui aboutit à la montée en puissance des réseaux transnationaux, repose sur deux mâchoires puissantes: la transnationalisation des entreprises, l'utilisation des méthodes de marketing par les nouveaux professionnels de la communication.

Dans le texte qui excita les inquisiteurs, j'ai présenté les principaux liens qui caractérisaient le paysage multimédiats français en 1986. Depuis, l'internationalisation n'a pu que croître

et la concentration s'accélérer. Il est vraisemblable que la prégnance des solidarités observées n'a point disparu. Le capital est concentré à un point tel qu'entre l'Etat et les groupes cosmopolites, l'essentiel de la propriété de la presse, de la radio, de la publicité, du cinéma, de la télévision, est rassemblé. L'état capitaliste s'est resserré d'un cran depuis que la déréglementation est entrée en vigueur, que la publicité se fait lancinante.

La publicité est une ressource essentielle pour la presse et les médias audiovisuels. Le marché publicitaire se développe au rythme moyen de 10% par an et la télévision ponctionne une part croissante de ces recettes. Or l'organisation du secteur fait apparaître 150 grandes agences de publicité. En France, Havas et Publicis, qui couvrent l'essentiel du marché, ont financé les premières chaînes privées: Canal Plus pour Havas; TV6 pour Publicis. Un duopole gère la pub!

Le processus de déréglementation, venu des Etats-Unis, bouscule actuellement le service public de l'audiovisuel tel qu'il fut pratiqué dans les années soixante. Toutes les offensives américaines poussent vers une privatisation sans limite. L'attitude américaine tisse, dans son "insistance à peindre les bénéfices issus de la déréglementation américaine, une sorte de toile d'araignée idéologique qui hiérarchise les représentations et les acteurs du monde de la communication au bénéfice de la concurrence, des entreprises multimédias et au détriment des services publics"⁵. Au coeur de ces activités, le rôle de diffuseur est maintenant très recherché. Il offre la possibilité de filtrer les programmes existants, les émissions nouvelles, et l'organisation de la grille de programmation susceptible de séduire les

annonceurs publicitaires. Le diffuseur a la fonction stratégique "puisque'il est le lieu de collecte des recettes (publicité ou abonnement) et goulet de sélection des programmes offerts"⁶.

Les magazines comportent plus de publicité que de textes, la loi française autorisant actuellement 2/3 de publicité pour un tiers de pages rédactionnelles. A la radio et à la télévision, la pub mutile les programmes. L'évolution copie les travers américains. Les chaînes publiques se tournent vers les reportages "sponsorisés". Les thèmes des programmes dépendent plus de leur aptitude à séduire les annonceurs que de l'intérêt intrinsèque du sujet. Le chantage à la pub est devenu le mode dominant de terrorisme à l'encontre du contenu idéologique des médiats. Le chantage n'est certainement utile que les premières fois. Les directeurs des médiats prennent ensuite les devants et la servilité s'instaure par une auto-censure préventive.

La créativité publicitaire avec ses méthodes de "marketing" contribue massivement à la promotion de l'idéologie américaine. Le monde de la publicité propose une manière de poser les problèmes puis de les résoudre. La méthode "vise à modifier des comportements, détruire des résistances, engendrer des séductions à partir d'une connaissance des obstacles et des failles du terrain récepteur et non plus seulement à partir des vertus intrinsèques du produit à vendre"⁷. Il en ressort un paysage social balkanisé, auquel se réfèrent les nouveaux professionnels de la communication, troisième pilier de ces chambres d'échos médiatiques. La méthode inspire aussi les agents d'influence à la recherche de techniques de persuasion.

La connaissance des groupes et professions passe par l'intermédiaire d'un corps spécialisé, les professionnels de la communication, dont l'objet est de rendre la réalité conforme à l'image que le groupe (ou la profession) souhaite donner de lui-même. La préoccupation centrale des groupes et des professions est de gérer l'image qu'ils souhaitent donner d'eux-mêmes. La coupure s'approfondit entre les personnes qui exercent une activité et le public en général qui en vient à accepter les échelles sociales présentées par ces professionnels de la communication. Sans possibilité de les réévaluer ou de les dévaluer! Le milieu médiatique en profite pour accréditer l'idée d'une objectivité de l'information dans le moment même où il adresse à l'inconscient du public un flot de présentations fabriquées. L'année 1990 fut une bonne cuvée de "bidon" médiatique. Des remarques gênées auront accompagné la communication, impossible à tenir secrète, des mises en scène roumaines. Le gag italien, diffusion volontaire de fausses nouvelles, ne fit point sourire. L'année 1990 aura donc été fertile en spectacles médiatiques bâtis sur du sable sans qu'il en résultât la moindre tentative pour modifier les pratiques de la falsification généralisée. Une nouvelle dimension de la société du spectacle, dont je ne fus qu'une animation parmi d'autres, serait-elle déjà réalisée? Les friponneries médiatiques révèlent l'existence de moyens puissants qui ont à voir avec le capitalisme fin de siècle entretenant des comparses dans tous les groupes de la galaxie logocratique. Sans connaître les maillons de la chaîne qui relie les vociférateurs médiatiques à leurs employeurs, j'ai cru comprendre qu'il existait des affinités entre personnes dotées d'un statut médiatique et groupes multimédiats; car, une fois acquis un statut médiatique personnel, par quelque moyen que

ce soit, ce statut prend une importance infiniment plus grande que la valeur de ce que l'on a été capable de faire réellement.

L'OCCUPATION DES CENTRALES MULTIMEDIATS

Les centrales multimédiats sont occupées par des intellectuels médiatiques, des journalistes, des professionnels de la communication sélectionnés ou broyés par l'état capitaliste: le petit nombre de propriétaires des groupes ; l'aptitude à user et abuser des méthodes publicitaires. Il en résulte une généralisation de l'esprit "sermonneur", en sorte que les centrales multimédiats sont occupées par une oligarchie à discours homogène d'essence dogmatique, dont la formation s'est cristallisée depuis la fin de la guerre avec la complicité de la nouvelle classe moyenne des cadres .

La montée des cadres, dont le capital repose sur le diplôme, fournit les gros bataillons des lecteurs de journaux spécialisés dans le commentaire et la fabrication d'un prêt-à-penser. Les nouvelles catégories de gestionnaires souhaitent dire quelque chose sur tout; les médiats inspirés par le modèle anglo-saxon y pourvoient. L'augmentation démographique qui suivit la deuxième guerre mondiale, jointe aux exigences du système de production d'une économie développée, ont dégagé la quantité nécessaire de compétences gestionnaires, techniques, scientifiques. Mais ces nouveaux savoirs ne sont pas suffisamment reliés aux moeurs, conduites et valeurs préexistantes. Ce milieu de cadres moyens ou supérieurs est

fortement conducteur pour les médiats anglo-saxons. L'enseignement de masse assouplit l'esprit critique à l'âge où il faudrait au contraire l'éveiller et laisse de multiples lacunes culturelles où s'engouffre la prédication américanophile. Le moralisme béat des médiats anglo-saxons put trouver un auditoire neuf parmi les masses de cadres au niveau culturel en baisse.

L'après-guerre a commencé dans le sillage d'une alliance objective des deux vainqueurs: USA-URSS. Les Etats-Unis avaient toujours envisagé leur participation au conflit sous l'angle d'une guerre idéologique "La promotion internationale de la philosophie démocratique américaine constituait l'unique but de leur engagement contre le fascisme⁶". Leur discours idéologique dominant fut toujours le caractère planétaire, international, universel de la culture de masse. Les thèmes du bien-être matériel et du bonheur incarné dans les produits consommables permettent l'universalisation de cette culture. Réciproquement, la culture de masse universalise ces besoins matériels. L'hégémonie US en matière de communication commença dès la fin de la guerre. *Europe 1*, en 1954-1955, adopta la formule "music and news". *L'Express* copia les hebdomadaires américains, et la télévision, à partir de 1970, débita les séries US. Le cinéma, faut-il le rappeler, passa sous la botte hollywoodienne par les accords Blum-Burns livrant nos écrans à la diffusion systématique de leur production. L'universalisme à la sauce américaine a été renforcé par celui de l'URSS. Pendant un court laps de temps, le milieu intellectuel français, séduit par la figure du résistant, séduit par les mises en scène staliniennes, jeta l'anathème sur tout ce qui n'était pas "de gauche". L'internationalisme prolétarien n'eut qu'à glisser vers le transnationalisme américain, les intellectuels français délaissant

le col Mao pour entrer au Rotary. En profondeur, le milieu médiatique a toujours été contrôlé par des commentateurs-prédicateurs, l'Amérique remportant actuellement la mise. Le capitalisme américain s'accommode à la perfection du label "gauche", hochet verbal des hommes de médiat en France. Le mot, bercant l'inconscient des citoyens, permet de réaliser l'inverse sans que les paroles n'aient à changer. Les idées des "logocrates" (l'oligarchie sermonneuse) n'ont plus aucune importance. Les groupes qui contrôlent le marché de la communication, sanctionnent de fait (par éviction) ceux qui n'obéiraient point aux ordres du capitalisme à visage américanomaniaque. La réévaluation des idées est perceptible depuis 10 ans. La galaxie médiatique se pâme devant les slogans creux, accessibles aux lettrés comme aux analphabètes, ces derniers surtout car leur nombre croît, mais qui ne gênent pas le business. Au regretté Guy Hocquenghem, fine plume, laissons la conclusion. " Mitterrand, c'est Louis XVIII. Et nos gauchos repentis, les Fouché et les Talleyrand sans élégance de cette restauration. Restauration de tout ce qui avait été contesté, nié, aboli... Comme dans la France de la Restauration du XIXème siècle, l'anglomanie, l'américanophilie, la reaganophilie sont le modèle pour la droite et la gauche[®]".

La France est immergée dans l'américanosphère: la stratégie de colonisation culturelle a porté ses fruits. L'industrie médiatique US a installé des filiales en Europe, proposé des participations financières. Sous prétexte de coopération, on débouche sur la domestication consentie au nom de ses propres intérêts. Alors que le capitalisme aurait pu prendre des formes plus spécifiques, comme au Japon, la domination américaine impose une conception judéo-puritaine de l'homme. Les médiats n'acceptent plus que les

sermonneurs. L'hystérie déclenchée contre l'Irak, à partir d'août 1990, révèle la profondeur de la domination. Notre devoir était la défense des droits des peuples arabo-musulmans, désireux de soustraire leurs ressources pétrolières à la voracité des multinationales du pétrole qui fixent les prix de cette ressource. Mais l'Amérique ne peut supporter la recherche d'indépendance culturelle et politique. Rien ne doit bouger, hormis l'économie qui, dans les pays du Golfe, ne peut lutter contre la pression des transnationales. Le résultat est connu d'avance: les pays se vident de leur substance. Ces peuples doivent accepter les maîtres que la France a adoptés. Les fanatiques du monde unique nous ont plongés, le jugeant utile, dans une nouvelle guerre.

EPIDEMIES VERBALES

La gestion d'une image est la préoccupation centrale des professionnels de la communication. La chambre d'échos médiatique interdit au public de réévaluer ou de dévaluer ces images fabriquées. Par le choix des mots et des arguments, il est possible de modeler la perception d'un groupe ou d'une idée. La propagation de ces images, d'adulte à adulte, est la peste noire de notre temps. Car nous observons la contagion d'attitudes, d'humeurs et de convictions, s'appuyant sur le terrorisme du jugement incantatoire, et de la langue de bois.

Pour promouvoir une image :Notin est raciste, Lyon III est une fac de fachos, etc..., les fanfarons de la société du spectacle tirent des citations volontairement tronquées de mon texte qui fut simultanément retiré de la circulation. La méthode est définitivement entrée dans les moeurs. Si des faits ou des

observations ne cadrent pas avec l'image que l'on cherche à imposer, ils sont ignorés. Application du principe d'autoréférence: les confettis médiatiques affirment leur propre vérité. A la trappe les travaux de l'Institut d'Etudes Indo-Européennes de Lyon III. Il vaut mieux traiter ses chercheurs de "racistes". A la trappe, ceux de mon collègue Frédéric Poulon. Aux oubliettes mes enseignements. La vérité n'est qu'une coquetterie secondaire: l'essentiel réside dans la relation à l'idéologie du F.R.A.X. La frontière entre le vrai, le faux, le crédible, le désirable, se gondole et dérive vers de nouveaux rivages où l'attend, pour s'y substituer, le principe de conformité. "D'où parlez-vous?" devient la question principale. Vidal-Naquet? Bien! Reçu 5 sur 5. Michel Noir? Pas mal! Même s'il "rame" un peu trop. L'UEJF? Peut mieux faire! Mais autorisation de décoller accordée. Etc... La technique utilisée rejoint ici les pratiques totalitaires¹⁰. Elle consiste à disqualifier, non à réfuter. La langue de bois sort de la gueule prognate de robots méningés crachotant leurs slogans. Le terrorisme intellectuel devient "les forces vives de la démocratie" expression privilégiée du CRIF qui fut aussi celle, très appréciée, des idéologues staliniens. Les libres penseurs ont toujours des "desseins inavouables", version contemporaine des desseins inavouables des contre-révolutionnaires, que Mme. Rébérioux connaît bien. Les succès de la société multiraciale s'affichent "immenses, prodigieux". Jusqu'à la ratonnade de G. Bush, sublime... Les spécialistes de la communication appellent ce langage de propagande "novlangue" en hommage au célèbre roman 1984 d'Orwell. Cette forme d'expression repose sur l'abondance d'épithètes pour caractériser les situations. Ces épithètes ont une fonction

mécanique qui engendre l'abêtissement. Vidés de sens, les mots ne transmettent plus d'information. Ils réalisent, à force d'être entendus, une incantation magique, et provoquent délibérément des attitudes, des préjugés, dont la réalisation paraît ensuite parfaitement naturelle et logique. "Et finalement le monde est simplement ainsi"¹¹.

La novlangue médiatique s'insère enfin dans la passion de juger: épithètes infamantes et intonations hystériques enveloppent le méchant homme, auteur d'un article dont les bons doivent s'éloigner à vive allure. L'attrait du jugement, grand plaisir des demi-intellectuels, réside dans le sentiment de s'élever en abaissant les autres. Le jugement systématique évite la réflexion en établissant un lien entre le fait de juger et le sentiment de monter vers les bons, d'être réévalué.

Les journalistes appelant à l'émotion, les universitaires pétitionnant pour affirmer leurs convictions démocratiques et humanitaires croient (ou font semblant de croire?) qu'en révélant publiquement leurs sentiments ils créent des liens émotionnels avec les autres; ou que ces liens d'un instant sont la société. Le sentiment est le moyen de propager une épidémie de novlangue au sein de l'univers médiatique. Les épithètes martelés s'emparent des cerveaux disponibles, accessibles, avides de se raccrocher au groupe des bons garçons. En contact avec la marée noire du sentimentalisme déferlant, l'homme disponible et béant est poussé au jugement rapide pour s'éloigner de cette pollution. Les médiats l'interpellent: s'il ne juge pas, il court le risque d'être damné. Les religions monothéistes ont toujours abusé de ces "trucs". On terrorisait autrefois les jeunes en leur disant: "le doute même est un péché". Aujourd'hui, on dit plutôt: "le doute est le signe même

que vous n'avez pas la vraie foi". Si vous doutez, vous n'êtes pas adepte de l'anti-F.R.A.X. En jugeant, vous ressentirez les bons sentiments et vous serez dans la bonne charrette. Ce que fait réellement une personne n'a donc plus d'importance. Les articles de presse sont d'une aveuglante clarté: ma personne, les collègues de Lyon III, tous ceux qui furent pris à partie ont été observés à travers le prisme déformant d'un "moi" réduit à des intentions (raciste, antisémite, etc...)

Le jugement systématique regroupe des personnes, des "moi", en deux ensembles opposés. Il concentre, dans les méchants que l'on juge, les marginaux, les outsiders, les étrangers, pour les rejeter. Le jugement crée l'exclusion, agite l'émotion en soulevant l'hostilité. Les bons sont temporairement regroupés en un "nous", dérisoire tentative de se croire membre d'une société. Je suis persuadé qu'il n'y a pas de solution, pour l'instant, à ce processus d'exclusion sans fin. D'autant plus que ce "nous" est labile: l'occasion seule décide de l'appartenance à l'un ou l'autre des blocs. Peut-être verra-t-on, un jour prochain, une meute de bons s'échauffer puis se jeter sur les méchants. Il suffira d'un bon spectacle, d'une provocation réussie. Il existe certainement des spécialistes qui y pensent et la préparent.

Paradoxalement, l'effet d'échos apparaît encore faible, en comparaison des moyens qui se rangent en batterie sous nos yeux. Mais le mouvement d'amplification est lancé: les slogans strieront bientôt les tympans de centaines de millions d'hommes. Les programmes sélectionnés par quelques transnationales déchireront les nuits hallucinées d'individus sans appartenance. La diffamation, déjà possible sans risques à l'égard de simples citoyens, touchera les plus hauts responsables. Le niveau de

prestige d'une personne, d'un groupe, d'une profession, sera fixé selon l'appréciation que porteront les propriétaires des transnationales multimédiats, et en fonction de leurs intérêts. Les créateurs de la culture, équivalents modernes de Mozart ou Aristote, resteront dans l'obscurité, incapables de se plier aux injonctions du spectacle. Tiendront le haut du pavé ceux qui accepteront de jouer les histrions et les prostituées. Les médiats sont aux mains de groupes financiers possédant des annonceurs qui les font vivre: la boucle est fermée. Ce mécanisme commun aux pays d'"occident" impose une idéologie uniforme: les droits de l'homme comme réalité et utilise une novlangue qui permet le jugement systématique. L'intimidation croît et annonce un terrorisme durable car l'intimidation joue, pour ses praticiens, le rôle de la menace du purgatoire pour les prêtres : c'est un pactole. Peut-être l'affaire irakienne est-elle la première preuve significative de l'uniformité économique-idéologique: l'ensemble des médiats a hurlé dans la même direction.

- ¹ Pierre BOURDIEU: Homo Academicus. Les Editions de minuit. 1984. p. 148
- ² Ce droit de réponse jamais publié est proposé, pour information, dans l'annexe 1.
- ³ Guy DEBORD: Commentaires sur la société du spectacle. Lebovici. 1988. P. 22.
- ⁴ Les citations sont empruntées à l'ouvrage de Norbert Elias: La civilisation des moeurs. Calmann-lévy. 1974. pp. 78 et suivantes.
- ⁵ Bernard GUILLOU : Nouvelle donne de la communication. Projet, n° 207, Septembre-octobre 1987. p. 12.
- ⁶ Bernard GUILLOU: Op. Cit. p. 14.
- ⁷ Yves de la HAYE : Dissonances. Critique de la communication. La pensée sauvage. 1984. P. 88.
- ⁸ Yves EUDES : La conquête des esprits. L'appareil d'exportation culturelle américain. Maspéro, Cahiers libres, 1982, p. 105.
- ⁹ Guy HOCQUENGHEM : Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary. Albin Michel. 1986.
- ¹⁰ On se réfère en particulier à Jean Jacques WALTER: les machines totalitaires. Denoël. 1982.
- ¹¹ Paul. WATZLAWICK: les prédictions qui se vérifient d'elles - mêmes. Dans: l'invention de la réalité. Le Seuil. 1988. pp. 109-130.

Comité ?
Page 10. vol 2

DROIT DE REPONSE AU FUSTIC

JAMES FUSTIC

DEGONFLONS LA BAUDRUCHE

Des collaborateurs de votre journal m'avaient sollicité pour un entretien téléphonique auquel j'ai accepté de me prêter. Or, depuis ce mercredi 16 mai, rien n'en a transpiré dans vos colonnes. Je m'en étonne d'autant plus que la plupart des articles que vous promouvez ne paraissent pas liés à une lecture de mon texte, effort pourtant "minimal", et charrient dès lors des torrents de bévues.

Le pourquoi de telles pratiques échappe à l'entendement universitaire qui évite, autant que faire se peut, l'intolérance.

Après avoir subi des pressions considérables pour me taire, moyen supposé efficace dans l'atteinte d'un objectif d'apaisement des délires médiatico-politiques, il apparaît que l'inverse s'est produit. La Baudruche enfle, enfle, enfle ... Il est donc temps de revenir aux sources et de savoir raison garder, pour ceux, du moins, qui s'essaient au difficile exercice de la pensée respectant la séparation entre préférences et préjugés.

~~DE JAMES FUSTIC~~
Tout d'abord, j'ai adapté aux médias une idée développée par Zinoviev. La lecture de ce logicien réputé m'a incité à appliquer la célèbre distinction entre négation active et négation passive à quelques obsessions médiatiques, en prenant comme exemples des thèmes sociaux contemporains. En effet, les traitements médiatiques des préférences culturelles, à propos de la société multiraciale, des débats historiques, sur certains aspects de la seconde guerre mondiale, s'éloignent, par un grand écart, des obligations du travail intellectuel : formuler clairement les problèmes, relier logiquement les arguments, ne pas écarter les données qui semblent infirmer les thèses, etc... Il me semble, sur ce premier point, que le hourvari attaché à mon nom est pour l'essentiel une vengeance sordide à l'encontre d'un universitaire qui s'est moqué. On le traîne alors dans la boue par tous les moyens dont disposent les supermarchés de la culture mais qui se résument en un terme : la dénonciation. D'autant que la pyromanie sacrée, de funeste mémoire, a éliminé le texte. Après avoir brûlé quelques pages, brûlons l'auteur ...

~~EN QUÊTE D'ÉLECTEURS~~

En second lieu, il s'est produit une interférence originale, mais lamentable, entre pouvoir politique et éducation. L'éducation présuppose une relation entre maîtres et élèves qui se traduit par l'instruction conduisant à la transmission des savoirs, mise

en oeuvre au travers d'un art tout en nuance : la pédagogie. Chaque étudiant reçoit à sa façon, selon son tempérament, ses goûts, ses orientations, le même enseignement qui n'a rien de commun avec un endoctrinement ou un asservissement à des dogmes. Le pouvoir politique a pour fonction d'organiser la société et d'en protéger les membres. S'il se donne une idéologie unique, s'il cherche à accaparer en parole une filandreuse morale, il renie son rôle de protecteur et persécute les rebelles, en leur créant toutes sortes d'ennuis, jusqu'à demander (exiger ?) leur radiation.

Dès lors, le simple fait qu'un enseignant a des opinions, passe pour un délit et celui-ci n'est plus préservé de la violence de certains groupes.

Au total, je fais les frais d'une ostentation moralisante destinée à séduire les habitants et qui, après amplification par les médias, impose de renoncer à la liberté critique. Mais la République est le régime de la parole, de la libre expression et de la libre discussion, et du débat contradictoire et critique. Cela ne se partage pas et il faut espérer que le bon sens endiguera le déferlement de l'arbitraire.

CHAPITRE III : EVICTION PROGRAMMEE

"M. de la Trumelle était un modéré. Les modérés s'opposent toujours modérément à la violence". A. France. L'île des pingouins. Calmann-lévy. 1908. P. 211.

Dans tous les domaines de la connaissance, chaque "célébrité" souhaite la mort des concurrents. Les rivalités de personnes jouent un rôle important dans l'évolution des disciplines intellectuelles. Elles contribuent à durcir les positions doctrinales, à accuser les antagonismes. La section d'histoire subit la loi générale, dans un contexte nouveau: la société du spectacle fait disparaître la connaissance historique en général, et presque toutes les informations et tous les commentaires raisonnables sur le plus récent passé. Mon texte sur les médiats a peut-être trop souligné les méthodes de cette mise hors la loi de l'histoire. Je devais donc disparaître: il fallait punir quelqu'un qui contribuait à vendre la mèche. Les étapes de mon éviction programmée ressortent clairement avec le recul. Chacune mit en oeuvre une technique d'influence spécifique sur l'université Lyon III. Une quinte de fausses cartes fit banco et me leurra. Voyons la donne.

L'UNIVERSITE LYON III MORD A L'HAMECON

Entre fin janvier 90, date de lancement de la campagne contre ma personne par le quotidien *Le Monde*, et le 6 février, jour de réunion du bureau de l'université, le téléphone sonna chez le président. Qui et combien de fois? Je l'ignore. L'objectif, très

simple, était de pousser le bureau de l'université à accepter un engagement quelconque, à prendre position publiquement sur le texte et (ou) sur ma personne. Nous savons, par de multiples expériences de psychologie sociale, que si l'institution à influencer est "préparée" par l'obtention d'un engagement, aussi modeste soit-il, il deviendra possible de demander plus ultérieurement. La méthode, pratiquée dans l'activité commerciale, fit aussi les délices des Chinois à l'encontre des prisonniers américains pendant la guerre de Corée. Rappelons le procédé.

La collaboration des Américains s'obtenait petit à petit par des déclarations légèrement anti-américaines, rédigées par les soldats eux-mêmes. Les Chinois utilisaient ensuite ces déclarations. La majorité des prisonniers américains collabora par des actes qui leur semblaient sur le moment sans conséquences, mais que les chinois savaient retourner à leur avantage.

Le bureau de L'université, le 6 Février, tomba dans le piège. Il accepta de publier un communiqué dans lequel il évoquait "l'émotion" du bureau et ajoutait, formule rituelle, qu'il condamnait "les thèses révisionnistes et le racisme". Par cet engagement, il entra dans le jeu médiatique. Ce jeu, totalement naïf, distingue deux camps: les bons et les méchants. On appartient au bon camp politico-idéologique selon que l'on ressemble ou non aux gens qui en font partie. Dans l'univers médiatique, mots et images symbolisent une position politico-idéologique. Par l'accumulation de détails (de vocabulaire ou de caractéristiques physiques), les gens sont incités à qualifier le genre de personne qui épouse une idéologie. De même qu'un corsage échancré est susceptible de connoter l'érotisme émanant d'une jeune femme, des mots et des images incitent à caractériser une position politico-

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
LYON III

COMMUNIQUE DE PRESSE

A la suite de la parution dans la Revue "Economies et Sociétés" d'un article élaboré dans le cadre d'un séminaire organisé à Bordeaux en 1986-87, le Président, les Vice-Présidents, les Doyens et Directeurs de l'Université Jean Moulin, réunis en Bureau le 6 février 1990.

- Tout en étant fondamentalement attachés au principe républicain de la liberté d'opinion et d'expression,

- Manifestent leur émotion et leur plus grande consternation,

- Expriment leur condamnation des thèses révisionnistes et du racisme.

Lyon, le 6 février 1990

idéologique. C'est un jeu "moralisateur" qui endort la réflexion. Exprimant sa condamnation des thèses révisionnistes et racistes, l'université révélait le camp auquel elle appartenait. Les mots choisis symbolisaient ses convictions. Le communiqué du bureau proclamé, chacun put se lancer à la recherche des personnes qui appartenaient à la nébuleuse morale des bons et, simultanément, à la chasse aux méchants qui devaient être exclus. Les rapports fantasmagoriques entre personnes concrètes débutaient. Le glissement fut très rapide. D'une condamnation générale, on embraya sur la recherche des personnes à condamner (moi-même tout d'abord, puis le processus se généralisa). D'une condamnation générale du racisme et des thèses révisionnistes, il en fut déduit, illégitimement, que mon texte était "raciste, antisémite, etc...". Fantasme total mais utile à promouvoir; d'une proposition générale on passe à mon texte, puis on dérape vers la personne de l'auteur.

Mais qui décide de la réalité du racisme, du révisionnisme, etc...? Comment affirmer, sans ridicule, que si un exemple est à discuter, l'ensemble du texte est horrible? (On ne peut sauter, en bonne logique, d'un élément à une affirmation générale.) Comment passer d'une opinion, dont la liberté est garantie par la constitution française, à l'agression contre la personne de l'auteur, définition de l'intolérance? Le bureau ne raisonna pas. Il suivit le chemin du piège chinois: collaborer, s'engager, jusqu'au moment où cela se retourne contre les collaborateurs. Après avoir accepté cette déclaration, je suppose qu'on leur joua la comédie du sophisme suivant:

- vous condamnez le racisme et le révisionnisme;
- or quelqu'un affirme que le texte de Notin l'est;
- donc vous accepterez de condamner Notin.

Pour vous aider dans cette tâche peu ragoutante, nous envoyons les gardes rouges. Ils incarnent le bon et le bien. Garde à vous! Gare à vous!

EFFET D'AMORCAGE : SEQUESTRATION JUIVE

La séquestration d'un enseignant est un bon appât, une décision d'amorçage efficace: l'université est forcée de réagir. Le jeudi 1^{er} mars 1990, à 18 heures, je dispensais un cours, quai Claude Bernard, à des étudiants salariés de la Faculté de Droit. Quelques instants après le début du cours, une horde de dévots rangés sous la bannière sioniste de l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), encadrés par des adultes du CRIF (Conseil représentatif des Institutions Juives), envahissait la salle et bloquait les portes. Peu passionné par les méthodes fascistes, j'enfilais mon imperméable et me disposais à sortir. Que nenni! Il faut rester me dit-on! Interdiction de sortir.

Les envahisseurs, en débarquant, se scindent en deux groupes, comme à l'exercice: un groupe au fond de la salle, un autre devant. Cette disposition est habituelle lors d'interrogatoires policiers. Elle vise à mettre l'accusé, s'il accepte de participer à cette bouffonnerie, dans une position d'infériorité, pris entre deux feux. La porte inaccessible, j'observais le spectacle. Ils avaient rameuté les médiats, comme toujours, et convié deux professionnelles du spectacle lacrymogène, dont l'une est membre de la bande à Klarsfeld. Le spectacle se déroula en trois temps.

Premier temps: Nous, divers juifs, demandons des excuses à vous, Notin, qui êtes aveugle. Nous vous offrons généreusement le salut, si vous nous présentez des excuses. Motif:

Ils n'étaient pas content de mon texte qui cite l'ouvrage remarquable de Serge Thion¹ et explique le fonctionnement d'un certain nombre de spectacles co-produits par des citoyens juifs(dont il serait difficile de ne pas savoir qu'ils le sont car ils s'empressent de le faire savoir à tout propos). Ces messieurs avaient décidé que le texte ne leur convenait pas et, peu scrupuleux à l'égard des lois de la République et des traditions universitaires(que l'on peut mépriser aujourd'hui avec de l'argent et des amis), ils s'en prirent à la personne de l'auteur. Au premier temps du spectacle, ils venaient donc demander des excuses.

Second temps: les insultes fusent. Le chef étudiant, s'efforçant d'adopter les intonations graves d'un imprécateur, tente de "conscientiser" les étudiants. Il affirme doctement, en jeune prodige apte à juger de tout, que j'étais raciste, antisémite, etc... (la novlangue habituelle) et prend le public à témoin pour l'élever vers un niveau supérieur de conscience, la sienne. Le succès ne vient pas. Le public proteste. Mais oui!... Le public osa. Je félicite d'ailleurs celles et ceux qui apprécèrent à sa juste valeur ces pratiques de garde rouge. Un souvenir amusant m'est resté. Une étudiante, originaire d'un département d'outre-mer, arborait une couleur de peau éloignée du blanc. Le chef du commando s'adressa "naturellement" à elle pour la prendre à témoin de mon racisme (ce qui me parût plutôt exprimer le sien: commisération déplaisante à l'encontre d'une couleur). Il se trouve que j'enseignai, il y a quelques années, à l'île de la Réunion où vivent de nombreuses personnes aux couleurs d'arc-en-ciel. La présence de cette dame évoquait des souvenirs et j'avais eu le goût de sa discussion aimable à certains interours. L'imprécateur en fut pour ses insultes. Elle se déclara

très satisfaite de mes prestations et nullement concernée par la haine que le jeune "israélo-français" souhaitait soulever. Je doute qu'elle garde un bon souvenir de ceux qui parlent du paradis comme des diables.

Troisième temps de la valse: l'entrée en scène des témoignages édifiants, à usage des enfants des écoles. Hors sujet! L'université évite la propagande! Mais cela importait peu. Les journalistes étaient là, dégoûlant de servilité, photographiant la dame qui savait se placer, connaissant le métier. Elle vécut dans un camp, et demandait qu'on admirât son tatouage. Je ne me souviens plus si elle nous a parlé de la chambre à gaz. Mais je suis sûr qu'elle peaufine sa prestation au fil des ans, depuis 45 ans. La larme, surtout, tombait au moment opportun, lorsque les journalistes étaient bien rangés devant elle. Elle vit de cela, assez bien selon toute apparence extérieure, mais mes ancêtres, gazés dans les tranchées de 14, ne m'ont pas inculqué la haine. L'absence de haine à l'encontre des adversaires a permis l'éclosion d'une brillante civilisation en Europe, et le passage de l'adversaire à vaincre au méchant à détruire provient de ces guerres de religion, de ces monothéismes fanatiques dont cette dame incarne la version contemporaine. Nous ne sommes pas de la même civilisation: je n'exploite pas mes défunts au profit du terrorisme des vivants. Je ne lui devais rien, elle me réclamait tout. Sa présence répondait à deux préoccupations: influencer les médias pour gonfler la baudruche, gommer le contenu terroriste de l'opération. Les actes vils passent plus facilement dans le public s'ils sont camouflés sous l'apparence d'un humanitarisme de bon aloi.

La technique mise en oeuvre par les organisateurs de ce spectacle s'inspire directement de la "conscientisation". La

méthode a été mise au point en Amérique latine, au début des années soixante, pour l'éducation "politique" des masses. Elle cherche à amener "un groupe opprimé à comprendre sa condition et à s'engager politiquement pour la transformation révolutionnaire de sa condition"². La méthode s'utilise désormais pour promouvoir divers aspects de la société du spectacle. Elle s'impose par la dénonciation systématique, permanente, maladroite; les dénonciateurs croient que la population s'empressera de rallier le but si estimable dont ils témoignent par leurs hurlements. Par cette méthode, l'UEJF cherche à infiltrer son idéologie partout où il y a une possibilité, fût-elle minime, d'infiltration; pour modeler ensuite l'environnement et s'en assurer le contrôle. En jouant sur la conscientisation, ces jeunes manipulés cherchaient à me faire croire que je ne comprenais pas ce qui était bon pour moi.

La conscientisation est une grossière erreur philosophique qui se rattache au vestige d'une ancienne notion scolastique: la chaîne des étants. "L'esprit de Dieu à un pôle, celui de l'animal à un autre, et entre les deux, nous les humains, soigneusement stratifiés en fonction de l'un ou l'autre pôle"³. Celui dont le niveau de conscience est inférieur, moi-même je suppose, est élevé au niveau de l'humanité par quelqu'un d'autre qui, par définition, est plus humain. Ces jeunes gens adhèreraient-ils à la thèse éminemment discriminatoire et dès lors condamnable d'une conscience supérieure recouvrant tous les domaines de la pensée et des faits? En sauraient-ils davantage, sur tous sujets, par hiérarchie ontologique? Cela ne peut être démontré. Les gens ont des connaissances diverses, s'intègrent dans des univers de conscience différents et, par principe, égaux dans leur saisie de la réalité. Cela fonde la conception moderne du contrat social

libéral:accepter l'immense variété des moyens par lesquels les hommes établissent un rapport avec la réalité,ordonnent leurs expériences et vivent des existences ayant un sens.Personne n'est plus "conscient "qu'un autre.Si ce n'était la conscientisation,il resterait en lice une autre interprétation: la logique du missionnaire.Elle unit l'arrogance à la bienveillance.La proposition"je connais la vérité",soutient cette autre proposition"je veux vous sauver".Sauve qui peut...

Le lendemain de la séquestration,je me présentai à l'université,au bureau du Président Vialle.Il me semblait évident qu'il allait porter plainte.Belle naïveté! Il me déclara que ce n'était pas possible.Ce fut la première brèche dans la confiance que j'accordais à l'institution Lyon III.Il se contenta de signer une lettre précisant qu'il ne se plaindrait pas(cf: lettre ci-jointe).Les étudiants séquestrés en même temps que moi manifestèrent leur désapprobation auprès de la faculté de droit.Celle-ci leur promit un autre enseignant.Un conseil de ladite faculté décida,à une voix de majorité,de suspendre les cours complémentaires que j'y assurais.La décision répondit à la logique des groupes .Deux excités, épaulés par un comparse légèrement moins vindicatif,s'étant concertés au préalable,demandèrent la parole sur ce sujet qui n'était pas à l'ordre du jour du conseil.Le comparse se plaignit de ne point avoir compris mon texte mais se fiait à son instinct et aux commentaires journalistiques pour se déclarer solidaire des falsifications médiatiques.La décision de suspendre mes enseignements fut soumise au vote.Les universitaires dignes refusèrent,les indécis suivirent les excités.Ils avaient peur qu'on leur appliquât l'étiquette de complice,autre technique médiatique empruntée aux staliniens.En

le 2 mars 1990

En présence de M. le Doyen Jean Hauduy
et de M. le Vice Président Gilles Guyot, je n'ai pas eu
devoir répondre positivement à la demande formulée
par M. Bernard Nétin, Maître de conférences à
l'Université Lyon III de déposer plainte, au nom de
l'Université, pour réquisition, à la suite des
incidents qui se sont déroulés lors du cours de
l'instrum le 2 mars 1990 à 17h45.

PIERRE VIALLE

Vialle.

bonne logique, l'étiquette n'a aucun sens. Mais dans les âges sombres, on prend difficilement le parti de l'honneur. Les trois compères emportèrent la décision.

Que fit l'université pour faire respecter la loi républicaine? Le président Vialle délégua un de ses proches, Gilles Guyot, Professeur de gestion à l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) pour discuter avec les quelques adultes juifs organisateurs de l'opération UEJF. Il m'informa que les cours statutaires se dérouleraient normalement à condition que personne ne déposât plainte. Ce n'était qu'un demi mensonge, une manipulation par dissimulation. Gilles Guyot évoqua des avantages fictifs dont le caractère illusoire fut révélé ultérieurement. J'en fus la dupe, apprenant par sa voix, un peu plus tard, que l'accord ne tenait plus à la rentrée d'octobre 1990. En ce début du mois de mars, confiant dans la qualité des institutions universitaires, j'acquiesçai à la requête du président: continuer tranquillement mes enseignements, sans réagir dans les médias, laissant à l'autorité légale la charge normale de protéger les enseignants de l'université.

L'amorçage permit de submerger, à la hussarde, la Faculté de droit. L'Institut d'Administration des Entreprises resta longtemps plus serein. Une même configuration, deux à trois excités, ne fut pas prise en compte, l'institution conservant sa dignité. Elle se rallia au communiqué du 6 février puis, le directeur me demanda d'abandonner mon poste d'élu au conseil scientifique de l'université. Il justifiait sa demande par une explication inapte à expliquer quoi que ce fût, mais imposée par les pressions extérieures. Un point de détail, le passage de mon texte qui déplaisait révélait brutalement mon incompetence généralisée et

Lyon le 5 mars 1990

Les Enseignants et le personnel administratif de l'IAE

aux

enseignants et membres du personnel administratif de
l'Université Jean Moulin

Chers collègues,

L'édition du samedi 3 mars du journal LE MONDE Rhône-Alpes contient dans sa page 19, sous la plume de Rafaele Rivais, un exposé qui nous a particulièrement choqués. Le surtitre "Les dérives révisionnistes d'une université" résume la teneur d'un article dont l'idée directrice consiste à dire que si l'Université Lyon III a choisi le nom de Jean Moulin, c'est pour mieux "*induire une confusion sur son identité*". C'est utiliser un des procédés qui ont rendu haïssables ceux-là même que l'on prétend condamner.

Au lendemain de la parution de l'article initial dans Le MONDE, nous avons le choix entre deux attitudes : faire beaucoup de bruit ou bien confier aux instances de l'Université (en l'occurrence le Bureau) le soin d'exprimer, à la première réunion, notre réprobation ; c'est cette option qui a été choisie d'où le communiqué du premier mardi de février.

Les enseignants et le personnel administratif de l'IAE font leur la déclaration du Bureau de l'Université, prise à l'initiative du Président de l'Université et confirmée par un vote unanime du Conseil d'Administration. Ils affirment leur condamnation sans réserve des thèses présentées par un enseignant aujourd'hui en poste à Lyon. Inversement ils ne sauraient admettre le principe de délit pour opinion d'autrui, par un amalgame à la fois collectif et rétroactif.

De même ne sont pas plus coupables, les enseignants d'autres universités ayant eu des problèmes de même nature et avec lesquelles les mêmes organes de presse ont fait preuve de plus de circonspection.

Ils savent qu'il n'est pas possible à des instances universitaires de sanctionner un enseignant pour ses opinions. Ils songent à ce qui se passerait si on se mettait, par exemple, à poursuivre tous ceux qui ont nié l'existence du goulag !

Ils affirment leur fierté de porter le nom de Jean Moulin et leur volonté de lutter à la fois contre des idées haïssables et contre les tentatives d'étendre à des milliers d'enseignants et d'étudiants la responsabilité des idées de quelques uns.

intertemporelle. Le directeur de l'IAE, entra dans la logique médiatique déclarant à la presse: "personne n'est complice". De quoi l'IAE aurait pu être complice? Ce vocabulaire s'inspire directement de la propagande stalinienne la plus éculée. Dans tout pays totalitaire, l'accusation de contre-révolutionnaire accompagne celle de complicité. Le pouvoir stalinien désignait ses adversaires par le qualificatif de contre-révolutionnaires, et tous les déviants devenaient complices. Le directeur de l'IAE, ne comprenant pas ce qu'il faisait, insista sur le fait qu'il lui fallait ajouter sa contribution, même modeste, à la danse du scalp. Faire comme les autres! Ne pas être en reste.! Hurler avec la meute! Son attitude ne se justifiait ni par mon travail à l'université, ni par des incompatibilités caractérielles avec les collègues. La banalité de la demande renvoie à la banalité de l'homme: participer à l'entreprise de dénigrement, sans risques mais non sans menus avantages .

LE PIED DANS LA PORTE

Le pied dans la porte désigne l'"extorsion" d'un comportement à une personne à laquelle est adressée ensuite une autre requête. La requête supplémentaire invite la personne à émettre une nouvelle conduite qu'elle n'eût eu que peu de chances de réaliser spontanément ⁴. L'université avait accepté la publication d'un communiqué le 6 février. Elle avait couvert la séquestration du commando UEJF. Avec Carpentras, la demande de convocation d'une commission de discipline, considérée depuis toujours comme impensable, fut formulée par divers acteurs du spectacle. La mairie de Lyon revint à la charge: l'impudence du petit personnel politique est sans limite. L'un d'eux, relayé par

les médiats, forgea l'équivalence: Carpentras=Lyon III=Notin. Pauvre garçon...

L'engagement par un communiqué, l'amorçage d'une séquestration non sanctionnée, tout préparait le terrain à une décision plus coûteuse: la commission de discipline. Convocation en totale contradiction avec le contenu de la loi sur l'enseignement supérieur, telle qu'elle fut précisée à nouveau en 1984. Mais quand l'arbitraire s'en mêle, on ne vient jamais à bout d'avoir son bon droit. Les inquisiteurs qui la réclamaient ont accru l'efficacité de leur requête en la plaçant dans la perspective de l'autre spectacle, venu de Carpentras. La convocation devenait nécessaire sous peine d'entrer dans le monde glauque des profanateurs de sépultures. Avant d'y procéder, le mardi 14 mai, Gilles Guyot m'emmena chez le président de l'université, en compagnie de Jacques Bonnet (président de la commission de discipline), le samedi 11 mai dans l'après-midi. Etonnante partie carrée. J'assistai à trois heures de lamentations destinées à m'inciter au dépôt d'une demande de mutation et à la sollicitation, par moi-même donc, d'une convocation de l'instance disciplinaire. La finesse aurait résidé dans l'"appellation contrôlée" de jury d'honneur. Situation nouvelle et pitoyable: l'un me disait qu'il était dépassé, qu'il ne savait que faire: je devais les "sauver". L'autre rajoutait que l'institution, m'ayant bien accueilli, il me fallait me sacrifier pour éviter son démantèlement et, sous-entendu, protéger leur position sociale à tout prix. Le troisième laissait entendre que la commission ne préjugait de rien puisqu'elle serait reconnue incompétente. A l'aller comme au retour la conversation fut morne. La confiance s'effiloçait...

Le lendemain (dimanche 12 mai), consulté par téléphone, l'ancien président de Lyon III, Jacques Goudet, me suggéra d'accepter le dépôt d'une demande de mutation que je remettais lundi 14 mai. Le jury d'honneur n'eut pas ses suffrages: il me conseilla de refuser, ce que je fis. Mais il contacta ensuite divers membres du conseil de l'université, sans que je n'en susse rien, les exhortant à voter les propositions du président Vialle au moment de la séance du conseil. Et le mardi 15, le président convoqua la commission de discipline.

PREDICTIONS AUTOREALISATRICES .

Une prédiction "autoréalisatrice" est une prévision qui, par le simple fait d'avoir été énoncée, entraîne la réalisation de l'événement prévu et confirme ainsi sa propre exactitude. Les annonces médiatiques concernant un événement futur ont un effet sur le présent qui entraîne la réalisation de l'événement prédit. Le futur, quoique imaginaire, détermine le présent: il crée une réalité qui ne serait pas apparue autrement et engendre sa propre "vérité". Ces inversions de cause et d'effet jouent un rôle important dans les relations interpersonnelles. Songeons à la méthode du marieur dans les sociétés patriarcales. Celui-ci parlait aux jeunes gens en particulier à tour de rôle, en leur faisant croire que l'autre les regardait secrètement. Cette prédiction, déguisée en fait réel, s'accomplissait finalement: les jeunes gens s'intéressaient l'un à l'autre. La condition d'efficacité est remplie si chacun croit intensément à la prédiction.

La société du spectacle substitue abondamment les rumeurs aux preuves. Cela engendre l'incertitude et accroît la capacité

NOTIN Bernard
Maître de conférences
Université Lyon III

à

M. Le Professeur Pierre VIALLE
Président de l'Université
Lyon III

Monsieur Le Président,

A votre demande, j'accepte aujourd'hui d'adresser au Ministère de l'Education Nationale une sollicitation pour envisager un détachement à titre provisoire dans une affectation me permettant de conserver mon domicile actuel. Je le fais par reconnaissance pour cette université, tout en désapprouvant en profondeur la faiblesse dont ce conseil est, à mon sens, l'expression. Je suis convaincu en effet que mon départ n'infléchira en rien "l'épuration" que les forces de pression dominantes ont commencé dans l'université Lyon III, comme d'ailleurs elles envisagent sans doute de la continuer dans tous les organismes ou mouvements qui ne sont pas de gauche ou de centre droit.

Pour notre université, il n'est pas douteux qu'après le départ de Bernard Notin, la campagne continuera et que nos collègues: Allard, Gollnisch, Haudry, Lugan, Marlaud, Vial, Lambert, deux fois cité au moins; Gilles Guyot et vous même, en feront les frais. Le temps viendra d'ailleurs où même des personnes actuellement plus en retrait, comme tel doyen ou directeur d'UFR, en pâtiront. Déjà la campagne déborde Lyon III: ce week-end, Aix-Marseille III était mis en cause par une chaîne de télévision.

Notre université est en butte à une campagne d'intolérance et, en cédant devant elle, vous l'alimentez. Vous vous engagez dans un engrenage qui est celui du totalitarisme, et vous en serez la victime.

Tenant à prendre acte, dès aujourd'hui, de l'inévitable processus d'oppression auquel vous acceptez de vous plier, non sans avoir résisté d'une manière que j'ai hautement appréciée, je vous adresse cette lettre que je remets également à votre collaborateur Gilles Guyot, ainsi qu'à une troisième personne que je ne désigne pas. Quand, de capitulation en capitulation, les autres éliminations commenceront, je ne manquerai pas de rendre publique cette lettre datée que je remets dès à présent aux deux autres personnes.

Veuillez agréer, Monsieur Le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Fait à Lyon, le 14 Mai 1990.

Bernard NOTIN.

d'influence. En général, lorsque nous ne sommes pas sûrs de nous, lorsqu'une situation est ambiguë ou confuse, bref, en incertitude, nous adoptons plus facilement un comportement moutonnier: on s'en remet aux actes des tiers pour connaître la conduite à tenir. Ces tiers, placés dans la même situation d'incertitude, agissent de même. La tendance de chacun à regarder ce que font les autres produit un phénomène d'ignorance collective à partir duquel la manipulation n'est plus qu'un jeu d'enfant. Il suffit de mettre en oeuvre la méthode créée en 1820 à l'Opéra de Paris par Sauton et Porcher: la claque⁵. Par ce procédé, les indices auxquels se réfèrent des personnes en situation d'incertitude sont délibérément falsifiés. Ces données incorrectes orientent le mécanisme de la preuve sociale (je fais ce que font les autres) dans un sens qui, sinon, eut été différent. Les inventeurs de la claque, hommes d'affaires distingués, vendaient un produit particulier: l'applaudissement. Préparé à l'avance par une organisation composée de différents chefs de claque coordonnant chacun de multiples claqueurs individuels, le succès d'un opéra devenait assuré. Ce phénomène a atteint aujourd'hui une parfaite plénitude. L'incertitude, augmentée et généralisée par la société du spectacle, incite nombre de personnes à brancher un pilote automatique: la preuve sociale. Ils se reposent sur les actes et opinions de leurs semblables pour décider d'une conduite ou choisir un point de vue. Les entrepreneurs en claque ont pour mission de falsifier allègrement les "preuves sociales" que nous cherchons.

Les prévisions autoréalisatrices, dans ce contexte, jouent à partir d'énoncés falsifiés par les claqueurs professionnels. Ces énoncés déclenchent une attente à laquelle personne n'eût

songé, construisent une réalité nouvelle, poussent des masses de gens à croire ces prévisions falsifiées. Ainsi influence-t-on le présent.

A deux reprises, entre mars et juillet 1990, J'ai observé le phénomène de claqué appliqué aux prédictions. Première prédiction falsifiée, le "bobard" d'une plainte au pénal, diligentée à mon encontre par les soins du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples). Cette fable, reprise par des claquéurs professionnels, était destinée à semer le trouble dans le public et le monde universitaire. Un procès pénal! Morbleu! Quelle horreur! Cela crée une ambiance, chauffe le public, suggère qu'une sanction universitaire à mon encontre serait normale! Petite manipulation habituelle, somme toute, mais qui allume les premiers signaux, totalement falsifiés, d'une preuve sociale d'infamie. *Le Monde* du 19 février l'évoqua au conditionnel, car le directeur de la revue *Economies et Sociétés*, G. de Bernis, morigéné par la présidence de la République, fit de son mieux pour obtenir un procès sans qu'il en fût victime. Les directeurs de revue, m'a-t-on expliqué, sont responsables de la publication. Un procès pénal aurait attiré ce grand homme dans le tourbillon, ce qu'il ne voulait pas. Que faire? Trouver un truc sans risque, qui fasse illusion dans les médias. La formule existe, à condition de mobiliser un organe dévoué pour la mettre en oeuvre. La ligue des droits de l'homme, la LICRA, n'y tenaient pas. Un responsable de cette dernière déclara d'ailleurs à radio-France, qu'après lecture du texte, il ne trouvait pas matière à procès. Le MRAP se chargea de la besogne: un procès civil qui suce les finances de l'accusé peut, avec la complicité des hommes du spectacle médiatique, accréditer la thèse d'une condamnation infamante.

L'attitude du MRAP conduira maître Gilbert Collard à en démissionner en juin 80 après qu'il l'aura qualifié de "mouvement d'intolérants et d'imbéciles". Il les pratiqua 10 ans. Il sait ce qu'il en est. Cette première annonce lancée, les autres journaux la reprirent sans vérifier. *Le Figaro* cita la "nouvelle" le 7 mars, alors que je n'avais rien reçu en provenance de cette officine. Ce quotidien y revint le 12 mars, martelant la preuve d'infamie. Et je ne voyais toujours rien venir. Enfin, le 13 mars, je reçus l'assignation: procès pour diffamation vis à vis de la communauté juive. La réflexion du sociologue Guy Debord trouve ici sa pleine justification : dans la société du spectacle, une loi générale est que tout ce que l'on peut faire doit être fait. En avant pour un procès. Un autre quotidien s'accrocha à la remorque. *Lyon_Matin*, le 7 mars, pérorait doctement sur les poursuites pénales engagées par le MRAP. Toutes ces locomotives seront finalement battues par celui qui, sur Lyon, peut parler le plus follement en étant pris au sérieux. Michel Noir, écrivant le 6 avril au ministre L. Jospin, pêcha, avec un léger retard, le poisson du mois. Sa lettre, publiée le 8 mai dans le quotidien *Le Progrès de Lyon*, évoque "les poursuites judiciaires qui seront vraisemblablement diligentées". Or, en matière de presse, les délais pour déposer plainte sont fixés à trois mois. La revue *Economies et Sociétés* fut distribuée à partir de fin décembre 89, début janvier 90. Le 6 avril et au-delà, aucune plainte n'était recevable. Le maire savait fort bien cela. Les citoyens qui s'inquiètent de la terreur intellectuelle présente trouveront, dans ce petit fait, la spécificité du terrorisme des maîtres du spectacle: la gestion libre et sans entrave du faux, avec une si parfaite absence de conséquence pour leurs auteurs.

Le procédure engagée par le MRAP battit un record en matière de délais. Mon avocate en cette affaire, Maître Ducroux, en resta ébahie. On n'avait jamais vu un laps de temps aussi bref entre le moment où je reçus l'assignation (13 mars) et le jugement (11 juillet). Ceux qui se plaignent des lenteurs de la justice ne sont pas sérieux. Elle est aussi rapide qu'expéditive. On ne parle jamais autant d'Etat de droit que depuis le moment où la République française n'en est plus un. La chancellerie (ministère de la justice) exerça pressions sur pressions pour fixer la date du procès avant que la commission de discipline de Lyon III n'eût à délibérer (le 17 juillet). La présidente du tribunal de grande instance de Paris est peu éloignée du pouvoir. Elle distribue les dossiers aux différentes chambres chargées de juger. Comme en 81, elle fit le bon choix. Le tribunal, composé des juges Favard, Levon Guerin, Marcus, fleure bon la rose. Il m'a descendu en MRAPel, la négation des chambres à gaz. Citer l'ouvrage de Serge Thion, qu'il n'a certainement pas lu, n'était pas une raison suffisante pour douter. Le tribunal m'assimila donc à un maladroit qui aurait fait tomber un pot de chambre sur un quidam demandant et obtenant des dommages pour les mots de tête consécutifs à ce manque de pot. L'inusable article 1382, article fourre-tout de la responsabilité civile, fut mis à contribution pour m'éponger 20000 francs. C'est beaucoup pour un salaire d'enseignant faisant vivre 7 personnes. J'ai accepté d'interjeter appel, malgré ce tableau rosâtre d'une justice sous influence. J'ai rêvé qu'il se trouverait peut-être des juges, hommes de la vieille école, formés avant la généralisation du spectacle, souhaitant que les universitaires pussent travailler en toute indépendance. Mais il est déjà trop tard. Le terrorisme ordinaire a donc frappé une fois

de plus au portefeuille. Le 15 mai, la cour d'appel, composée des juges Vengeon, Guérin, Hannoun, reprenait les termes de la novlangue du Mrap dont l'avocat Meyer, certainement rassuré par avance sur l'efficacité du réseau de sanction-délation, n'avait pas pris la peine de venir à l'audience. Contacté par téléphone à l'initiative des magistrats, il avait fait répondre qu'il avait oublié l'audience. Et comme dans les pays du communisme réel, la société des droits de l'homme comme réalité a confirmé l'oppression des groupes parfaitement idéologisés.

Ces procès, semblables à ceux de l'inquisition, reposent sur trois galéjades:

-Le paradoxe du comédien. Des lobbies affirment, sans rire, une proposition sans preuve. Leurs membres se tordent de douleur chaque fois qu'ils lisent ou entendent une opinion qui n'apparaît pas dans leur catalogue officiel.

-La recherche de problèmes adaptés aux solutions juridiques souhaitées. La solution recherchée est la ruine des citoyens. Elle doit les inciter à rejeter la libre pensée: ils n'en auront plus les moyens... Le problème qui lui correspond est l'affirmation, docte, de la réalité de l'émotion follement proclamée par les professionnels de la société du spectacle.

Les chambres spécialisées dans ces procédures, dont le personnel juridique, peu nombreux, est renouvelé en fonction des promotions et mutations, offrent des caractéristiques semblables à celles des structures médiatiques: un petit nombre de magistrats sont concernés. Le résultat des procès idéologiques est ainsi assuré: une taxation de l'accusé au profit de groupes sans devoirs (mais non sans droits, tels le MRAP) affirmant souffrir tous les jours intensément, et proposant une fiscalité de la pensée dont l'achèvement

avec le degré de souffrance suffixe à la fonction sociale de l'accusé au moment du procès (selon que vous serez fumant ou non).
Page -87-

Le verdict de la commission de discipline de Lyon III fut aussi annoncé à l'avance, par ceux-là même qui avaient commandité la claque destinée à l'imposer. J. Bonnet, président de la commission de discipline, n'eut que son téléphone à décrocher pour prendre la commande. Il s'est vanté de ces contacts et de suivre la ligne (de téléphone). Tant de bonne volonté attendrit: il a bien mérité les deux oreilles...

Les claqueurs sont peu nombreux, toujours les mêmes, bien organisés: des relais fonctionnent à la mairie, à l'UEJF, au ministère, dans les organes de la terreur ordinaire (MRAP). Les quotidiens locaux reprennent et amplifient les fausses nouvelles destinées à influencer le présent. De même que la nécessité de vendre des produits d'entretien incite les producteurs à favoriser l'obsession de propreté qui crée la saleté à pourchasser, les nouveaux inquisiteurs revendiquent le principe "tout nous est permis", justifié par l'ahurissante explication: "nous ne voulons que le bien de l'université".

La prévision mensongère d'un procès pénal aura facilité le conditionnement des esprits en faveur d'une infamie: la commission de discipline. Le faux, répandu par des "claqueurs", manipule les preuves sociales dont nos contemporains ont un si grand besoin, perdus au milieu des ruines de la logique, noyés par la marée de choses inessentiels que débitent avec passion les évaporés médiatiques.

PIEGE ABSCONS

Vous attendez le bus, un jour de grève. Plus le temps passe, plus vous regrettez d'attendre; il eût été possible de téléphoner à un taxi, de partir à pied de bonne heure. En même

temps, vous pensez que le bus ne tardera plus. Finalement, tout est raté: votre rendez-vous, bien sûr; mais la mauvaise humeur s'est emparée de votre esprit et rejaillira sur vos collègues, votre conjoint, etc.... Vous êtes tombé dans un piège abscons: la persévérance dans une décision, lors même que l'attitude est de plus en plus coûteuse.

Le spectacle Notin, de janvier à mai, me retint dans ce piège. Les paroles doucereuses du président de l'université, celles de Gilles Guyot et de l'ancien président J. Goudet, me laissèrent croire que la campagne se tasserait d'elle-même, que les gardes rouges de l'UEJF comprendraient qu'ils étaient dans leur tort, qu'aucun universitaire ne serait médiocre au point de siéger dans une commission de discipline destinée à imposer une orthodoxie, une idéologie officielle. Par manque de lucidité, par naïveté aussi, je crus trop longtemps ces bavardages. Je ne compris point assez tôt que l'obsession d'une position sociale pour les uns, la tyrannie des petits intérêts pour d'autres, ouvriraient la porte à l'inquisition. Jusqu'au moment où la commission de discipline a été convoquée, le 14 mai, en même temps que fut commandée une enquête sur l'Institut d'Etudes Indo-Européennes. Quelques amis, que je ne nommerai point, et mon collègue Bruno Gollnisch, m'avaient démonté ce piège. Bruno Gollnisch côtoie depuis trop longtemps l'univers politico-idéologique pour se laisser berner par les hypocrites et les médiocres. Il m'avait prédit que l'université ne serait qu'un décor de carton pâte. Longtemps je refusai de le croire. Je compris peu à peu, et de mieux en mieux après que le président eut convoqué l'instance disciplinaire.

Déjouer un tel piège est simple: il suffit de se fixer un seuil à ne pas dépasser. Le 15 mai, il était trop tard. Il restait à demeurer digne dans cette course à l'ignominie. Le piège abscons bien compris, je retirai ma demande de détachement et écrivis au président Vialle pour en préciser la raison. Il me paraît sain de publier cette lettre aujourd'hui.

La convocation de la commission fut demandée le mardi 15 mai. Les cours à l'université finissaient le samedi. Il me restait à enseigner le jeudi et le samedi. Le mercredi soir, à la demande de l'université, l'ancien président me téléphonait pour me demander d'arrêter mes cours. Sans motif! J'étais déjà rayé des cadres. La convocation valait sanction. La raison tenait à la frousse. Le jeudi, des journalistes seraient venus à l'université observer si je continuais mes cours. Ils auraient bien ri de me trouver. Ne me serais-je point laissé aller à quelques analyses désobligeantes? Tout était décidé et je ne devais plus paraître dans l'exercice de ma fonction. Pour moi, cela n'avait plus aucune importance. J'étais passablement dégoûté. Je donnai mon accord. J'appris, le jeudi soir, qu'une affiche avait été placardée sur la porte de l'amphithéâtre: "Le cours de M. Notin est suspendu". Qu'il est doux d'être lâche. Tout est alors "luxe, calme et volupté". Dans la foulée, je me rendis à l'IAE pour retirer mon courrier et emporter quelques documents restés dans mon bureau. Le noble directeur, Max Crochat, avait déjà donné ordre de retirer mon nom de la porte du bureau ainsi que de la boîte postale administrative. Je ne pus m'empêcher de sourire en m'en étonnant devant la secrétaire. Il me revint à la mémoire que cela se pratiquait allègrement au temps de Staline. Les photos des "contre-révolutionnaires" ont toujours disparu des livres et organigrammes. Cela signifiait aussi que

NOTIN Bernard
Maître de Conférences à
L'Université LYON III

Vendredi 18 Mai 1990

à

M. Le Président de
L'Université LYON III

Monsieur Le Président,

Sur votre demande expresse, je me suis abstenu de répondre aux attaques qui ont été formulées contre moi. Vous m'assuriez alors que c'était le meilleur moyen de faire taire cette campagne politique naissante contre ma personne.

Je regrette de constater à quel point les faits vous donnent tort aujourd'hui.

Toujours sur votre conseil, je me suis abstenu de porter plainte contre les commandos qui ont envahi mon cours. Je constate en ce moment que c'est M. NOIR lui même qui appelle dans l'Express à l'invasion des salles d'enseignement des professeurs qui lui déplaisent. Je constate également que les menaces de pressions physiques ont redoublé de la part de ceux qui en avaient été les auteurs.

Vous m'aviez enfin assuré, aussitôt après avoir rencontré M. Le Ministre de l'Education Nationale en présence de M. Le Recteur, que si je demandais volontairement un détachement temporaire dans une autre affectation, cette concession supplémentaire vous permettrait, selon vos propres termes, de "dégager en touche", c'est à dire de renvoyer la balle dans le camp du ministère, sans s'enfoncer dans un débat sur ma "culpabilité ?". Ces propos m'ont été confirmés par M. Le Président J.GOUDET.

Jusqu'alors, vous vous êtes trompé. Aujourd'hui, je suis au regret de vous faire part de la désagréable impression d'avoir été abusé. Non seulement cette ultime concession n'a pas incité les Autorités, représentées par le Recteur, à plus de mansuétude (ce dernier n'a toujours pas répondu aux demandes d'audience que j'ai formulées) mais c'est vous même qui avez mis à profit ma demande pour déclarer, si j'en crois les médias, que l'Université m'interdisait de cours. Bien plus, contrairement aux affirmations les plus solennelles de Gilles GUYOT et de vous même réitérées en privé à plusieurs de nos collègues, c'est vous même qui saisissait la commission de discipline !

J'apprends d'ailleurs avec tristesse que l'unanimité dans ce domaine n'a été obtenue qu'après ~~de~~ interventions téléphoniques du Président GOUDET auprès des enseignants qui comptaient, devant le Conseil, dire au Recteur ce qu'ils pensent de la chasse aux sorcières ainsi instaurée.

Il va de soi que je n'ai aucune confiance dans les nouvelles assurances verbales qui m'ont été données, selon lesquelles la commission de discipline se déclarerait incompétente. Bien que son incompétence soit en effet légalement évidente, je ne vois pas comment ses membres, collègues appartenant à de multiples disciplines, pourraient s'y tenir dans le climat actuel de lynchage médiatico-politique. Il faut prendre garde au fait qu'elle va être saisie par le Président de l'Université, talentueux professeur de Droit Public, approuvé par le Ministre et par les prétendues "Autorités morales".

Il est tout à fait clair dans ces conditions que mon accord pour envisager un détachement temporaire dans une autre

affectation n'a plus lieu d'être puisqu'aucune des assurances précédentes n'a été tenue.

Je sais, M. Le Président, à quelles contraintes morales et à quelles pressions de toutes sortes, vous avez été vous même soumis. Je regrette profondément, d'avoir été, par maladresse, la cause involontaire de tant de soucis. Mais la manoeuvre odieuse qui frappe maintenant le Professeur J. HAUDRY, les tentatives de mise en cause d'autres universités comme celles d'AIX-MARSEILLE III ou PARIS IV suffiraient, si besoin en était, à me convaincre que l'on se trouve en présence d'une entreprise de vaste envergure dont ma modeste personne n'est qu'un objectif parmi beaucoup d'autres. Dans ce climat hypocrite où de nouveaux inquisiteurs rêvent de rallumer des bûchers, j'ai décidé de me battre. C'est pourquoi je souhaiterais adresser à M. Le Ministre de l'Education Nationale la lettre ci-jointe que je soumetts à votre appréciation.

Compte tenu des circonstances, je vous remercie de bien vouloir considérer que la présente correspondance n'a pas de caractère confidentiel et que je me réserve d'en rendre la teneur publique.

Je me tiens à votre disposition pour tout entretien qui vous paraîtrait utile, en tête à tête éventuellement, mais, de préférence, en présence des quelques collègues qui sont prêts à assurer ma défense.

Je vous prie, Monsieur Le président, de bien vouloir croire à l'assurance de ma haute considération.

LYON, le 18 MAI 1990

Bernard NOTIN

NOTIN Bernard
Maitre de conférences
en Sciences Economiques
Université Lyon III

à M. Le Ministre de l'Education Nationale
Sous Couvert,
M. Le Recteur de l'Académie de LYON
Sous Couvert,
M. Le Président de l'Université LYON III

Monsieur Le Ministre,

Par lettre en date du Lundi 14 Mai 1990, j'ai sollicité de votre bienveillance la possibilité d'envisager un détachement provisoire dans une affectation me permettant de conserver mon domicile actuel. Cette lettre avait été rédigée par moi sur le conseil de M. Le Président de l'Université Lyon III. J'avais cru comprendre que ce geste de ma part était de nature à éviter les polémiques inutiles, et permettrait, que l'apaisement s'instaurât. Toute procédure disciplinaire serait ainsi évitée, m'avait-on dit. J'avais également cru comprendre que c'était le voeu de vous même et des instances compétentes du ministère.

Je découvre aujourd'hui avec stupeur que ce geste de ma part n'a servi qu'à faciliter les déclarations au terme desquelles l'Université me suspendait de mes cours et qu'en outre M. Le Président cédait à la demande qui lui a été faite, de saisir la commission de discipline, qu'il considérait jusque là, à juste titre, comme manifestement incompétente. Il m'a d'ailleurs été demandé, verbalement, de ne pas assurer les deux derniers cours de cette année universitaire, sans que je susse à quel titre (mesure d'ordre public, suspension disciplinaire ou non; ...). De plus, dès le Jeudi 17 Mai, et sans attendre la décision de la commission de discipline, mon nom a été enlevé de la porte de mon bureau, et même de ma boîte aux lettres administrative, destinée au courrier professionnel!...

Dans ces conditions, il me paraît que la sollicitation du 14 Mai, par moi rédigée, sera ressentie comme l'une de ces acceptations de culpabilité dont l'expérience m'a montré qu'elles déchainent les passions contre ma personne bien plus qu'elles ne les apaisent. Je parle ici, bien évidemment, des passions médiatiques car je n'ai aucun problème avec mes étudiants.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur Le Ministre, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir considérer comme caduque ma lettre du Lundi 14 Mai 1990.

Je vous prie de croire, Monsieur Le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

LYON, le 18 Mai 1990

Bernard NOTIN.

l'université s'enfonçait dans les marécages d'une collaboration avec l'inquisition. Pauvres étudiants! Quel beau modèle de comportement leur montre-t-on.

ANNEE SABBATIQUE

La commission de discipline fut convoquée au titre d'un décret de 1971, faisant suite à la "loi Faure" de 1968. Entre-temps, les statuts des universités avaient changé. La loi qui organise actuellement les universités est de 1989. Mais les décrets instituant les commissions de discipline n'existaient pas encore en mai 1990. Le gendarme de l'enseignement, le recteur, assura que ceux de 1971 feraient très bien l'affaire. De plus, l'article incriminé provenait d'un séminaire bordelais du temps que j'enseignais dans cette université. Qu'à cela ne tienne! Il était enfin précisé, dans la rédaction de la convocation, que la commission poursuivrait B. Notin "au titre de l'article intitulé: Le rôle des médiats dans la vassalisation nationale: omnipotence ou impuissance?, qu'il a rédigé dans la revue *Economies et Sociétés*". La dernière fois qu'une telle convocation pour opinion non orthodoxe fut ordonnée, c'était en 1852! Sous Napoléon III!

Ces incohérences avalées goulûment par l'université, le sous-spectacle de la commission de discipline débuta. En trois actes: 19 juin; 29 juin; 17 juillet. Trois actes semblables. Pour deux raisons: le conditionnement médiatique enveloppa chaque membre de la commission d'une façon identique; les organisateurs du spectacle Notin n'ont cessé de faire pression. Le dissident soviétique Zinoviev fournit l'explication à ce phénomène qu'il connut



A la suite de son témoignage devant la Section Disciplinaire de l'Université Lyon 3 ayant à statuer sur le cas de M. Notin, le Président Cusin tient à préciser que c'est par erreur ou abus de langage qu'il a évoqué les "cours de révisionnisme" de M. Faurisson. Il doit être clair à tous que M. Faurisson n'a jamais fait référence en cours, ni d'une manière générale dans l'enceinte de l'Université Lyon 2, à ses thèses révisionnistes, et que c'est là précisément l'une des raisons pour lesquelles il n'a pas paru fondé, à l'époque, de faire comparaître M. Faurisson devant la Section Disciplinaire de l'Université. M. Cusin regrette l'ambiguïté de ses propos et tient à rétablir la vérité des faits concernant M. Faurisson, pour l'information complète de la Section Disciplinaire de l'Université Lyon 3.

Lyon, le 18 juillet 1990

M. Cusin

P.O. le Vice-Président
chargé des Relations Internationales
de la Communication



A. Bony

parfaitement dans son pays:l'attitude dépend de l'environnement.Si ce dernier incite à mal agir,alors l'individu agira mal, conformément à ce que lui suggère l'environnement.Il suivra la pente de son intérêt tel qu'il le perçoit au moment de décider.

Le 19 juin,la séance débuta par une négation des raisons d'être de la commission.Ces chers collègues m'affirmèrent qu'il n'y avait aucun problème pédagogique.Donc, aucune faute professionnelle.L'incompétence de l'instance disciplinaire serait-elle reconnue? Certes non! Il leur avait été demandé de sanctionner:il leur fallait bien réaliser ce sale travail.Une première tentative s'esquissa,fondée sur la fable de Maître de Bernis, directeur de l'ISMEA.Mon texte aurait été substitué par la main invisible du marché de dupes.Un jour,quelqu'un se serait introduit subrepticement dans les locaux où sommeillait les documents,et aurait substitué à la première version de mon texte la version révisée pour la publication.Mon collègue Poulon,fort honnête homme,refusa la planche de salut qui lui était proposée .Il accepta, avec honneur et dignité,d'expliquer la démarche qui aboutit à la publication.Tout s'était déroulé normalement.Il n'y eut jamais de substitution.Cette voie déraillait et finissait en impasse.Un peu plus de finesse s'avérait nécessaire.La seconde direction s'enfonçait dans les sables mouvants de la théologie:l'appel à la vraie science.A l'évidence,seul le premier pas coûte.Si l'on commence à s'immerger dans la langue de bois,il devient de plus en plus facile de s'y noyer.La commission d'instruction s'accorda 10 jours pour s'en imbiber.

Le 29 juin,au second acte,la commission arborait déjà une belle gueule de bois.La liste des mots interdits me fut plaquée sous le nez (jaspiner,clabauder,ragougnasse,etc...) .Le bréviaire

enseignait la théologie en Sorbonne, du temps des moines inquisiteurs.

Il semble que le ridicule, d'une part, et la gêne, d'autre part, effleurèrent quelques membres. En particulier, au moment où fut lue la lettre remarquable du professeur Julien Freund, un politologue de réputation internationale. Je dois à ma collègue et amie Christiane Pigacé, l'une de ses disciples, d'avoir obtenu l'honneur d'une lettre du maître en ma faveur. J. Freund y rappelle comment ses propres maîtres refusèrent de le "vider" de l'université au moment même où les Allemands envahissaient la zone libre. Il fallut alors un courage qui ne supportait pas la comparaison avec la situation de 1990. A l'évidence, un membre de la commission de discipline, au moins, se sentit "minable". Je pense qu'il a refusé de voter la sanction. Quant aux autres, ont-ils encore une idée de ce qu'est un maître dans le domaine de l'esprit? La déchéance de l'université s'apprécie à la fin des maîtres et s'accompagne, inévitablement, du retour en force d'une police de la pensée.

La police de la pensée brancha sa sirène le 18 juillet. La commission utilisa la langue de bois sur trois points:

- le vocabulaire utilisé dans mon texte n'est pas scientifique;
- le texte manque d'objectivité;
- l'université Lyon III est engagée par le fait d'avoir mentionné mon appartenance à cette institution.

En conséquence, les petits maîtres prononçaient "l'interdiction d'exercer toutes fonctions d'enseignement ou de recherche dans l'université Jean Moulin-Lyon III pendant un an, avec privation de la moitié du traitement".

des opinions bien pensantes accompagna la succession des reproches(on ne dit pas "coterie";on n'emploie pas "guignol's band";etc...).Puis,nous pratiquâmes la psychanalyse sauvage.Qu'avais-je dans mon for intérieur? Dans les replis de mon psychisme profond? Je devais me raconter,en partant de la petite enfance.A la maternelle,aurais-je déjà manifesté des tendances racistoïdes? Est-ce que je chantais déjà des chants anti-judaïques? Ce fut affligeant et sordide. Mais le soleil frappait fort...

Au troisième acte,le 17 Juillet,toute la commission de discipline était présente.J.Bonnet piaffait.On allait voir ce que l'on allait voir.On a vu...D'abord,nous vîmes le président de Lyon II,M.Cusin.Témoin à charge venant exprimer le point de vue des courtisans de l'ordre "rose" au pouvoir,il raconta une belle histoire.Il était une fois une université lyonnaise où exerçait un professeur de lettres appelé Robert Faurisson.Ce professeur "faisait des cours de chambre à gaz".Il fut agressé par les organisations juives et cessa ses enseignements.Sans commission de discipline.Mais ce n'était qu'un conte!Le professeur sus-nommé ne fit jamais de "cours de chambres à gaz".Pris de remords,ce qui l'honore,le président Cusin expédia un démenti après coup.Certes,le mal était fait.Ces chers collègues,de toutes façons, auraient trouvé un motif qu'on leur demandait impérativement de construire.Nous vîmes ensuite le président de la commission dans un numéro de savant non tempéré.Donnant son avis sur tout:science économique,logique,etc...,,passant avec frénésie d'une remarque sur le vocabulaire à une autre sur l'institution Lyon III,il tressautait d'un thème à l'autre à la façon dont on

A la fin de l'été, M^e Collard et moi-même déposâmes l'appel de cette décision extravagante devant le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche). Je présente mes excuses à tous les fonctionnaires que je dus faire travailler en pleine chaleur. Les décrets instaurant cette institution comme instance d'appel n'existaient pas. Il fallut donc les publier. De même, la loi devait assurer le lien avec les anciens textes de 1971. Quelques personnes ont transpiré là-dessus. C'est fort triste. J'espère qu'ils ne garderont pas un mauvais souvenir de ce surcroît de travail. Le 16 novembre tout fut prêt. Le texte parut. Le CNESER m'invita à une première séance d'instruction le 11 janvier. La composition du CNESER est politico-syndicale. L'instance disciplinaire ne comprend pas de juristes aguerris. La majorité des membres appartient aux sections scientifiques, qui dépendent fortement du pouvoir pour les fonds de leurs laboratoires. Le milieu est donc sensible aux pressions financières. De plus, la majorité est de tendance SNESUP-SGEN (CFDT) au moment où le parti communiste perd de son influence. Il n'y a plus de syndicats d'opposition. La configuration est très stalinienne: les syndicats sont imbriqués au pouvoir politique, selon la logique de la courroie de transmission. Le 11 janvier, le représentant du SGEN plastronnait de façon telle que Maître Collard entra dans une violente colère. Il nous sembla que tout était préparé d'avance. On fixa un autre rendez-vous, le 31 janvier, qui répéta pour partie le scénario lyonnais. Nous convînmes d'une autre rencontre pour procéder à l'audition de témoins, car il nous parut qu'il fallait demander leur avis à de véritables maîtres et que l'ouvrage de Serge Thion, auquel je m'étais référé pour l'exemple des chambres à gaz, méritait d'être expliqué par son auteur. Nous envoyâmes une

liste qui ne fut pas agréée. Aucun juriste compétent n'eut la possibilité d'expliquer le droit des libertés publiques à ces personnes ignorantes. Aucun Maître détaché des pressions politico-syndicales ne put faire entendre sa voix. Le 15 Mars, le CNESER décida de se considérer compétent, sans précisions particulières. Nous sommes entrés dans l'univers d'Alfred Jarry. Le spécialiste de rhumatologie, celui de biologie, (ou d'autres disciplines) se croit autorisé, dans une commission de discipline, à faire le beau à propos d'un travail sur les médiats dont il n'a jamais été amené à connaître le moindre auteur cité en référence. A l'évidence, les moeurs médiatiques submergent l'université avec des grâces inimitables: la promesse de tout savoir sans jamais avoir appris.

Le CNESER leva l'ancre qui accrochait le dossier aux bas-fonds lyonnais. Le témoignage du président Cusin (Lyon II), renié le jour même où s'orchestra la délibération de la commission de Lyon III, fleurait bon la cassation. Le CNESER se souvint de l'affaire Dreyfus, et du télégramme non communiqué à la défense. La pièce fournie par le président Cusin possédait les mêmes caractéristiques juridiques. Elle était arrivée à Lyon III pendant la délibération, sans que M^e Collard ou moi-même en eussions eu connaissance. C'était énorme! Dès lors, le CNESER décida d'annuler la procédure de Lyon III qui s'asseyait avec trop de complaisance sur les droits de la défense. Appréciations malgré tout cette volonté de freiner le zèle intéressé de quelques universitaires.

Du 18 juillet jusqu'à la décision du CNESER, le folklore lyonnais a continué. Quelques petites mesquineries ont cherché à m'affecter. Le courrier que je recevais à l'université retourna à l'expéditeur. Un club de sport que je fréquentais épisodiquement me

refusa l'accès, au motif qu'il était menacé de s'envoler en fumée dans le cas contraire. Mes animaux aussi ont connu des jours meilleurs. L'un est mort, un autre a été blessé. L'appel formulé devant le CNESER suspendant la décision lyonnaise, je proposai de reprendre les cours. La majorité des étudiants, assez satisfaite de mes enseignements, aurait apprécié ma présence. Mais la terreur était telle que le président de l'université m'informa qu'il avait demandé des instructions au ministère quant à la conduite à tenir. C'est évidemment grotesque. Le ministre n'a que faire des répartitions de cours entre enseignants. Je restais donc chez moi à étudier les médiats, à réfléchir au fonctionnement de la société du spectacle, à lire les mémoires de Casanova avant de m'endormir. Sur les conseils d'amis fidèles, je rédigeai cet ouvrage destiné à comprendre la logique du retour à la terreur. Après... que le spectacle continu.

1 Serge THION:vérité historique vérité politique .La vieille
Taupe.1980.Réédition 1990.

2 Peter L.Berger : Les mystificateurs du progrès.Du Brésil à la
Chine.PUF.1978.Chapitre 4:la conscientisation et les vicissitudes
de la politique.p.138.

3 Peter L.Berger: op.cit.p.140.

4 Pour une étude de cette technique,cf.R.V.JOULE-J.L.BEAUVOIS :
Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes
gens.PUG.1987.Chapitre 4:le pied dans la porte.pp.93-115.

5 Etudiée en particulier par Robert CIALDINI:Influence et
manipulation.First.1990.pp.152-154.

CHAPITRE 4 : LA POLICE DE LA PENSEE

"Les vrais criminels sont ceux qui établissent une orthodoxie sur le plan religieux ou politique, qui distinguent entre le fidèle et l'hérétique". Cioran. Précis de décomposition. Gallimard. Tel. 1977

La police des idées qui mobilise des masses croissantes de personnes opère sur deux plans. Le premier contient les techniques qui permettent de semer le doute: déstabiliser les préférences, opinions et attitudes d'une société donnée. Le deuxième regroupe les moyens de geler de nouvelles croyances. Il emprunte les méthodes de la tradition théologique: l'intolérance religieuse.

L'affaire Notin illustre les deux plans. Le "dégel" des traditions universitaires fut mené à bien par une campagne destinée à paralyser toute réaction. Le gel d'une nouvelle orthodoxie fut obtenu par les médiats et divers groupuscules reintroduisant l'intolérance religieuse. Au passage, la pensée s'enrhume, éternue puis se couche. Elle n'est pas prête à se relever.

DEGEL DE LA TRADITION UNIVERSITAIRE

La vie quotidienne est parsemée de confusions entre deux notions distinctes: appréciation et opinion. L'opinion est "adhésion à une pensée ou un ensemble de pensées (doctrine) dont la certitude ne dépend pas de preuves incontestables logiquement ou vérifiables objectivement, ni d'une évidence qui s'impose avec une véracité intrinsèque"¹. L'opinion est subjective. Ni vraie ni fausse, elle n'est pas soumise à des critères généraux valables

pour toutes les assertions. Par nature, l'opinion est un jugement limité qui consiste en une affirmation. Cela suppose la possibilité de nier le contraire ainsi que l'existence de plusieurs autres affirmations.

L'opinion se forme au carrefour du domaine privé (sphère de l'individu) et du domaine public (sphère dans laquelle s'exerce l'autorité politique). La limite entre les deux domaines dépend du politique. Plus l'autorité politique règne en maître absolu dans le domaine de l'opinion, moins il y a d'opinions. Celles-ci disparaissent au profit de dogmes, ou d'une opinion unique camouflée parfois en vérité scientifique. Un système politique qui refuse la liberté d'opinion trouvera normal, peu à peu, d'interdire la pluralité des partis politiques (bientôt le Front National?) et limitera la diversité des productions intellectuelles: le ministère de l'Intérieur dispose actuellement d'une cellule destinée à interdire de multiples publications. Au total, personne ne peut détenir l'opinion vraie, pas plus un universitaire qu'un histrion médiatique car, par définition, cela n'a aucun sens.

L'appréciation est une notion très différente. Elle répond à des critères acceptés dans certains milieux, parfois dans tous. Par exemple, la note affectée aux copies des étudiants est une appréciation et non une opinion. L'enseignement d'un professeur aussi est susceptible d'appréciation.

Dans l'univers médiatique, l'absence de pensée exigeante confond ces deux notions. Si l'une se substitue à l'autre (et inversement), il est possible, en agissant sur l'opinion, de modifier l'appréciation. De même, un changement d'appréciation influence l'opinion. Les hommes des médias assurent le passage entre les deux notions et se tiennent au garde-à-vous devant

certaines appréciations ou opinions. Ils gèlent les critères d'appréciation, enfouissent la diversité des opinions dans l'oubli, dégelent les critères existants dans le but d'en geler d'autres, mettent en cause les opinions auxquelles ils préfèrent l'installation d'un dogme.

Comment modifier l'opinion ou l'appréciation ? La réponse existe depuis plus de quarante ans : le dégel cognitif. L'exercice fut pratiqué à deux reprises dans le spectacle Notin. Premier dégel : l'image de l'université. Deuxième dégel : la tradition universitaire. L'image de l'université fut dégelée par la campagne médiatique. Les qualificatifs employés forment un ensemble convenu : la novlangue idéologique de l'ordre "rose". Un bon exemple est fourni par le titre du *Nouvel Observateur*, fin juin 1990 : "Lyon III : la fac des fachos ?" Un esprit éclairé sent bien que "oui" et "non" sont deux réponses également inadéquates. Chacune présuppose une niaiserie : l'Université serait appréciée par la seule propriété "fachos", mot non défini par ailleurs. Que répondre ? Que la question est inadéquate. Ce n'est pas venu à l'esprit du folliculaire de l'hebdomadaire. On ne le paie certainement pas pour penser... Sa fonction, comme celle de la plupart des médiats, était d'éveiller le doute sur l'université en général. Car, si peu à peu de multiples personnes doutent de leur ancienne appréciation sur l'université, alors elles se trouveront plongées dans une situation d'incertitude qui facilitera leur manipulation. Leur appréciation sera "dégelée". Elles s'en remettront plus facilement à l'opinion de fourbes. La société du spectacle en est peuplée. Plus la campagne s'amplifie, plus l'incertitude croît, plus l'influence est profonde. Comment imaginer que quelques collègues ne se laisseraient pas influencer ? C'est en même temps une perche tendue

aux carriéristes. Occasion leur est offerte de parader en jurant qu'ils sont de grands démocrates, c'est à dire disposés à effectuer un très sale travail: instaurer l'inquisition.

Le second dégel porte sur l'opinion. Depuis des lustres, l'université fonctionne selon un principe simple: la non obligation d'adhérer à une thèse. Ce principe de liberté d'opinion est placé en tête de tous les travaux universitaires: "L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises...". Comme il n'y avait pas eu de commission de discipline pour délit d'opinion depuis 1852, le dégel de cette tradition n'allait pas de soi. Une difficulté supplémentaire provenait des appréciations favorables de mes étudiants. Le dégel se présentait donc sous la forme d'une substitution: remplacer les appréciations favorables des étudiants par les opinions défavorables de locomotives médiatico-intellectuelles spécialisées en dénonciations et rumeurs, puis présenter ces opinions comme une appréciation objective en terme de catégories universitaires: science, objectivité, etc...

Trois mois à peine auront suffi à dégeler les traditions universitaires. Le premier à fondre fut évidemment le président de l'université lorsqu'il accepta de se plier aux pressions du maire, des journalistes, de groupes pseudo-représentatifs des franco-juifs. Il se plia finalement aux opinions des "extérieurs" au moment où cela lui sembla socialement utile. Sa capitulation fut facilitée par un discours d'accompagnement que lui tint le personnel politico-idéologique: "L'université est libre de...". Rien n'est plus aliénant qu'un tel langage. Il laisse entendre que la décision est libre alors même que la personne qui le tient impose ses contraintes. Manipulation fréquente, que le président ne vit

pas ou n'eut plus la volonté de regarder en face. Dès lors, il s'assit sur l'Etat de droit qu'il enseigne à ses étudiants. Après la fonte du président survint la liquéfaction de la commission de discipline. Lyon III est parfaitement soluble. La commission s'"écoula" en deux phases. Elle enleva le haut: la définition des devoirs de l'universitaire. Puis elle fit voltiger le bas: l'invention d'un devoir de réserve totalement manipulé.

STREAP-TEASE UNIVERSITAIRE

L'université s'est toujours refusée à limiter la liberté d'expression des enseignants. Et, surtout, les commissions de discipline ne sont jamais saisies d'affaires touchant à la liberté d'expression. N'ayant jamais manqué à aucune des obligations de ma fonction dans le cadre de mes enseignements, la commission devait manipuler le statut général de la fonction publique. De fait, la commission a falsifié volontairement une décision du conseil constitutionnel (celle du 20 janvier 1984) pour satisfaire les opinions subjectives de lobbies extérieurs à l'université. Le déshabillage de l'université a commencé fort logiquement en enlevant le haut: les garanties de travail données par le législateur .

En effet, le conseil constitutionnel avait affirmé en 1984, que "le statut (des universitaires) ne saurait limiter le droit [des enseignants-chercheurs] à la libre communication des pensées et des opinions garanti par l'article 11 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen que dans la seule mesure des exigences du service public". Or, la commission de discipline de Lyon III a affirmé dans son jugement que "conformément aux principes rappelés

par le conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984, le statut des enseignants-chercheurs peut limiter le droit à la libre communication des pensées et des opinions dans la stricte mesure des exigences du service public de l'enseignement". La nuance est d'importance ! Selon les petits maîtres de Lyon III, les "exigences" du service public l'emportent sur les libertés. Quel est alors le contenu du service public ? Selon la commission, il recouvre les obligations de tolérance, d'objectivité, de dignité. Or tout étudiant de premier cycle universitaire, à condition de tomber sur de bons enseignants, apprend que la tolérance est un rapport, non entre les idées, mais entre les hommes d'opinions différentes. A ce titre, elle implique le respect de la personne des autres. Ne serait-ce pas l'inverse qu'incarnerait la commission de discipline ? La dignité réside dans le refus d'exercer un emploi qui déshonore. La fonction d'inquisiteur ne serait-elle point la marque d'une absence totale de dignité ? L'objectivité est impossible à définir avec précision. Le conseil constitutionnel a insisté sur ce point : "Le service public de l'enseignement supérieur ... tend à l'objectivité du savoir". Une lecture "objective" apprend qu'il s'agit d'une fin probablement inaccessible dans les sciences sociales. Et le conseil constitutionnel ajoute : "Le service public ... respecte la diversité des opinions". Le temps présent marque un impératif. Tout autre fut l'impératif de la commission de discipline : manipuler le contenu des notions de tolérance, d'objectivité, de dignité, pour satisfaire aux puissances extérieures.

La commission, incompétente pour imposer un quelconque conformisme intellectuel, s'échina à ramener les faits à une faute "disciplinaire", c'est-à-dire à une méconnaissance des devoirs de

ma fonction et de mes obligations envers mon établissement de rattachement:Lyon III. Par deux fois,le jugement invoque le fait que j'avais signé l'article de la qualité "maître de conférences à Lyon III".Je ne sais qui leur a soufflé l'idée saugrenue d'en tirer la conséquence (fausse) que j'avais ainsi engagé ma responsabilité d'enseignant à Lyon III tout en jetant le discrédit sur l'université Lyon III.La faute disciplinaire résidait dans ces deux aspects d'une même action:la signature de l'écrit suivi de ma qualité d'enseignant à Lyon III.C'est totalement illégitime ,et ils le savaient bien.Jamais les membres de l'enseignement supérieur ne parlent,n'écrivent,n'agissent au nom de quelque autorité que ce soit.Jamais les universités ne cautionnent les opinions publiées par les personnes travaillant en leur sein.Il en résulte que l'instance disciplinaire a travesti le droit:aucune personne "honnête" ne saurait faire rejaillir sur l'université les écrits d'un de ses membres.Le processus est finalement très simple.Sur ordre,les médiats déclenchent une campagne à laquelle je suis étranger:ce n'est pas moi qui aie lancé le texte dans les médiats.Un réseau l'a volontairement extrait de son milieu(la revue *Economies et sociétés*) pour le transformer en machine de guerre idéologique.Puis un politicien du spectacle inaugure un chantage.Un autre spectacle(Carpentras) gonfle l'hystérie médiatique.Rien n'est de mon fait.Je n'ai participé à aucune de ces vilénies.En revanche,ces trois coups ont déclenché la fébrilité de la commission:elle se lança dans le Macchartisme et cautionna la fureur des crachats,sans demander de comptes à ceux qui,à ces moments là, ont manqué de tolérance,de dignité et d'objectivité.

Nous avons vécu une réplique des procès de Moscou. Dans le vocabulaire stalinien, un jugement "objectif" est un jugement selon le résultat. La démarche des procès staliniens repose sur deux techniques :

-Imputer des résultats contre-révolutionnaires à des agents. A Lyon, la commission imputa les résultats des différentes campagnes à ma personne, au lieu de désigner les responsables réels. Il est vrai que le risque était moindre en s'attaquant à ma modeste personne qu'en convoquant la commission de discipline pour juger d'une séquestration organisée par une organisation pseudo représentative d'étudiants juifs.

-Imputer à ces agents "contre-révolutionnaires" des intentions qui expliquent les résultats réels qu'on leur impute. A Lyon, la commission m'a imputé l'intention de jeter le discrédit sur l'université. Le procès n'est rien d'autre que la projection du résultat réel (l'université sous les feux de la rampe) en intention imaginaire (celle de jeter le discrédit sur l'université). C'est une imposture ! Le Conseil d'Etat, dans quelques temps, se prononcera sur ces procès de type stalinien. Malgré tout, il est prévisible qu'à l'avenir un même schéma, peut-être mieux ficelé, s'appliquera à d'autres. La censure atteindra les opinions d'universitaires. Elle dépendra de leur position "sociale", et des fantasmes créés par les organisateurs de spectacles médiatiques.

LES AGENTS DE POLICE ET LEURS MOYENS

Le "dégel" des traditions universitaires, le gel d'une orthodoxie, s'appuient sur des personnes et des groupes jouant le

rôle d'agents de police de la pensée. Une avancée significative de cette police s'explique tout d'abord par l'augmentation du nombre de ses agents. Parfaitement reliés entre eux, ils attrapent tout récalcitrant dans leurs filets. Mais ils disposent aussi de moyens accrus, seconde condition permissive. La communication sociale, en se généralisant, change de nature: "elle ressemble plus à la vérité que la vérité elle-même"².

Un filet médiatique serré enveloppe la surface du globe. Il n'en résulte pas un progrès absolu. Les réseaux transnationaux fabriquent des produits simples, bien emballés, très homogènes. Dès lors, nos systèmes mentaux filtrent des informations déjà sélectionnées, traitées, combinées, interprétées, en sorte que l'amalgame de choses vraies dégage une image fautive, déformée, de la réalité. Paradoxe de la société du spectacle, observé par de multiples penseurs (Zinoviev, Debord, Morin), ...

et dont le résultat global est l'abrutissement des populations. Les agents de police, immergés dans le spectacle quotidien, agissent en toute impunité. Les uns, sous l'appellation d'experts, abusent les ignorants: multitude d'individus qui ne s'y reconnaissent plus par eux-mêmes; les autres, en quête d'affaires, de bénéfices, de statut, dépendent, pour leurs récompenses, de maîtres plus discrets. D'autres enfin, universitaires-journalistes et universitaires-gestionnaires, monopolisent les appréciations "morales", martèlent des jugements et bavent des commentaires insignifiants. La galaxie médiatique et son armée de professionnels mettent en scène experts et universitaires, et l'on peut penser qu'en comparaison les appareils de propagande de Mao, Staline, Hitler, n'ont été que balbutiements, enfantillages.

Hormis la cohorte des journalistes, chambre d'échos de la diffamation ordinaire, la nouveauté policière du spectacle Notin se découvre dans le pouvoir républicain et dans l'extension du rôle des mouchards. La république a hérité du siècle dernier le recteur, agent du gouvernement, fonctionnaire d'autorité qui fut placé à la tête de l'université. Son existence est jugée néfaste. Le maître Georges Gusdorf estime que sa présence "empêchait la communication libre entre les facultés, et la constitution d'une communauté de sens et d'inspiration". Le rôle du recteur a évolué, mais il conserve les travers d'un gendarme intellectuel. A la première occasion ce gendarme brandit son bâton.

En l'an de grâce 1990, la machine à fesser rectorale s'est ébranlée: une vraie débauche. A Lyon, il y eut la suspension de M. Ludovic Boissin-Cardinal, enseignant au L.E.P. Pablo Picasso de Givors: on observa deux graffitis sur les murs de sa classe. Un graffiti, c'est déjà la "bête immonde", l'hydre fasciste, qui rôde. Deux graffitis, c'est un complot anti-sémite: la république est en danger. Vite! bastonnons l'impie! Cet enseignant fut suspendu immédiatement par la célérité de Maurice Niveau, recteur de Lyon. L'(ex) gendarme rectoral avait déjà branché sa machine à fesser quelques jours auparavant. Le 16 mars, il s'indignait par téléphone pour agrémenter les colonnes du quotidien *Lyon-Matin*. Motif: mon texte. Pourtant, il enseigna autrefois à l'université, comme tous les recteurs. Il y a certes bien longtemps, dans une atmosphère plus sereine. Pourtant, j'eus la politesse de demander un rendez-vous, le 10 mai, et d'insister par quelques piqûres de rappel téléphonique. Rien! Un jour que je m'en étonnais devant quelques amis, l'un m'expliqua que le recteur lyonnais détestait Lyon III depuis la présidence du professeur

Jacques Goudet. Il brancha sa machine à fesser contre ma personne, en poussant l'université dans les griffes de l'inquisition. Triste situation, héritée du XIX ième siècle. Triste situation, car le passage de professeur à recteur est un reniement. Le poste de recteur n'exprime pas une vocation. Tous les universitaires le confirmeront. L'attrait du poste réside dans ses avantages matériels. La structure par âge des professeurs d'université est telle que peu d'entre eux ont l'espoir de gravir les plus hauts échelons de rémunération: l'échelle lettres. Le poste de recteur permet de sauter l'obstacle. A condition de ne pas être à cheval sur les libertés de l'esprit, il est possible de monter les lettres. Le saut de rémunération est réussi dès que le professeur nommé recteur a exercé trois années: il saute brillamment à la classe exceptionnelle. Pour sauter, il suffit de n'être point sot. Moins l'enseignant travaille dans le domaine de la pensée, car l'enseignant-recteur n'en a plus le loisir, plus il monte dans l'ordre des rémunérations. Jusqu'au top Niveau! M. Le recteur de l'académie de Lyon Maurice Niveau prend sa retraite fin Mars 1991. Au maximum des points de retraite. Son intérêt bien compris n'était certes pas de chuter au dernier obstacle; de dégringoler l'échelle lettres. Il s'échina donc à taper sur l'université pour qu'elle se mît au garde-à-vous selon la tradition du XIX ième siècle. Souhaitons à l'ex-gendarme bonne retraite, bien dotée. N'étant pas rancunier je propose à ses victimes d'entonner, en son honneur, l'air fétiche de tous les Maurice, dont le seul Chevalier passera à la postérité:

Oh! Maurice, Oh! Maurice, Oh! Oh!

La police de la pensée utilise massivement la délation. Celle-ci est inscrite dès 1808 dans un décret demandant aux membres

assermentés du corps universitaire de s'engager à dénoncer à l'autorité supérieure ceux de leurs collègues qui leur paraîtraient professer des idées subversives. L'immense majorité des universitaires considèrerait aujourd'hui qu'il s'agit d'une dénaturation de l'idée d'université, car ces procédures détruisent les libertés de l'esprit et l'autonomie du savoir. Or la dénonciation est à l'ordre du jour. En 1990, dans un appel publié le 28 Juin par *L'Événement du Jeudi*, quelques groupes ont appelé, doctement, "à prendre conscience du caractère inadmissible de ces menées (raciste, révisionniste, etc...), à les condamner... et à les isoler par le débat d'idées". Insistant lourdement: "Nous nous engageons à refuser de siéger à côté d'eux (les facistes, les révisionnistes, etc...) dans les instances scientifiques, dans les jurys de maîtrise, de thèse et de concours." On en trouve une manifestation précise à Lyon III. L'association étudiante Marc Bloch dirigée par Lydie Cusin, belle-fille du président de Lyon II (l'auteur du témoignage "erroné" devant la commission de discipline de Lyon III) s'est fixée ce noble objectif: dénoncer les professeurs aux opinions non conformes. Une association René Cassin procède, sous couvert de "déontologie universitaire", aux mêmes activités de censeur-délateur. La délation est un brevet de civisme dans les sociétés totalitaires. En Chine, elle porte le doux nom d'aide: la dénonciation ouvre la voie à l'aide et au rachat du pécheur. C'est toujours pour leur bien que les enfants dénoncent leurs parents dans la Russie de 1920, que les étudiants dénoncent leurs professeurs dans la France de 1990, que des universitaires dénoncent leurs collègues à la mode de chez nous en 1808 et 1990. Félicitons ces nouveaux "cafteurs": ils remplacent avantageusement ceux de Chine et d'URSS. L'objectif est d'ailleurs

le même. La délation corrode les relations amicales. Elle instille la méfiance à l'encontre des personnes désignées à la vindicte publique et étouffe la confiance réciproque par le biais de propos mensongers. La menace d'une campagne médiatique, la crainte d'un procès intenté par les appareils idéologiques d'Etat paralysent les volontés les mieux trempées, tuent le noble sentiment d'amitié. Pour convaincre du devoir de délation, celle-ci est présentée comme une nécessité. Il faut sauver l'honneur de l'université par la délation: c'est difficile mais nécessaire. Ainsi, l'odieux chantage de Michel Noir fut-il qualifié de courageux par le CRIF; ainsi des journalistes écrivirent-ils que la peur régnait parmi les étudiants de Lyon III (on sait toutefois que la citation de propos qu'auraient tenus des étudiants dont il n'est indiqué que le prénom relève de l'art du "bidon" médiatique); ainsi l'Institut d'Etudes Indo-Européennes fut-il mis en cause pour racisme.... Ces délations font démarrer ou amplifient les campagnes médiatiques, engendrant la suspicion, source de désagrégation d'un groupe humain. Ce moyen gèle l'environnement social, interdit une défense de groupe contre l'inquisition. Il permet, rappelons-le, d'isoler les personnes refusant l'idéologie léniniste ou maoïste. L'institution dont la personne dénoncée est membre prend peur, refuse de le défendre. Il est alors lâché aux hyènes et stryges d'une orthodoxie fanatique.

GLACIATION: L'INCANTATION THEOLOGIQUE

Au dégel de la tradition de tolérance universitaire correspond le gel d'une idéologie. On ne peut chercher à détruire un siècle de liberté de l'esprit sans vouloir y substituer une

orthodoxie. L'université n'en enseignait aucune. L'orientation actuelle montre qu'elle ne tardera point à se mettre à la remorque de l'idéologie empaquetée sous l'appellation anti-F.R.A.X. Les quatre murs du nouveau goulag intellectuel sont L'antifacisme, l'antiracisme, l'antirévisionnisme, l'Antixénophobie. Les quatre murs de la prison sont éclairés par les médiats, jouant le rôle de miradors: ils surveillent le camp et déclenchent le feu des mitrailleuses. Les appels à l'autorité guident les tirs et revivifient la tradition théologique: l'obsession du mal. Le partage entre le mal (l'intérieur du goulag) et le bien (l'idéologie anti-F.R.A.X) joue sur la négation. La négation est essentielle pour piéger les citoyens. Elle se prête, sans que l'on ne s'en aperçoive toujours, à une confusion utile aux nouveaux dévots: le glissement d'une possibilité de nier, source des libertés de l'esprit, à l'interdit. Ces confusions, véritables "cauchemars logiques", favorisent l'ahurissement et la fureur de juger.

ROLE DE L'AUTORITE

Les agents de police de la pensée adoptent un style de comportement destiné à les faire bénéficier des effets sociaux de l'autorité. Les effets sociaux de l'autorité engendrent un large éventail de manipulations. Une expérience étonnante, réalisée en 1963 par Milgram (et citée dans l'ouvrage de Cialdini³) établit l'efficacité potentielle de l'autorité. Un élève doit apprendre une liste de paires de mots. Une personne, le sujet de l'expérience, apprécie la mémoire de l'élève et, à chaque erreur, le punit au moyen de décharges électriques d'intensité croissante. En réalité, l'élève simule les douleurs infligées par les pseudo

décharges électriques. L'expérience apprécie le niveau des souffrances physiques infligées par le sujet chargé de questionner et punir. Réponse instructive: 2/3 de ces personnes poussent jusqu'à la dose mortelle, bien qu'ils fussent informés que l'élève pourrait en mourir, et même si ce dernier se plaint en cours d'expérience. Conclusion de Milgram: ce qu'il faut incriminer " c'est l'incapacité des sujets à se refuser d'accomplir les gestes demandés par le responsable de l'étude, le chercheur en blouse blanche qui pressait le sujet, et, éventuellement, lui enjoignait d'accomplir sa tâche jusqu'au bout".⁴ D'autres expériences offrent des résultats semblables. Une figure d'autorité obtient la docilité de simples individus. L'ordre donné par une autorité endort la pensée : les personnes se contentent de réagir.

Le spectacle Notin sollicita quelques autorités, celles promues par les médiats. Il importait de s'interroger sur leur légitimité. Si on n'y prend garde, deux aspects passent à la trappe:

- A quel titre la personne est-elle une autorité ?
- Son intervention entretient-elle un rapport avec la question?

La réponse est entièrement négative. Qui représenta l'autorité intellectuelle? Le maire de Lyon? Le rabin? Un groupuscule d'étudiants ? Quelques bourgeois du CRIF ? Une commission de discipline? Les autorités intellectuelles n'ont pas été entendues. Comment eussent-elles accepté de se prêter à la comédie dégradante d'une instance disciplinaire imposée et terrorisée ? De plus, ni la commission de Lyon III ni le CNESER n'ont voulu prendre le risque d'entendre de véritables maîtres; ceux-ci les auraient tancés d'importance, à la façon de Julien Freund écrivant à Lyon III. Par exemple, le grand historien Pierre Chaunu a affirmé son

opposition à ces pratiques déshonorantes. Par exemple, Edgar Morin a exprimé, en quelques mots, son désaccord. Bien d'autres, moins connus, ont accepté d'écrire pour exprimer leur opposition à une police idéologique. Nous n'aurons entendu que les pseudo-autorités de la société du spectacle, dont l'indépendance est réduite à néant par l'organisation même de cette société, fondée sur des réseaux, maffias, coteries, etc... La commission de discipline de Lyon III aura avalé, jusqu'à la nausée, la ragougnasse spectaculaire préparée par des figures médiatiques en service commandé.

La visibilité médiatique d'une autorité dépend de mérites dont l'ampleur et la réalité sont fixées par les groupes et réseaux sociaux auxquels elle appartient. Non par un juge impartial. En bref, les autorités qui poussèrent l'université dans les bas-fonds de l'inquisition sont des autorités frelatées. Elles incarnent le cancan, le "qu'en dira-t-on", effet systématique engendré par la société du spectacle. Cela est étranger aux principes de droit et aux libertés de l'esprit qui définissent l'université.

L'appel à de pseudo-autorités médiatiques est destiné à la formation idéologique des jeunes générations. La formation idéologique vise à créer l'habitude d'interpréter "correctement" les phénomènes sociaux auxquels la vie confronte les jeunes. Il ne s'agit pas toujours d'un abrutissement. L'homme idéologisé n'est pas forcément bête: son cerveau est entraîné à bloquer toute élaboration d'une autre vision des phénomènes. Si l'entraînement réussit, ces masses d'hommes réagiront de la même façon à l'égard de phénomènes nouveaux. Le guidage des esprits par des campagnes médiatiques appuyées sur de pseudo-autorités totalement fabriquées sera efficace. Toute autorité légitime deviendra illégitime selon

les critères de l'ordre spectaculaire. Le séminaire bordelais, cadre de rédaction de mon article, était légitime. Dirigé par un professeur au talent reconnu (F. Poulon), il publiait régulièrement ses travaux. La délation lancée par le quotidien *Le Monde* était-elle d'une qualité comparable? Le texte, retiré de la circulation, permit le mensonge des coterie organisées. La friponnerie Carpentras=Lyon III=Notin est-elle comparable à la réflexion du séminaire bordelais? L'autorité médiatique Vidal-Naquet, rédacteur de préfaces qui sont des cautions d'orthodoxie, est-elle comparable à l'oeuvre de l'Institut d'Etudes Indo-Européennes? Le CNESER, constitué de syndicalistes, est-il apte à traiter de la liberté de l'esprit? La situation rappelle l'obsession de tous les démagogues fanatiques: abaisser les grands esprits, seules autorités légitimes, et promouvoir la cohorte des cerbères fanatisés, présentés comme les seules "vraies" autorités. Le résultat, affiché sous nos yeux, est d'une grande banalité: l'accaparement de l'appréciation intellectuelle par de petites âmes, débouche sur une surveillance opprimante. A ce phénomène s'ajoute l'absence totale d'humour. Les petites âmes, plutôt que de se taire, préfèrent condamner ce qu'elles ne comprennent pas. Par deux fois, les instances disciplinaires ont reconnu qu'elles ne connaissaient pas les références bibliographiques de mon texte. Cependant, n'ayant rien à dire, les membres n'ont pas fermé leurs "gueules". Des autorités médiatiques leur avaient dicté, par avance, une ligne d'action. De mauvaise action! Ils se sont contentés de réagir à cette douce tyrannie.

Les autorités médiatiques souffrent d'un manque: accepter l'existence du bruit et de la fureur dans la vie sociale. Pourtant, celle-ci est remplie d'événements involontaires

et accidentels, sans aucun sens. Les pseudo-autorités médiatiques souffrent du syndrome de Jérusalem: c'est pour le bien des foules qu'elles entendent régner sur leurs esprits. "Syndrome", car nous sommes en présence d'une maladie de la pensée: la domination des commentaires médiatiques, camouflée en "vérité", alors que cette abstraction n'a guère de sens dans les phénomènes sociaux. "Jérusalem", parce que cette ville exprime la grandeur du Dieu unique, qui donne tous les droits, y compris celui de transformer les lois de la République et les traditions universitaires. Tout refus d'admettre la légitimité des bavardages médiatiques ne peut être motivé que par l'emprise du mal. Il faut corriger ce mal en infériorisant les traditions de libre pensée universitaire au profit du "bon" droit d'une vérité abstraite follement proclamée. Les médiats pratiquent donc l'obligation de penser et l'interdit. Les pseudo-autorités du spectacle s'auto-proclament dépositaires d'absolus dévastateurs comme l'"homme", la "civilisation", la "vérité" qu'elles ont le devoir moral de faire partager sans fléchir, même si nous n'en voulons pas, si nous préférons la diversité d'un monde enchanté. Les médiats actuels exercent la fonction de police "théologique". Ils jugent d'après le couple bien-mal exprimé par le binôme applaudissement (pour le bien)-interdit (pour le mal), et par la distinction logique mal digérée: vrai (pour le bien)-faux (pour le mal).

Dans le texte qui a déclenché le spectacle Notin, J'ai présenté diverses manipulations liées à un mauvais usage de la logique. L'erreur (ou la manipulation ?) repose sur la transformation du "possible que non" en "impossible". L'application est plaisante dans le cas du mot "antisémite". Cet adjectif

sert souvent. Epithète très prisé de la "novlangue" médiatique, il joue sur les puissants ressorts de la mentalité primitive. Cette mentalité confond deux formes de la négation, et stimule le manichéisme : "ou bien tu es pour ou bien tu es contre". Or la distinction entre les deux formes de négation est fondamentale. La négation du sémitisme n'est de l'antisémitisme que dans le cas très particulier de la négation "active" : l'interdiction d'être philosémita. Aujourd'hui, c'est totalement discrédité voire fantasmagorique. Plus exacte, sociologiquement, est la négation "passive" : l'asémitisme, c'est-à-dire l'indifférence aux préoccupations sémitiques, correspondant à l'absence de causes de plaisir et de déplaisir en matière sémitique. Une confusion du même ordre traversait le débat sur "la chambre à gaz" (expression au singulier qu'utilisa Edgar Morin) avant que la loi Fabius-Gayssot n'en eût codifié les termes. L'université, lieu de débats, a toujours reconnu la négation passive : non obligation d'adhérer à une thèse. A celle-là comme à d'autres. Le tandem Fabius-Gayssot a introduit la négation active : l'interdiction. Les groupes de pression qui ont terrorisé la commission de discipline de Lyon III avaient glissé, avant même la loi Fabius-Gayssot, de la négation passive à la négation active. La commission accepta ce glissement de la négation passive (la norme universitaire plus que centenaire) à la négation active (la sanction, l'interdit). Elle camoufla ce glissement, difficile à accepter, sous l'étiquette de "vraie science" (objective), opposée à la "fausse science". Retour aux cuistreries théologiques du Moyen Age. Je n'ose penser qu'ils ne connaissaient pas la différence entre les deux formes de négation...

Un trucage de même nature permet aux pseudo-autorités médiatiques d'imposer ou de rejeter en bloc un ensemble de pensées. Le lien qui fut établi, par englobements successifs, entre Notin, Lyon III, Front National, fascisme, révisionnisme, antisémitisme, etc..., etc..., etc..., s'est révélé utile pour rejeter en bloc, après la nuit du petit cimetière sous la lune, tous ceux qui ne prirent point à la lettre l'injoke du ministre de la police. Ne pas faire dans le linceul équivalait à ne pas faire dans le détail: tous coupables de tout!

Cette logique à deux valeurs, vrai-faux, lorsqu'elle est mal assimilée, ne laisse rien à décider. Erigée en système fermé, elle prescrit un code complet d'interdits qui ressemble étrangement aux théologies de la loi. Le philosophe Michel Serres évoque à ce propos la "Thanatocratie", triade "Logos (doctrine) - Pouvoir - Haine". L'autoritarisme du discours conduit à la présomption de la haine: ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous.

J'affirme que les hommes concrets, réels, sont pris en considération lorsque la contingence est acceptée. La contingence existe lorsqu'il est possible, simultanément, d'affirmer et de nier. Le choix entre deux hypothèses, deux interprétations, est laissé indéterminé. Dans la vie des hommes, cela est essentiel. Une personne est en mesure de s'estimer libre ou déterminée. Je me considère déterminé si j'analyse ma position comme étant celle d'un agent d'exécution d'un processus (exemple: la classe sociale), si j'accepte la servitude volontaire (exemple: à l'égard d'une femme), si je subis des contraintes forcées (exemple: prison). A l'inverse, ma liberté s'exprimera dans le nombre d'alternatives réalisables (puis-je faire autrement?). Dans l'ordre de la

pensée, cette liberté se restreint tous les jours. Depuis 10 ans, la réduction du nombre des alternatives est importante. Des gens vont en prison pour délit de presse. D'autres sont écrasés sous les procès intentés par les appareils idéologiques d'Etat. Le ministère de l'Intérieur décide de ce qui est ou non publiable. Une remarque critique à l'égard d'un citoyen juif déclenche des torrents de procès pour antisémitisme. La critique d'un citoyen juif à l'égard de l'identité française doit être applaudie. La critique à l'égard du chauvinisme israélien doit être bannie. Les commissions de discipline trouvent un aréopage pour siéger. Si demain matin la police venait m'arrêter pour me conduire vers une destination inconnue, dans un camp de concentration, je n'en serais même pas surpris. Les pratiques médiatiques portent une lourde responsabilité dans la désagrégation de la société française; dans la vassalisation de la France. Les interdits médiatiques canalisent le psychisme des citoyens. Les médiats créent une homogénéité de pensée et de sentiment favorable à la montée aux extrêmes d'un discours d'intolérance. Il faudra bien que les citoyens se décident à les calmer.

LE DELIT D'HERESIE

L'observation des médiats et de l'idéologie anti-F.R.A.X. rappelle un autre phénomène, qui revient au premier plan: l'intolérance religieuse. La version officielle des persécutions de chrétiens affirma longtemps qu'ils étaient des victimes innocentes et héroïques. Leur persécution n'avait d'autres mobiles que la méchanceté foncière des païens. Cette thèse est transposée aujourd'hui à l'histoire européenne du XX ième siècle. Peu à peu, la

critique indépendante rendit un verdict très différent. Ainsi en adviendra -t-il un jour de la critique indépendante de l'idéologie anti-F.R.A.X. Par exemple, il fallut en rabattre à propos du nombre des martyres, de l'intensité des persécutions. De même pour l'histoire du XX ième siècle, a-t-on commencé à en rabattre. La révision du nombre des morts d'Auschwitz en est un exemple, même si les conditions de l'annonce prêtent à sourire. Les historiens qui scandaient 4 millions n'ont pas été critiqués. Certains ont même affirmé qu'ils savaient que ce nombre reposait sur du vent. Ne pas l'avoir enseigné est une faute, un manque d'objectivité. Personne n'a demandé la réunion d'une commission de discipline. Pourtant, des travaux avaient établi l'irréalité de la réalité des 4 millions. Que penser de cette turlupinade? La révision a été autorisée officiellement par deux universitaires de Tel-Aviv...

Les mobiles des persécutions, à leur tour, ne furent plus pris au sérieux. Les premiers chrétiens affirmaient que le démon excitait les empereurs contre eux. Aujourd'hui, les dévots clament que le fascisme, l'antisémitisme, excitent mon esprit et celui de tous les incroyants de l'idéologie Anti-F.R.A.X. Les arguments empruntent beaucoup à la pensée de Saint Augustin. Son attitude était claire: toutes les mesures prises à l'égard des païens étaient naturelles. Comme le sont les mesures prises contre les libres penseurs actuels. Quand on lui demandait ce qu'il faisait du libre arbitre, Augustin répondait: "La tribulation fait réfléchir celui qui souffre, elle fait disparaître la perfidie; après quoi, l'adhésion à la vraie foi devient sincère, spontanée. La contrainte extérieure fera naître à l'intérieur la bonne volonté⁵". Les pressions sur Lyon III ont attendri quelques petites âmes. La bonne volonté à l'égard de l'idéologie anti-F.R.A.X est

grande tant chez quelques étudiants(association M.Bloch)que parmi les membres de l'association enseignante R.Cassin.La pensée augustinienne inspire aussi l'aspect juridique de la lutte "douloureuse" contre l'hérésie.L'hérésie est un crime contre Dieu,contre la vraie Eglise,c'est le pire crime qui soit.Les lois doivent donc l'interdire et prévoir le châtement des coupables.C'est fait.La loi Fabius-Gayssot fonctionne,et les appareils idéologiques d'Etat châtient les coupables.Les commissions de discipline se rodent à la punition .A ceux,encore nombreux,qui protesteraient contre l'Inquisition,l'argument dissuasif fut déjà formulé par Saint Augustin:"Ne te laisse pas émouvoir par les supplices et les châtements infligés aux...adversaires de la vérité.....Que leur cause est affreuse ! Aussi leurs souffrances sont-elles sans mérite⁶".L'argument est d'une finesse colossale.L'hérésie fait du tort à l'Eglise.Donc,la vraie persécutée ,la vraie martyre,c'est l'Eglise.Le persécuteur,c'est l'hérétique.Les organisations pseudo-représentatives de groupuscules juifs ne disent pas autre chose:elles sont persécutées par les révisionnistes,"négateurs de la vérité".La séquestration contre ma personne a fait souffrir l'UEJF;le procès du MRAP fait souffrir l'avocat Meyer.Le paradoxe ne les inquiète pas.Il est même développé avec un sérieux désopilant.Mais la contrainte ne suffit pas.Elle s'accompagne nécessairement d'un enseignement.Saint Augustin précise encore:"Si la force était utilisée seule,ce serait blâmable,mais si elle est suivie d'un endoctrinement,elle devient légitime⁷".L'endoctrinement se systématise:obligation de visionner certains films dans l'enseignement;demande du CRIF pour faire financer par l'Education Nationale des chaires d'histoire sainte

de la seconde guerre mondiale. A Lyon III, l'avocat Klarsfeld a posé sa candidature pour inaugurer la série. L'avocat de la LICRA à Lyon insiste aussi: "Il faut que chacun se fasse éducateur." La séquestration organisée par l'UEJF était un cours d'histoire, etc...

Un cycle de tolérance s'achèverait-il sous nos yeux ? Les dictionnaires de théologie pestèrent toujours contre l'indifférence religieuse et morale des Etats. Ces doléances sont reprises aujourd'hui par d'autres groupes. Le CRIF appelle aux condamnations, au nom des intérêts suprêmes de l'homme. L'Eglise aussi exigea longtemps que l'autorité pût ériger en délit et frapper de peines raisonnables ... la propagande de doctrines hétérodoxes. Elle aussi parlait au nom des intérêts suprêmes de l'homme. Le MRAP, s'affirmant mobilisé contre les "falsificateurs" de l'histoire, reprend sans imagination le thème éculé du devoir sacré de l'Eglise dans sa lutte difficile contre "l'esprit malin": le démon. Le renouveau d'un discours intolérant utilise les arguments de l'intolérance monothéiste. Il ne peut en être autrement. Pour deux raisons: la société du spectacle réinvente les miracles et le merveilleux; elle fait disparaître l'esprit logique et la critique indépendante. Les conditions nécessaires au retour de l'intolérance sont ainsi pleinement réalisées.

QUE FAIRE ?

Les nobles penseurs de siècles intolérants, exposés à des fins violentes, avaient mis au point, peu à peu, une stratégie de la prudence. La liste des maîtres persécutés est longue: Cicéron (premier siècle avant J-C.) , exilé deux fois, périt

assassiné. Sénèque (I^{er} siècle) ,fut poussé au suicide par Néron. L'auteur du célèbre slogan "liberté de conscience", Boèce (480-524), mourut sous les coups de bâton. Bacon (1214-1294), vieillit dans les prisons parisiennes. Thomas d'Aquin (1225-1274) fut assassiné. Dante (1265_1321) dut quitter Florence sous peine de brûler sur le bûcher. Quant à Voltaire, ses ouvrages attirèrent les flammes. Ses oeuvres réchauffèrent les culs-terreux de l'obscurantisme. La prudence, nécessaire, incita les penseurs à privilégier une méthode de travail et d'action. La méthode de travail reposa sur le matériau grec. Ils transmettaient la philosophie grecque, sa langue et sa culture. La méthode autorisait l'esquive: comment prévoir les objections des infidèles (les païens), si on ne connaît pas leur philosophie? Cette connaissance supposait à son tour l'aptitude à traduire le grec. L'action prudente s'appuyait sur la correspondance, la discussion orale, le voyage à la rencontre d' autres collègues infidèles. La fréquentation d'esprits curieux et lettrés, quoique hors du monde savant, était recommandée par Bacon qui affirmait: " J'ai appris plus de choses utiles et plus de choses précieuses ,sans comparaison, de la bouche de gens très simples, inconnus des milieux savants, que de celle de tous les docteurs illustres qui m'ont enseigné⁸". De plus, la maîtrise de soi s'imposait pour dissimuler et manifester une adhésion de façade.

Le temps est venu de méditer ces conseils.

- 1 Julien FREUND : L'essence du politique. Sirey. 1965. p. 368.
- 2 Alexandre ZINOVIEV : Les confessions d'un homme en trop. O. Orban. 1990. Dernière page. p. 504.
- 3 Robert CIALDINI : Influence et manipulation. op. cit. Chapitre 6. L'Autorité. p. 199
- 4 Cialdini. p. 203-204.
- 5 R. JOLY: Origines et évolution de l'intolérance catholique. Editions de l'université de Bruxelles. 1986. p. 53.
- 6 Op. Cit. p. 55
- 7 Op. Cit. p. 57
- 8 Cité par Manfred GORDON : La stratégie de la prudence. Introduction à la philosophie des sciences au Moyen-Age.

CHAPITRE 5 : L'UNIVERSITE DEGRADEE

"La décadence générale est un moyen au service de l'empire de la servitude; et c'est seulement en tant qu'elle est ce moyen qu'il lui est permis de se faire appeler progrès". Guy DEBORD. Panégyrique. Lebovici. 1989.

En matière d'éducation, l'écart ne cesse de se creuser entre la réalité des universités et l'idée que l'on s'en fait. La baisse de qualité, constatée par plusieurs observateurs (non des moindres) pose une grave question: la survie de notre patrimoine culturel. La raison d'être de notre éducation est dans la transmission d'une culture, d'une grille d'interprétation du monde spécifique à chaque peuple. Pendant des siècles, nul ne douta de cela. Jules Ferry lui-même affirmait que l'école est une institution chargée d'exercer une contrainte positive sur le citoyen. Or civisme, sens de l'effort, goût du travail, fierté de réussir et de servir, n'ont plus d'échos, enterrés sous le fantasme de la pédagogie égalitaire. Cette idée obscurantiste, lancée par le siècle des lumières, affirme doctement que l'homme, à sa naissance, est une table rase sur laquelle le milieu, l'éducation, bâtissent selon leurs règles. Pourtant, au début du siècle, les responsables de l'instruction publique s'étaient rendu compte qu'une école uniforme ne fonctionnait pas. On doit aux Français Binet et Simon, chargés d'étudier les cas d'enfants en difficulté, la mise au point des tests de Q.I. (Quotien Intellectuel), à l'origine des classes de perfectionnement. Ce pragmatisme d'antan n'a plus cours. L'accès massif à l'enseignement supérieur, la concurrence entre parents et éducateurs, n'ont débouché que sur un leitmotiv: l'égalité des résultats. Plusieurs intellectuels "de

gauche" ont établi un constat identique: notre système éducatif distribue une éducation au rabais. Laurent Schwartz, dans le bilan commandé par le gouvernement en 1981, écrivait: "On n'égalisera les chances qu'avec plus de rigueur, de réflexion, de responsabilité."

La massification débouche sur le dédain des multiples dimensions de l'homme. L'occasion de réfléchir à la circulation des idées dans les différents domaines de la pensée est perdue. Comment aider les adolescents, si nombreux et si disparates, à révéler leurs capacités, à faire des choix dans le domaine des idées et des valeurs ? Comment leur faire apprécier la richesse des dessous de différentes mentalités, celles des sciences et des pouvoirs, des faits et des idées ? Questions vaines, vides. Il n'y a plus de réponse globale. Quelques maîtres, confinés dans un séminaire de troisième cycle, perpétuent la tradition. Pour les autres, sauve qui peut!

La dégradation de l'université a une cause essentielle: la massification. Non seulement du fait que les masses d'étudiants éliminent les relations entre maîtres et élèves, mais aussi parce que les enseignants eux-mêmes forment une masse. En tant que tels, ils sont désormais sensibles à la propagande de masse. L'idéal universitaire est digéré, lentement...; en se dégradant, il autorise la police de la pensée.

ORIGINES D'UN IDEAL

Du plus lointain passé de l'Europe au présent non encore totalement submergé, l'idéal s'incarne dans le "vrai". A l'origine de cet idéal, nous trouvons le paganisme des peuples indo-européens. Le paganisme est la religion de la vérité. Pour les peuples indo-européens, la vérité est liée à l'année: au temps cyclique. L'année forme un cycle, et le retour régulier de la belle saison atteste que l'on a réussi à traverser la "ténèbre hivernale". Les "heures" sont les divinités gardiennes des portes de l'année. Leur franchissement assure le retour de la belle saison. Or, les heures sont véridiques. Le retour des saisons est donc l'image de la vérité. La tradition indienne présente ainsi l'année comme la roue de la vérité. Cette vérité est le pilier de l'ordre du monde. Elle fonde l'ordre social et implique le respect des serments, des contrats, de l'hospitalité, etc...¹.

Nos origines culturelles païennes fondent aussi le goût prononcé pour la parole; une parole interminable, destinée à entretenir un questionnement éternel. La parole est vivante, à la fois support et moyen de la pensée. Jamais exactement la même, elle fonde des traditions. Les druides, par exemple, se méfiaient de l'écriture qu'ils n'utilisaient qu'à la fixation d'un moment religieux. "La pensée réelle, active, dynamique, évoluant comme la vie dont elle est la part la plus subtile et la plus précieuse, ne peut, ne doit pas se plier à de telles contingences."² L'immense savant Georges Dumézil a consacré à la parole un article essentiel dans lequel il présenta la liste des risques de l'écriture: risques de mauvaise application et de non-discernement. Un écrit risque d'être mal compris, mal expliqué, détourné sciemment de son sens. Il

peut être falsifié, trahi. Et, à la longue, il vieillit³. Il n'est pas nécessaire d'insister, en sus, sur le rôle de la parole, des arguments, dans la réflexion positive des Grecs à propos de la cité, cette expérience sociale harmonieuse. L'enseignement par la parole renvoie à la place centrale de la vérité chez les peuples indo-européens. Dans le monde indien, les bardes sont réticents à louer un roi qui n'a pas encore fait ses preuves. A Rome, tous les bénéficiaires d'une appréciation qualifiante l'ont correctement méritée. Même situation en Irlande, etc...⁴. Dans tout le domaine indo-européen, la parole qui loue ou blâme recherche la conformité au vrai. Cette parole vraie fonde les institutions, qu'elle s'oriente vers le serment ("aussi vrai que..."), vers l'ordalie ("s'il est vrai que..."), la preuve prélogique ("puisque il est vrai que..."), l'action ("puisque je possède telle vérité..."). Hier encore, Montherlant ne mettait-il pas dans la bouche du prince Don Pedro (fils de Ferrante, Roi du Portugal, héros de La Reine Morte): "Don Christoval, on a beau vous mettre le nez sur la réalité, vous vous entêtez dans les lieux communs optimistes : ils vous enivrent. Vous étiez pédagogue. Vous croyiez que c'est cette nourriture là qu'il faut donner aux pauvres jeunes gens qui n'ont déjà que trop tendance à aimer les lieux communs. Et vous continuez. On gagne parfois à être courageux. Et parfois on perd. Voilà ce qu'il faudrait dire. Mais cela est trop simple. Cela est trop vrai."

Ainsi, il existe une longue durée du symbolique. L'histoire des mentalités, des idéologies, des langues, possède un autre rythme que l'histoire immédiate. Le symbolique dure... des millénaires. Or, nous avons tendance à oublier cette présence, sous-jacente, du symbolique. Un univers mental plus récent encombre notre esprit:

l'obsession des ruptures, des révolutions, du progrès. Pourtant, nombre de nos pensées, paroles, actes, sont fondés sur des principes implicites; des schémas symboliques d'autant plus profonds qu'ils échappent au conscient. Ils n'en constituent pas moins le fond valorisant de nos conduites.

Une activité d'enseignant du supérieur est "informée" par une attitude d'esprit séculaire, qui sous-entend un optimisme formidable: nous ne sommes pas égarés dans une forêt de symboles inintelligibles, abandonnés aux théories à la mode, à courte vue, dont la partialité ou la sottise désolent. Il existe un patrimoine commun, un héritage. S'il est universel de ressentir des besoins et de vouloir les satisfaire, autre chose est de les amener au clair de la conscience. Réfléchir sur eux, en faire une structure intellectuelle, est une histoire qu'il nous appartient de dire, après l'avoir pensée. Cela est difficile car l'information doit être sûre, la connaissance avertie des réalités, la perspective ouverte. Au coeur de notre univers mental européen vit cette constante: la certitude de l'existence d'une évolution, la confiance en une dynamique de l'esprit humain qui ne fait pas de nous des automates aveugles, mais des artisans conscients, s'ils le veulent, d'un destin. Rien n'est figé ou donné une fois pour toutes: pas d'utopie passéiste et ossifiée; pas de matérialisme béat, de frénésie utilitariste; pas de messianisme forcené, hystérique et paranoïaque, en faveur d'un paradis terrestre. Au-delà de ces frénésies, l'esprit européen assume la temporalité, la domine, lui assure un sens.

POURQUOI DES UNIVERSITES

La pédagogie fait couler beaucoup d'encre et mobilise nombre de penseurs. Néanmoins elle demeure un mystère, car il y va de la naissance d'un esprit. Comment transférer quelque chose d'une vie unique, celle de l'enseignant, vers une autre vie tout aussi spécifique, celle de l'étudiant ? Nous ne sommes ni dans l'univers des liquides ni dans le domaine des solides. La pensée n'est pas liée seulement à celui qui la porte. Elle s'inscrit dans un paysage mental préexistant. L'enseignement de la sagesse est-il assimilable en 10 leçons ? La vérité est-elle une bible que l'on récite ? Y-a-t-il un fin mot de l'histoire ? Une solution à l'énigme de chaque vie ? Nous connaissons le commandement de Delphes : "connais-toi toi-même". Quelle place réserve-t-il au professeur ? A quoi sert-il lorsque chacun doit parvenir à reconnaître ses propres raisons d'être ? Ne serait-ce point un leurre que de penser trouver dans le professeur un substitut à la multiplicité des rapports au monde qui éveillent la personne ? La réponse est évidente : le système d'enseignement ne se suffit pas à lui-même. Il a son importance dans trois domaines, en totale décrépitude.

Le premier élément nocif pour l'éveil des esprits réside dans le cadre de vie universitaire. Le cadre de vie contribue à la pédagogie. L'acquisition de la culture n'est pas l'assimilation, de mémoire, d'une encyclopédie en commençant par la lettre A. La culture est aussi un rêve, auquel contribue l'architecture des bâtiments. On ne peut comparer les cadres de Cambridge et Oxford, Heilberg et Iéna, ou Salamanque, à ceux de France. Ces lieux ont été, et sont encore, hantés par l'esprit dans sa dimension qualitative alors que nos campus relèvent du stakanovisme intellectuel. Envisagerait-on Socrate, les moines

copistes, dans des bâtiments préfabriqués ? Le maire de Lyon a acheté la sanction de Bernard Notin avec une manufacture de tabac pour Lyon III. Envisagerait-on Marsile Ficin (1433 -1499), traducteur de Platon qu'il fit connaître en Italie, dans une manufacture de tabac ? Lieu de l'industrie où la "belle" cigarière Carmen eût pu flétrir sa beauté, isolée à son poste de travail, soumise à la discipline des horaires et de la division des tâches. N'est-ce point l'image actuelle du savoir selon l'ordre bureaucratique ? A la rentabilité d'une fabrication de cigarettes se substituera bientôt la rentabilité intellectuelle mesurée en masse de diplômés produits à moindre frais. L'esprit, sens des ensembles et non addition simpliste de tâches parcellaires, ne brûlera-t-il pas, comme son prédécesseur industriel, pour s'envoler en fumée hors de portée de ceux qui le cherchent ? Débit de tabac puis débit de diplômés : il n'y aura que le filtre à changer...

Le second élément nocif tient aux rapports entre le savoir et les structures institutionnelles : chaires, facultés, méthodes de travail. L'activité intellectuelle se développe dans un cadre soumis à des réglementations administratives, à des contraintes budgétaires, à des traditions sociales. Dès le début du XIII ième siècle, l'autonomie des universités fut reconnue par un statut juridique. Les écoles cherchaient à échapper aux vexations d' autorités trop "proches". Pour se soustraire au pouvoir de l'évêque de Paris, les étudiants du XIIIème siècle s'étaient installés sur la montagne Sainte-Geneviève dépendant de son seul abbé. La pleine autonomie s'inscrit dans le règlement édicté en 1215 par le cardinal légat Robert de Courçon, qui définit le programme des études, les modalités d'examen, les obligations et privilèges des

professeurs. Cette autonomie de l'université vaut à l'égard du pouvoir religieux et du pouvoir politique. Lorsque la police royale empiète sur ses prérogatives, l'université en corps quitte Paris. Elle ne reviendra sur la montagne Sainte-Geneviève qu'après que le pape, en 1231, aura ramené à la raison l'évêque de Paris et le roi Louis IX. Le modèle parisien se généralisa assez vite. Partout où des écoles entrent en conflit avec les autorités temporelles et spirituelles, la structure universitaire consacrée en 1231 sera adoptée. Ainsi naquit ce haut lieu de la culture, uniquement préoccupé des valeurs intellectuelles, à l'abri des humeurs politico-religieuses.

A la Révolution française, les assemblées révolutionnaires suscitent un ensemble rationnel et hiérarchisé d'institutions. Sous l'influence de l'école idéologique, elles remplacent le réseau disparate d'académies et de sociétés savantes créées par l'Ancien Régime. L'école idéologique désigne un groupe de personnes liées par des affinités de pensée et de sentiment⁵. Ils se réunissaient à Auteuil, dans le salon de Mme. Helvétius (morte en 1800) dont le mari avait eu des démêlés avec le parlement en 1759. Ce corps de haute magistrature était soumis à l'influence du clergé et de la cour. Par l'instigation de l'un et de l'autre, le parlement avait fait tout ce qu'il fallait pour ruiner Helvétius, coupable d'avoir rédigé et publié "l'Esprit". A Auteuil, se réunissait nombre des meilleurs cerveaux du temps: Turgot, Franklin, Condorcet, Volney, Darat, Tracy, Ginguéné, Morellet, Cabanis, Laromiguière, Biran, etc... qui expriment leurs points de vue à travers "La décade philosophique", journal dont le rayonnement entre avril 1794 et septembre 1807 dépassera les frontières. La culture diffusée par cette école a son haut lieu:

l'Institut (créé le 25 octobre 1795). L'Institut national accueille l'élite républicaine et innove en créant la classe des sciences morales et politiques dans laquelle se groupent les idéologues. Le projet d'éducation nationale prend corps sous l'action permanente de l'école idéologique. Instruction et éducation, promus au rang de service public, apparaissent comme un bien commun de la République et une possibilité de former le citoyen.

Le système universitaire français dans sa forme moderne dut sa création à Napoléon. L'Empereur considéra que les bases de l'enseignement français reposaient sur "les préceptes de la religion catholique, la fidélité à l'Empereur et à la monarchie impériale, dépositaire du bonheur des peuples, et à la dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par les constitutions"⁶. Par le décret du 17 mars 1808, titre VI, article 46, l'Empereur demandait aux membres assermentés du corps universitaire de s'engager à dénoncer à l'autorité supérieure ceux de leurs collègues qui leur paraîtraient professer des idées subversives. Le travers n'a pas été totalement corrigé depuis lors. En 1822, le philosophe Victor Cousin et ses collègues sont suspendus de cours sur ordre royal. Le chef de l'Etat avait été averti, par des mouchards, des sentiments politiques opposés des professeurs. Couvert d'éloges après la Révolution libérale de 1830, Victor Cousin se transforma en despote, régnant sur la philosophie jusqu'en 1848. Au Collège de France, la science ne sera pas toujours à l'honneur. Michelet, enseignant l'histoire, est suspendu par le gouvernement de Louis-Philippe puis exclu par le Second Empire. Les mêmes avanies s'abattront sur Sainte-Beuve et Renan. Ce sont les

plus célèbres! Combien de professeurs ont été suspendus, révoqués, persécutés au siècle dernier ! Et en celui-ci ?

Sous le titre Histoire française de l'infâmie:1919-1978, Régis Debray décrit, en 1980, le faux clivage "Culture versus barbarie" inventé par les "intellectuels". 1919, 1935, 1978, 1980: vite, il y a urgence. Les affreux, les méchants, les barbares sont à nos portes. Hurlons en cadence, sur l'air des lampions: la bête immonde est parmi nous. Elle est passée par ici et repassera par là. Il est urgent de manifester l'attachement à la cause de l'homme, de la démocratie, de la bonne science, qui ne falsifie jamais rien depuis 1919. Bref: le salut demande l'éradication politique par l'injustice. Après 10 ans de socialisme, l'éradication est ripolinée en droits de l'homme. Innovation majeure, en cette fin de siècle: les abstractions sont à promouvoir, plus seulement à défendre. La ferveur est certes identique, mais elle utilise les nouveaux moyens de la société du spectacle et reprend le vocabulaire des hommes d'affaires: promotion d'un produit, d'une idée, d'un personnage. La structure de cette histoire de l'infâmie est semblable à celle de l'obsession qui éradiqua des millions d'hommes sous Staline. La promotion accompagne la destruction des autres, leur enfermement, leur mise au rancart.

Les structures actuelles de l'université véhiculent les effets de cette histoire de l'infâmie. Les hommes en place ont débuté ou fait carrière dans les structures d'après 1968, moment où commença la phase d'expansion du milieu universitaire. Ils sont parfaitement idéologisés.

Le mystère de l'enseignement repose enfin, en troisième lieu, sur la relation maître-disciple. Chaque vie a une histoire au sein

de laquelle l'enseignement occupe une période particulière, celle où l'individu s'ajuste au monde et aux autres. La pédagogie, à ce moment précis, est plus qu'un moyen: c'est une médiation entre personnes d'âge différent orientées vers la culture, finalité de l'éducation. Mais il n'existe pas de moyen propre à l'éducation

7. On s'éduque dans tous les champs (politique, science, technique, droit) par la pratique d'une activité, par la méditation; mais aussi par la culture physique et la finesse gastronomique. L'idéal s'incarne dans la figure du maître dont la qualité transfigure la relation pédagogique. L'une des plus belles réalisations est très certainement la pratique du séminaire, mise en oeuvre dans les universités allemandes au XIX^{ème} siècle. Elle est à l'origine de l'excellence des penseurs de ce pays. Dans un séminaire on s'exerce à apprendre, grâce à la réunion des maîtres et des disciples dans une bibliothèque bien dotée. Le maître y expose l'épistémologie de sa discipline, les principes de la connaissance. Le travail se poursuit des années, permettant l'élaboration de travaux approfondis dans un dialogue régulier des maîtres et des disciples. Le maître ne crée pas des disciples à partir de rien, tout comme le disciple ne s'élance pas à la recherche d'un maître selon les modalités du domestique recherchant une place. L'un et l'autre n'adviennent qu'en se suscitant mutuellement. L'éducation, en ce qu'elle a de meilleur, se poursuit d'âge en âge, de maîtres en disciples et de disciples en nouveaux maîtres. Cette éducation insère, peu à peu, les nouvelles générations dans un ensemble social préexistant dont ils partageront les activités et les us et coutumes. Il importe que chacun trouve sa place dans la société réelle, qu'il en connaisse les thèmes, structures et aspirations, sous peine de demeurer un

errant dans un univers vide de sens. L'idéal est peut-être ce que décrit Hermann Hesse dans Le jeu des perles de verre, au chapitre des "années d'études" . "L'étudiant a licence de goûter à tous les savoirs, de mélanger les disciplines les plus différentes, de tomber amoureux à la fois de six ou huit sciences ou de s'en tenir dès le début à un choix plus restreint."⁸ Liberté qui s'accorde à cette autre pensée de Nietzsche: "Tes éducateurs ne sauraient être autre chose pour toi que tes libérateurs."⁹

L'étudiant n'est plus un enfant. Il a déjà une culture et la possibilité de juger. Il peut comparer les enseignants et les matières. L'enseignant ordinaire pratique une justice distributive: il communique son savoir à tous, en une pédagogie en série qui n'est pas la finalité suprême. L'idéal s'incarne dans un professeur qui est aussi un maître, et un étudiant qui se perçoit en tant que disciple. Or la fonction enseignante est dissociée en spécialités de plus en plus étroites. Les maîtres cèdent la place aux pédagogues qui trouvent divers moyens de transmettre leurs connaissances. La relation de maître à disciple se raréfie. Les professeurs guignent le pouvoir social. Les étudiants, massifiés, sont abandonnés aux distributeurs de petite monnaie intellectuelle. L'autorité, transformée, laisse place à l'influence et l'éducation dérive vers de simples réactions à des ordres. La fin du siècle pourrait se résumer par le nouveau cri de ralliement: faire croire.

LA FIN DES MAITRES

On ne devient pas un maître par arrêté ministériel. Celui-ci ne nomme que des enseignants. La classification traditionnelle (due à Karl Jaspers) en distingue trois groupes :

-ceux qui enseignent des principes particuliers : honnêtes professeurs s'assurant qu'un stock de connaissances fragmentaires a été assimilé ;

-ceux qui s'imaginent avoir découvert la vérité de la vie : ils l'imposent à ceux qui les écoutent ,

_les plus nobles : les maîtres ; ils se refusent à enseigner une doctrine mais recherchent le dialogue, le rapport à l'autre, dans une tension et attention sans fin.

Les deux premiers groupes tiennent le haut du pavé. Les premiers sont sensibles au conditionnement médiatique dans tout domaine hors de leur compétence technique. Les seconds se groupent facilement en chapelles et montent volontiers en haut des miradors médiatiques. Réunissant des coteries autour de leurs personnes, ils acquièrent un pouvoir social fondé sur l'échange de services et la pratique des acclamations mutuelles. Chaque médiat a les siens. Ainsi *L'Express*¹⁰, au début des années cinquante, réunit journalistes, hauts fonctionnaires, universitaires, chefs d'entreprise, hommes politiques. Objectif : promouvoir l'économie à la sauce américaine, au service de la nouvelle classe moyenne technocratique. Celle qui revendique du pouvoir sous le prétexte de son savoir.

Le champ universitaire est soumis, à rythme croissant, aux instances de consécration externes à l'université ; notamment au journalisme culturel qui mélange les genres et les personnes. De plus, l'extension du poids des sciences sociales, en relation avec le développement des bureaucraties, favorise de nouveaux

producteurs culturels:les managers à la recherche de crédits.Ils sont occupés exclusivement à l'entretien de réseaux utiles: dans les affaires, dans les commandes de travaux intellectuels à usages sociaux.Ce qui compte,dans cet espace sans recul par rapport aux pouvoirs et à la position sociale,c'est l'accès à l'argent,aux missions,aux travaux financés par les ministères,la préfecture,la région,la municipalité....La promotion bureaucratique par le biais de rapports conjuguant la platitude administrative et la justification de l'usage des fonds octroyés déplace la question du maître. Du niveau spirituel nous chutons au niveau social où les intellectuels managers rencontrent les journalistes intellectuels.Le succès bureaucratique ou médiatique assure à ces bataillons la certitude de ne plus douter dans leur solitude.Ce succès délivre les universitaires managers ou médiatiques d'une angoisse devant le questionnement permanent.Mais la popularité est mauvaise conseillère.Elle transforme la personne en personnage jouant les importants.La mouche du coche n'est pas loin.

Beaucoup d'universitaires sont rongés intérieurement par l'obsession du prestige social qui les transforme en potentats.La position acquise par l'intermédiaire des médiats ou de la bureaucratie est convertie en contrôle sur autrui,qui assure la durée de la position acquise.Construire une carrière pousse à renoncer à l'édification d'une oeuvre ou à fermer les yeux aux appels de disciples potentiels.La défense des positions acquises s'exerce contre les nouveaux venus,contestataires potentiels,et contre les collègues de la même discipline,mais pas de la même école.Les conflits de personne sont camouflés en oppositions doctrinales et la distinction entre bonne science et mauvaise science (ou absence de science) a ici toute son utilité.Le maître

Georges Gusdorf rappelle qu'au temps de la scolastique médiévale, "les maîtres antagonistes s'anathématisaient mutuellement sous prétexte d'orthodoxie théologique"¹¹. Les succès éphémères (à la suite de falsifications d'expériences) dans la Russie stalinienne, de la biologie fantaisiste de Lyssenko se comprennent par la logique de l'idéologie. Lyssenko, antigénétiste, croyait en la toute puissance de l'adaptation et du milieu, car la révolution sociale devait bâtir l'homme nouveau. Non la révolution génétique. Il traitait les autres savants de bourgeois et de racistes. L'académicien Joukovski, président de la commission d'experts biologistes, se plaignit des relations anormales entre les partisans de la théorie chromosomique de l'hérédité et les adversaires de cette théorie (l'école de Lyssenko). Les premiers craignaient les seconds pour leur agressivité dans la polémique. Que lui répondit Lyssenko ? : "Pour ce qui est des thèses soutenues et approuvées par les morganistes (partisans de l'hérédité, qualifiés de bourgeois et de racistes) que protège Joukovski, elles (les thèses) n'étaient point rares, en tout cas plus fréquentes qu'il ne l'aurait fallu dans l'intérêt de *la vraie science*"¹².

Des errements semblables traversent la science économique. Serge-Christophe Kolm, l'un des rares économistes français d'envergure internationale, s'est moqué, avec talent, de l'opposition simpliste entre une science économique de droite et une science économique de gauche. Il insiste longuement sur l'ignorance de ceux qui lient l'analyse économique à une position politique de droite ou de gauche. "C'est montrer que l'on ignore son contenu, ses possibilités, sa nature et son intention."¹³ Le cas du prix Nobel W. Leontief est exemplaire. La théorie de l'équilibre

général des marchés, formulée par Léon Walras (1834-1910), socialiste, fut utilisée par certains libéraux. Un jeune disciple slave, Ladislas von Bortkiewicz, l'enseigna à Tougan-Baranovsky et à Léontief, après que ce dernier eut fui la Russie, sa patrie originelle. Or Leontief avait travaillé sur la planification soviétique. Par une influence réciproque des deux courants, Walras et la planification, il développa des tableaux entrées-sorties. Il les enseigna aux Etats-Unis à des économistes d'envergure internationale, tels Solow et Samuelson, de tendance libérale. Léontief, prix Nobel, se classe dans la catégorie des "gauchistes", les radicaux américains. Quel bel exemple de l'inanité des classifications en science de gauche et science de droite. N'en serait-il pas de même en histoire?

A l'encontre des multiples esprits curieux qui s'interrogent sur la présentation "hollywoodienne" de la seconde guerre mondiale et questionnent la qualité de traductions plus ou moins erronées ou l'absence étonnante d'une documentation précise sur les méthodes criminelles évoquées, tous les moyens de disqualification sont utilisés: appel à la "vraie science", aux plus hautes instances de l'Etat, à la campagne médiatique, à l'agression physique, à l'émotion... Le recours au bras séculier du pouvoir, à la diffamation médiatique, à la violence, est pourtant un calcul à courte vue. La tyrannie dans l'ordre du savoir ne prévaut qu'un moment et le jugement de l'histoire est rarement favorable aux usurpateurs. Le déplacement d'une quête intellectuelle vers la lutte pour la primauté sociale sélectionne, à court terme, le plus rusé, le mieux organisé, le plus tenace, le plus intolérant. L'intérêt bien compris des personnes se substitue à l'intérêt pour la

connaissance. La conservation des positions acquises justifie le pilonnage de toute nouveauté. Mais les meilleurs maîtres savent "qu'il ne peut donc y avoir que des jugements avant-derniers, établis d'une manière tâtonnante et précaire"¹⁴.

Le champ universitaire, dans ses récentes correspondances avec l'univers médiatique et les managers intellectuels, accroît la puissance, jusqu'à la rendre redoutable, de personnages dont l'activité consiste principalement à mobiliser des moyens en vue d'étouffer ceux qui pourraient leur porter ombrage. Le nettoyage par le vide, sous prétexte de mauvaise science ou d'absence totale de mérite, emprunte les méthodes de la mafia: suppression des curieux, des questionneurs, des interrogateurs, par le silence ou la persécution. Haro sur les petits lutins inaptes à découvrir, dans le nouvel obscurantisme de la société du spectacle, les charmes d'un avenir radieux. Les maîtres sont inutiles quand la démission générale des citoyens, les progrès de la vénalité et de la lâcheté, fondent la nouvelle autorité.

L'Université Lyon III aura eu la charge d'ouvrir la boîte de Pandore, celle qui contient l'inquisition: sanction pour délit d'opinion dans l'université. Il y a 30 ans, dans des circonstances politiques troublées, la tentative n'avait point réussi. Au cours de l'été 1960 deux intellectuels, Blanchot et Mascolo, avaient rédigé un long et philosophique développement sur l'objection de conscience. Ils le proposèrent au paraphe d'autres intellectuels, dans le but d'inciter les soldats à la désertion en Algérie. Michel Debré entra en colère et envoya les universitaires signataires devant les commissions de discipline qui ne donnèrent pas suite. A l'époque, Marc Barbut, Georges Condominas, Hubert Damisch, Jean-Pierre Vernant, Jean-Jacques Mayoux n'ont subi aucun

dommage. L'époque, dite intolérante, était très compréhensive. La nôtre, dite libre, est intolérante. Une génération s'est écoulée...

TRANSFORMATIONS DE L'AUTORITE: LES COMMUNAUTES EMOTIONNELLES

Quelque difficile à définir qu'en soit la notion, on s'accorde sur la nécessité de rassembler différentes qualités pour faire une autorité: assurance, jugement supérieur, talent d'imposer la discipline, pouvoir d'inspirer la crainte. Au sens large, l'autorité désigne la disposition d'un gestionnaire apte à diriger ses subordonnés sans que ceux-ci ne le contraignent. Dans un sens restreint, l'autorité renvoie à la compétence. Un universitaire possède ce qu'il est: talents et services, dont les autres ont besoin. L'autorité du maître fut longtemps la seule référence. Celui-ci enseigne la recherche des preuves. Il respecte les conventions régissant son milieu: non obligation d'adhérer à une thèse. Il rêve de culture et assume sa solitude, celle de l'homme seul juge de son effort intellectuel. Mais le maître est marginalisé au profit d'enseignants qui, dans le meilleur des cas, recherchent l'autonomie. En cela, ils entrent en phase avec l'obsession de nos contemporains.

Une personne autonome est "plus influençante qu'influencée".¹⁵ L'autonomie est une forme particulière d'autorité: une autorité sans affection¹⁶, dérivée de l'individualisme. Valeur moderne, l'individualisme affirme que l'individu est un être moral autonome. La liberté individuelle serait le résultat de cette autonomie. Alexis de Tocqueville a été le premier à étudier l'autonomie au sens de liberté. En de nombreux

passages, il traite de l'individualisme comme moyen d'atteindre la liberté. Tocqueville présente l'individualisme sous les traits d'un ensemble d'attitudes manifestant le souci d'être oublié. Les individualistes, d'après lui, sont ceux qui veulent qu'on les laisse seuls avec eux-mêmes. Ils peuvent ainsi se créer une petite société à leur usage. Cette indifférence, ce retrait, élimine les influences émotionnelles dues aux autres, et rend les individus autonomes, donc libres.

Le monde de la "recherche" et de l'enseignement montre en partie l'image de personnalités autonomes travaillant comme elles le veulent. De nombreux universitaires souhaitent développer leur talent (quel qu'il soit) et négligent involontairement les autres: collègues, bureaucrates, hommes de médiats, politiciens. Ceux-ci en retirent l'impression d'être sans importance. L'enseignant exerce son talent dans le calme et ne prend pas au sérieux les fantasmes politico-médiatiques. Dans le spectacle Notin, le monde médiatique a été confronté à cette situation, qu'il ne comprit pas. Il s'étonna de "l'indifférence" des universitaires face aux articles de journaux ,aux commentaires avilissants. Le groupuscule de l'UEJF était soumis aussi aux conséquences de cette caractéristique générale du milieu universitaire: le dédain des vociférateurs; le refus de prendre au sérieux les béjaunes qui voudraient passer pour plus qu'ils ne sont. La question à laquelle voulurent répondre les médiats et le groupuscule UEJF se pose en termes simples: comment sortir de la banalité ? Comment attirer l'attention ? L'objectif est à deux niveaux: neutraliser le comportement "autonome" de nombre d'universitaires; utiliser les effets sociologiques de l'autonomie pour obliger les libres penseurs à raser les murs. Deux manières

complémentaires de contourner l'obstacle des universitaires indifférents.

La neutralisation de l'attitude "autonome" des universitaires passe par la construction d'une personnalité collective qui leur puisse être opposée. Les représentants (ou ceux qui s'affirment tels) de cette personnalité collective pourraient donner des ordres et obtenir de simples réactions sans que la réflexion eût à intervenir. Or des communautés définissant un "nous" sont susceptibles de se créer au moyen d'outils sollicitant l'imaginaire. L'exemple classique est celui de la menace subie par un groupe dont les membres, en se rapprochant pour l'affronter, cherchent les images unificatrices de leurs actions. Mais dans l'université puis, au-delà, dans l'ensemble de la société, le rapport entre l'action commune des personnes et l'identité collective a disparu. Seul l'imaginaire produit encore l'idée qu'il existe, à un moment donné, une communauté, un "nous" sur lequel appuyer une action. Par le recours au fantasme, des intérêts particuliers hétérogènes sont structurés en un groupe homogène. Toutefois, la création artificielle d'un "nous" ne réussit plus que dans la chasse à l'hérétique, lorsque l'objectif est de purifier, par rejet et châtement, ceux qui ne sont pas comme certains autres. La création de communautés émotionnelles a vocation à exclure. Cela est d'autant plus facile à réaliser que la société affirme ne vouloir exclure personne. Elle proclame une tolérance abstraite tout en détruisant, en profondeur, les libertés concrètes de citoyens convaincus d'une impossibilité de toute exclusion dans la société des droits de l'homme comme réalité.

Une communauté émotionnelle artificielle s'est formée durant quelques mois, entre février 1990 et juillet 1990. Elle fut utilisée pour pousser les passions à leur paroxysme. Début février, ma personne est agressée par *Le Monde*. Les médias embrayent sur Lyon III, le fascisme, le révisionnisme; le maire de Lyon agrippe la perche tendue et, en appréciant la solidité médiatique, monte à l'assaut. Le saut est splendide: un coup de falsificateur équivaut à un coup d'accélérateur. Le groupuscule UEJF copie les gardes rouges. Des futés associent Carpentras à mon nom, et un dessin faisandé, dans *Le Figaro*, montre Notin et Hitler côte à côte. La science déserte mon cerveau pour se réincarner chez les cracheurs de feu médiatique, pseudo-autorités du spectacle, savantes en justifications mensongères. L'université indépendante va cirer les bottes qui l'écrasent. On affirme que la démocratie est en danger, la vérité engloutie au fond de son puits. Le tout aboutit en juillet 1990 à une commission de discipline. En vérité, il s'est formé en quelques mois, artificiellement, une personnalité collective dont la première étape fut la recherche d'un adversaire. Pour faire croire à une unité, il faut impérativement un ennemi commun. Mon texte et ma personne, confondus, ne suffisaient pas. L'université Lyon III ? Peut-être. A voir! L'hebdomadaire *Politis* titra début avril sur "les réseaux Le Pen à l'université". Lyon III en tête, bien évidemment. *L'Événement du Jeudi* renvoya la balle le 16 mai: "à Lyon, une université est devenue un bastion d'extrême droite". Etc... La bulle d'hystérie gonfle et crée finalement une communauté émotionnelle contre le menu F.R.A.X. La paranoïa de ces quelques mois n'eût pas été possible dans les années soixante-

dix. L'obsession Anti-F.R.A.X. est récente. On peut proposer, à titre symbolique, la date de 1977.

Depuis 1977, un langage "communautaire" a commencé à se constituer dans l'oligarchie au pouvoir. La date correspond au début de la campagne américaine sur les droits de l'homme. Cette campagne, d'envergure mondiale, a commencé sous l'égide de l'Institute for International Human Rights¹⁷. Convertie aux prébendes du capitalisme sans porter le fardeau du patriotisme de civilisation, la classe dirigeante, après 1981, passe du "col mao au rotary" et reprend le thème "américomanaïque" des droits de l'homme. Dans le même temps, selon Jean-Paul Aron, nombre de juifs de France, après la guerre des six jours, se convertissent aux délices du chauvinisme israélien et deviennent ainsi "juifs, français et israéliens"¹⁸. Psalmodiant que la légitimité de l'Etat israélien repose sur le martyre, l'adhésion d'une partie de la diaspora aux intérêts israéliens dynamise, par le mouvement même, deux discours complémentaires: l'un sur la spécificité de leurs misères passées, qui gomment toutes les autres; l'autre est biblique, traditionnel mais "laïcisé". Le monothéisme est à privilégier, qui nie l'enchantement du monde. Le monde est vide, limité à deux dimensions: l'homme juif et Dieu. Soit, en termes laïcs: l'individu et l'Humanité. Les deux tendances monothéistes s'épaulent mutuellement sur le thème des droits de l'homme abstrait et de la loi abstraite. Ainsi se fonde un langage "communautaire", base des campagnes hystériques menées avec les moyens de la société du spectacle. Dès lors, les ennemis sont partout où l'on analyse, décortique, explique, argumente, à propos de cette nouvelle propagande des droits de l'homme; encore là où des esprits curieux, incisifs, opiniâtres tentent de distinguer entre

les malheurs réels de la guerre et les malheurs imaginaires. Au niveau idéologique, ce nouveau langage a pour but de camoufler les ravages, à travers le monde, de l'impérialisme anglo-saxon, principal sectateur des droits de l'homme. En désignant comme "ennemi" fantasmagorique les honnêtes hommes qui entretiennent le goût de la pensée spéculative désintéressée, celle qui permet de se consacrer à la culture, à l'amitié, à la République, l'idéologie des droits de l'homme "médiatisée" se place en apesanteur, devient atemporelle et fonctionne comme une croyance. Les réalités foisonnantes, le bruit et la fureur sont totalement méconnus. La société française est poussée hors de l'histoire au nom d'abstractions qui combattent l'oeuvre présente des hommes. Demain, tout sera Anti-F.R.A.X. En attendant l'amour futur, la haine est au présent. Tant que l'idéologie Anti-F.R.A.X. n'est pas intégralement réalisée, c'est qu'il y a des "affreux", des traîtres: racistes, révisionnistes, etc... Mais la chute des abstractions dans le monde réel a toujours des effets dévastateurs. Entre la société française actuelle et la société idéale Anti-F.R.A.X., se place la période de transition de l'une à l'autre. Cette période ne saurait être autre chose que la phase de dictature des appareils idéologiques.

MRAP, CRIF, etc...affirment: "l'anti-F.R.A.X., c'est nous". Les événements sociaux n'épousant pas le discours idéologique, la réalité sociale et la diversité des opinions et analyses sont traînées devant les tribunaux.

La désignation d'un ennemi imaginaire autorise la création d'un "nous" émotionnel. En même temps, et en contrebande, un autre langage est proposé: celui sur le for intérieur de la personne qui parle au nom de l'idéologie Anti-F.R.A.X.. La contrebande porte sur

les qualités de cette personne : sa bonté et sa générosité, ses vertus démocratiques et son ouverture très tolérante. Ainsi, le motif de la campagne est évacué. Il s'agit d'écrire et de marteler que le journaliste, le politicien, l'étudiant..., est une personne intègre, dotée a priori d'une immense valeur. La promotion de l'idéologie anti-F.R.A.X. se transforme en affirmation de la qualité des promoteurs. La négation des autres se transforme en affirmation de la qualité de ceux qui nient. Par des mots simples mais martelés: droits de l'homme, démocratie, égalité, science, etc..., le bavard indique son appartenance, fait savoir qui est un copain, qui fait le bon combat. De là naît un sentiment de "groupe". La communauté émotionnelle rassemble, quelques temps, ceux qui utilisent les mêmes mots. Elle généralise le soupçon. Avec la bienveillance des médiats, toute personne insensible à l'idéologie anti-F.R.A.X. est sous le regard d'autrui; un autrui émotionnel, "nous" totalement fantasmagorique mais chargé d'imposer l'irréel abstrait des droits de l'homme. Aucun maître de l'université n'est plus juge de lui-même. L'immolation des qualités (et défauts) présents des universitaires au profit du futur radieux est un signe de trucage. Les transformations socio-économiques du monde que les pseudo autorités médiatiques ne comprennent pas sont commentées à l'aide de drogues intellectuelles: le discours Anti-F.R.A.X. Elles ne sont pas les seules. Le personnel politique se drogue intensément. Aucun mouvement social d'importance ne lui obéit. Les citoyens semblent considérer que le moment est venu de vaquer à leurs occupations. Ils ne se déplacent plus pour voter. M. Noir, à Lyon, fut élu par un quarteron d'électeurs. Il lui reste le discours émotionnel et le chantage, qui ne parviennent même plus à camoufler les turpitudes des pratiques politiques

locales. Applaudissons cette avancée des forces vives de la démocratie.

La préoccupation d'"autonomie" crée des difficultés que la société du spectacle met à profit et dont pâtit l'université:

-Difficultés psychologiques: l'individu isolé est inquiet, insatisfait. Il pense en permanence à ce qu'il n'a pas et dont il a envie. Le monde qui l'environne malgré lui est une source permanente de tentations et de stimulations.

-Difficultés sociologiques : pour se libérer des contraintes, les individus obsédés par l'autonomie cultivent davantage la personnalité. Ils cherchent à être plus ouverts, plus authentiques et refusent l'idée de fixer des limites au moi. Mais "refuser n'est point supprimer"¹⁹.

-Difficultés politiques: tenir le pouvoir à distance sous prétexte qu'il dérange, conduit en pratique à abandonner à l'Etat de plus en plus de nos droits légaux. Le pouvoir de l'Etat enfle, envahit tous les secteurs de la vie. Il décrète aujourd'hui la légalité des enseignements d'histoire.

L'autonomie crée une société "intimiste" qui n'a plus d'intérêts de groupe; d'intérêts indépendants de ce que les personnes ressentent, émotionnellement, dans l'instant. Les journalistes appelant à l'émotion, les universitaires pétitionnant pour affirmer leurs convictions démocratiques et humanitaires croient (ou font semblant de croire?) qu'en révélant publiquement leurs sentiments, ils créeront des liens émotionnels avec les autres; ou que ces liens d'un instant sont la société. Dans ce contexte, le moi sentimental est essentiel. Ce que fait une personne n'a plus d'importance. Ne comptent que les sentiments ressentis en rédigeant l'article de journal ou en signant la pétition. Les

articles de presse du spectacle Notin puis l'audition devant la commission de discipline ont révélé cette caractéristique contemporaine. Il y fut observé la disparition de la civilité (dont la racine est la même que "cité"). La civilité consistait à traiter les gens comme porteurs de masques expressifs qui ne révélaient aucun psychisme profond. Elle analysait la société en tant que théâtre peuplé d'acteurs. Elle permettait l'entretien de liens sociaux distanciés, car un code impersonnel réglait les rapports entre inconnus, entre acteurs jouant de multiples rôles. Du temps qu'il existait des maîtres à l'université, la recherche d'un "nous" émotionnel constitué à partir d'un langage cherchant à transmettre ses convictions (scientifiques, humanitaires, etc...) n'avait aucun sens. Les maîtres n'enseignaient pas l'étalage médiatisé de sentiments par ailleurs impossibles à vérifier. Le trafic d'influence n'aurait pas eu leur assentiment. Enfin, ils ne se seraient point crus rehaussés en m'abaissant.

La gémflexion de l'université devant les ordres donnés par de médiocres extérieurs repose sur une tendance générale: la disparition des maîtres. A leur place, nous rencontrons les pseudo-autorités de la société du spectacle, dont la force tient à l'organisation. Car les seules forces actuellement organisées sont celles qui veulent le spectacle. Une masse croissante de personnes sont payées pour dégeler les préférences et les conceptions du monde peu sensibles aux charmes de l'idéologie Anti-F.R.A.X.. L'attaque de l'université se déroule suivant la stratégie d'imposition de toute idéologie: de Lénine à Mao. Les campagnes émotionnelles évacuent toute préoccupation intellectuelle au profit d'un partage obligatoire entre ceux qui acceptent les

slogans(les bons) et ceux qui les refusent,immédiatement dénoncés par les flics de la pensée.L'efficacité des appels à la délation croît en proportion du nombre d'enseignants qui ont renoncé à la libre pensée pour rechercher un intérêt personnel.En reprenant les slogans,nombreux sont les enseignants qui pensent:"j'intéresserai à mon tour".Sortir de l'anonymat en rampant! Ainsi se diffusent les épidémies idéologiques, comme la grippe profite des grandes foules dans les magasins.Lorsque les hommes n'ont plus la volonté de servir l'institution sociale en lui permettant de remplir sa fonction,l'institution ne peut durer longtemps.Une voûte tient par des pierres coincées,dont chacune est indispensable.L'université est une voûte.Enlevons une pierre,renonçons à notre travail pour adhérer aux fantasmes Anti-F.R.A.X.,et l'ensemble s'effondre.

- 1 Jean HAUDRY : La religion cosmique des indo-européens. Archè-
Belles Lettres. 1987.
- 2 La somme sur le sujet est actuellement l'ouvrage de Françoise Le
Roux et Christian J. Guyonvarc'h: les Druides. Ouest-France. 1986.
- 3 Georges DUMEZIL: La tradition druidique et l'écriture: le vivant
et le mort. Cahiers pour un temps. Centre Pompidou/Pandora. 1981.
- 4 Ce thème est étudié par Georges DUMEZIL dans: Servius et la
fortune. Gallimard. 1943.
- 5 Georges GUSDORF: la conscience révolutionnaire: les
idéologues. Payot, 1978, pp. 305-330.
- 6 Georges GUSDORF: origine de l'herméneutique: le savoir romantique
et les universités. pp. 169-186.
- 7 Thème abordé par Julien FREUND: Philosophie et
sociologie. Cabay. 1984. pp. 92-96.
- 8 Hermann HESSE: Le jeu des perles de verre. Calmann-
Lévy. 1955. p. 116.
- 9 F. NIETZSCHE : Schopenhauer éducateur. Considérations inactuelles.
- 10 Régis DEBRAY : Le Scibe. Op. Cit. pp. 318-320.
- 11 Georges GUSDORF : Pourquoi des professeurs. Op. Cit. p. 131.
- 12 Denis BUICAN : L'éternel retour de Lyssenko. Copernic. 1978. p. 74
- 13 S.C. KOLM : Philosophie de l'économie. Le seuil. 1986.

- 14 Georges GUSDORF : Op. Cit. p. 134.
- 15 Richard SENNETT: Op. Cit. p. 127.
- 16 Richard SENNETT : Autorité. Fayard. 1981. Chapitre
3: L'autonomie, une autorité sans affection. pp. 125-179.
- 17 Yves EUDES: la conquête des esprits. L'appareil d'exportation
culturelle américain. Maspéro. Cahiers libres. 1982. p. 158.
- 18 Jean-Paul ARON: les modernes. Op. Cit. Juin 1967. La guerre des six
jours. pp. 277-286.
- 19 R. SENNETT: Les tyrannies de l'intimité. Op. Cit. p. 199

CONCLUSION

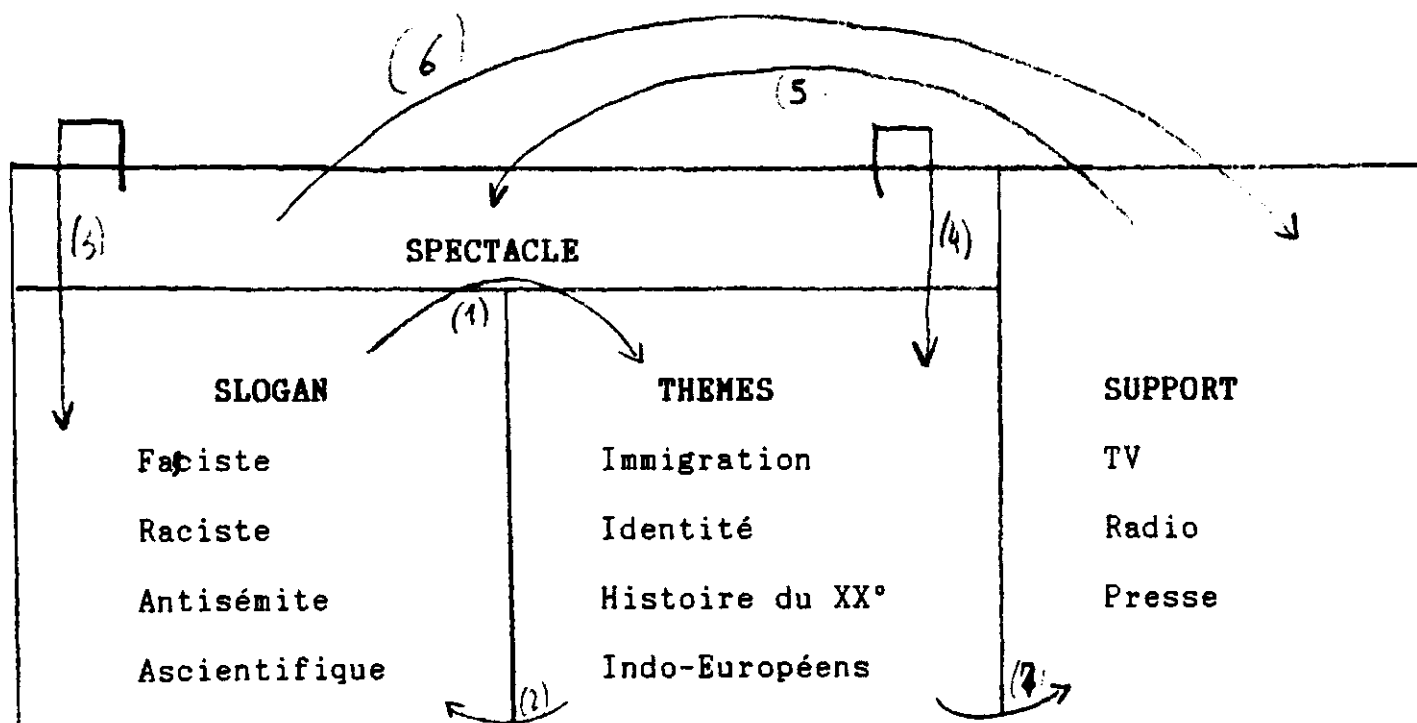
Tout pouvoir songe nécessairement à empêcher la publication des choses qui ne conviennent pas à son exercice. Il s'y emploie de son mieux. L'esprit politique finit toujours par être contraint de falsifier. Il introduit dans la circulation, dans le commerce, de la fausse monnaie intellectuelle; il introduit des notions historiques falsifiées; il construit des raisonnements spécieux; en somme, il se permet tout ce qu'il faut pour conserver son autorité, qu'on appelle, je ne sais pourquoi, morale.

Paul Valéry : La liberté de l'esprit. Regards sur le monde actuel. Gallimard 1945.

Tous les jours s'accroît la liste des choses dont on ne peut plus parler ni se moquer. Un vrai démocrate, en cette fin de siècle, n'examine plus ce qu'on lui ordonne de croire. Comme une pilule amère, si on mâchait les propos médiatiques ou les slogans des appareils idéologiques, jamais nous ne pourrions les avaler. Tout doit être dégluti en bloc.

Les campagnes médiatiques réactivent la perception diabolique du monde. Julien Freund, un maître en politologie, pense que nous vivons la fin de l'idéal incarné par la Renaissance. La réapparition, modernisée, des sorcières et des miracles, renvoie à l'imaginaire théologique du Moyen Age. La version actuelle de la démonologie s'incarne dans le racisme, l'antisémitisme, etc... qui deviennent un principe d'explication pour toute sorte de phénomènes sociaux. Tout ce qui est insolite, extraordinaire ou inconnu des programmes de gestion bureaucratique est interprété par référence aux relents racistes, antisémites... Par différents

moys, la société du spectacle grossit les nuages d'où doit partir la foudre destinée à écraser le citoyen non orthodoxe. Le support d'un spectacle, les slogans et les thèmes, interagissent pour éliminer toute pensée exigeante. Un système d'interférences à quatre éléments mène la danse.



Flèche 1 : Le slogan discrédite le thème. L'indignation organisée contre le racisme interdit aux seuls Européens de préserver leurs propres ethnies.

Flèche 2 : Le thème est traité par des slogans précis. Le monde indo-européen est abordé sous l'angle du racisme. Dès lors, les préférences culturelles indo-européennes sont pourchassées et entrent dans le champ d'action des organes terroristes. Les procès pleuvent.

Flèche 3 : Le spectacle choisit les slogans. Ils doivent être aisément consommables. Aucun problème complexe n'est traité. Le slogan "antisémite" protège l'histoire de la seconde guerre mondiale de toute analyse critique indépendante.

Flèche 4 : Le spectacle sélectionne les thèmes. Utiliser les droits de l'homme comme slogan accentue la déculturation et favorise la vassalisation de la France.

Flèche 5 : Le support facilite le spectacle. Entreprendre une campagne contre ma personne dans le quotidien *Le Monde* est susceptible de faire sérieux.

Flèche 6 : Le spectacle valorise le support. Le réalisme des images facilite l'appel à l'émotion.

Flèche 7 : Les thèmes réagissent sur le support. Un journal est mieux doté en soutiens publicitaires lorsqu'il proclame les vertus de la multiracialité.

Les interdépendances schématisées forment un système qui matraque l'idéologie Anti-F.R.A.X. Refuser ce système d'interprétation supposerait l'acceptation d'autres réflexions. Elles existent, mais quand seront-elles comprises? L'ère post-moderne balbutie: l'abcès de fixation ne crève pas. L'idéologie anti-F.R.A.X. disparaîtra au prochain siècle et une évolution de l'entendement autorisera une analyse différente des phénomènes sociaux. Mais il est difficile, actuellement, de distinguer la mauvaise foi de la bonne. Certains avaient cru, de bonne foi, que l'époque des miracles était à jamais révolue. Erreur grossière. Si Pierre l'Hermite ne fait plus de reliques avec le poil de son mulet, la remarque de l'historien Seignobos conserve sa pertinence: si la vérité d'un fait devait être consacrée par le nombre des témoignages convergents qui l'attestent, l'existence du diable, au Moyen Age, serait mieux fondée que celle de n'importe quel personnage historique. Trois prises de vue, et la Roumanie n'est qu'un amas de cadavres. Quelques bavardages de journalistes, et Lyon III se peuple de fachos. Le surréel de l'image et du commentaire par benêt interposé priment toute réflexion: le désordre des analyses, seule réalité pertinente, affole les médiocres inaptés à concevoir la pluralité des significations. Le commentaire immédiat confine au sublime. Il remplit miraculeusement le vide de la pensée mais décourage la recherche

d'explications. Refuser le commentaire passe alors pour impiété que l'on doit sanctionner par le silence ou un redoublement d'agressivité vis-à-vis de l'objecteur de conscience. A l'image du miracle, les médiats évoquent un merveilleux quotidien, grand ou petit, réel ou supposé. Exploitant la crédulité du public, c'est à une falsification généralisée de toute pensée que conduit cet infantilisme intellectuel. La croyance est sollicitée; la foi en ce que l'on voit, dit, commente, remplace la suspicion légitime de tout esprit critique. A l'université, il ne s'agit plus de bien faire son métier, mais d'être "dans la ligne". L'appréciation des maîtres laisse la place au critère médiatique de type religieux: faire partie des "purs".

Il existe pourtant un merveilleux authentique, celui que laisse entrevoir la post-modernité.

BOUFFEE D'AIR : VERS LA POST-MODERNITE

A l'écoute des penseurs qui ne se pavanent pas toujours dans le champ médiatique, nous entendons de nouveaux discours scientifiques, en physique et en biologie. Peu à peu, leurs modes de raisonnement inspirent les sciences humaines. En physique, on ne connaît plus de totalité homogène: incomplétude, incertitude, caractérisent un monde où le réel ne se montre que voilé. Le réel des physiciens n'est pas agencé selon un modèle unique, mais selon des modèles différents. Pluralité de modèles, de paradigmes, repoussent chez les penseurs exigeants l'obsession des solutions universalistes. La philosophie intègre ces enseignements. Les oeuvres du Français Lyotard, du défunt Bataille (mort en 1962), de l'Italien Vattimo,

poussent hors du carcan imposé par l'obsession du progrès et de l'universel. Il apparaîtra plus clairement, d'ici quelques années, que les universalismes camouflent des intérêts particuliers; qu'être démocrate c'est respecter le pluriel. A la pensée de la différence chère à Lyotard répondent l'affadissement du nouveau et la dissolution de la notion même de vérité. Vattino écrit par exemple: "Dieu meurt, tué par la religiosité et la volonté de vérité cultivée depuis toujours par ses fidèles, qui doivent aujourd'hui le reconnaître comme une erreur dont on peut désormais se passer."¹ Un matin éclora, après la ténébreuse nuit dans laquelle nous vivons depuis 1945. La jouissance esthétique des mythes européens pluriséculaires tournés désormais vers les multiples savoirs contemporains peut reléguer tout système dogmatique et offrir à l'interprétation la place tenue jusqu'alors par la vérité révélée.

QUANT A MOI

Les campagnes médiatiques manipulent l'émotion, déclarée prouvée dès que quelques folliculaires en endossent l'oripeau. Il en résulte des stéréotypes de conduites pour une masse de gens qui croient se reconnaître dans les mots à tiroirs suintant simultanément par toutes les pores des acteurs du spectacle. Plongé dans un univers de crétinisation de masse, faire comme si on ressentait cette émotion prend le pas sur le contenu des idées, des actes, des opinions. Le capitalisme transnational, imbriqué à l'Etat, planifie le spectacle pour arrêter le temps, geler le monde dans un moralisme biblique. L'histoire suivra cette voie, quelques temps encore, avant que les linéaments de la postmodernité ne viennent nous libérer de cette gémissement régulière devant la

novlangue du meilleur des mondes. Idéologisés comme jamais auparavant, est-il possible de conserver quelque indépendance? ou, selon les termes de l'écrivain Russe A. Zinoviev: "Comment vivre dans le marécage de notre société de telle sorte qu'elle recule à l'arrière-plan de notre conscience et qu'au premier plan apparaisse notre monde intérieur avec ses propres critères de valeurs qui trouveraient leur concrétisation dans nos actes." Trois enseignements, issus des mythes européens, donnent la ligne à suivre, à laquelle j'essaie de me tenir.

-Les stoïciens enseignaient que le propre de l'homme réside dans la fidélité à l'idée qu'il a de lui-même. L'homme demeure le seul lieu de sa propre évaluation. Préserver sa dignité est un devoir, qui suppose de ne point s'abaisser, de ne pas faire de lèche. Quoi qu'il puisse en coûter. Les carriéristes, les calomniateurs et autres intrigants ne sont pas fréquentables. Donner sa parole impose de la tenir. Dans un film admirable, racontant une histoire vraie, Antartica, une expédition japonaise doit abandonner les chiens de traîneau en Antarctique. Le responsable quitte l'université et rend visite à la famille qui éleva l'un des chiens placé sous sa responsabilité. La scène est grandiose: la parole vaut pour tout engagement, même devant une enfant, à propos d'un chien.

-Tout est éthique dans le monde: l'éthique désigne la manière dont on exécute chaque activité². Cela présuppose l'idée du devoir, appliqué à son activité intellectuelle d'enseignant. Il faut s'efforcer d'être un travailleur consciencieux, de se hisser au plus haut niveau que l'on puisse atteindre dans la culture de son temps. On y acquiert le sentiment d'avoir raison face à l'idéologie officielle. L'éthique présuppose de même la recherche

de vertu, qui provient d'une pratique: on devient juste en s'exerçant à l'être, et tempérant par la résistance à l'aspiration aux plaisirs. La jouissance ne s'extrait pas d'une possession de biens, d'une course vers le bien-être matériel. Le bonheur émerge d'une modération matérielle qui oriente l'esprit vers d'autres horizons.

-Le divin en l'homme est une conquête: l'obsession narcissique d'une pénétration dans l'âme des autres pour y trouver une émotion intense mais passagère est un leurre. Les gens sont différents et jugent selon leurs intérêts, sans oublier la pratique du mensonge et de la calomnie volontaires. Il faut brider le petit démon de la médiocrité qui sommeille en nous, ne pas céder aux opinions de masse ni aux goûts et modes de masse.

Le nombre de lèche-bottes en circulation dans le monde universitaire s'est accru depuis la vague d'extension du parc étudiant et enseignant. Le recyclage d'universitaires dans la fonction d'inquisiteur se camoufle sous le voile de la vraie science terrassant la fausse. Or, J'ai proposé mon texte à la lecture critique de quelques grands universitaires. Et ils m'ont rassuré. Il faut donc laisser hurler les hauts-parleurs médiatiques et travailler tranquillement.

Nous sommes tous responsables des épidémies idéologiques: les inquisiteurs, hommes de conviction, ne cessent jamais d'eux-mêmes leurs méfaits. C'est par un effort de lucidité que l'on traverse le marécage d'une période idéologique: pas de bassesse, mais le souvenir des nombreux maîtres malmenés au cours de siècles charlatans.

En cette fin d'année universitaire 1991, l'appréciation de la liberté de pensée est entre les mains du Conseil d'Etat. Il est à

souhaiter, pour tous, que l'on se préoccupe plutôt de modifier le fonctionnement des médiats. Le grand Céline résumait la prise de pouvoir de Lénine par la formule: "pas d'or, pas de révolution". En cette fin de siècle, la prise de pouvoir par le capitalisme de la séduction se résumerait plutôt: "pas d'or, pas de look". Et si les restes de la société française forment un univers obèse, ainsi que l'exprime Baudrillard, ces miasmes accouchent pour l'instant, à pas de "look", d'une tyrannie obscène: l'impensée sur fond de caviar, le travail honnête à fond de cale. Ma petite lanterne, seule, me guide et cela suffit car: *je ne suis qu'un viveur lunaire*

qui fait des ronds dans les bassins....

¹ Gianni VATTINO : La fin de la modernité. Le seuil, 1987. p. 172.

² Cf: Julien FREUND: Philosophie et sociologie. Op. Cit. p. 74 - 81.

PRINCIPALES ETAPES DU SPECTACLE

1990

- 10 Janvier : Distribution de "La France Vassale", numéro spécial de la revue Economies et Sociétés.
- 24 Janvier : G. de Bernis, directeur de la revue, envoie un rapport au Secrétaire Général Adjoint de la Présidence de la République, à la demande de ce dernier.
- 26 Janvier : Communiqué de l'ISMEA, organisme responsable de la revue Economies et Sociétés, qualifiant le texte de Notin de "raciste, révisionniste, ascientifique"
- 28 Janvier : article de Plénel dans Le Monde. Début de l'affaire dans les médias.
- 30 Janvier : Reprise d'une partie de l'article de Plénel par le Monde Rhône-Alpes
- 6 Février : Premier Communiqué du bureau de l'Université Lyon III
- 19 Février : Deuxième article de Plénel dans le Monde insérant un paragraphe du à Mme. REBERIOUX
- 19 Février : Le conseil municipal de Lyon ne désigne pas de représentant au conseil d'administration de L'IAE (institut d'administration des entreprises) de Lyon III
- 1 Mars : séquestration juive.
- 2 Mars : M. Noir précise: le conseil municipal avait été "bouleversé et horrifié".
- 2 mars : Le président de l'université Lyon III refuse de porter plainte contre les désordres de l'UEJF
- 5 au 10 Mars : Succession d'articles extravagants dans la presse, et en particulier le Figaro-Lyon
- 9 mars : Le recteur de Lyon, M. Niveau, aurait demandé au Président de Lyon III (selon M. Noir) la réunion d'une commission de discipline.
- 13 Mars : Assignation du MRAP au civil
- 16 mars : M. Niveau, recteur de l'académie de Lyon, donne une interview téléphonique au quotidien Lyon-Matin
- 17 mars: Le Figaro. Tentative de droit de réponse. Rien.
- 29 Mars : Politis: Les réseaux Le Pen à l'Université
- 6 Avril : Michel Noir écrit à Lionel Jospin: pour prendre des mesures disciplinaires à mon encontre.
- 12 Avril : Le nouvel observateur: Les réseaux secrets de Le Pen
- 29 Avril : Michel Noir prononce un discours dans lequel il expose le chantage: Locaux à Lyon III contre Notin
- 3 mai : Michel Noir demande à Lyon III de réunir une formation disciplinaire
- Nuit du 8/9 : Carpentras
- 9 mai : création, à Lyon III, de l'association étudiante Marc Bloch. But: lutte contre toute thèse négationniste.
- 10 mai : B. Notin demande un rendez-vous au recteur M. Niveau: pas de réponse.
- 10 Mai : Début de la campagne à propos de Carpentras. TF1. 20h. PPDA: Carpentras=révisionnisme=Notin.
- 11 mai : après-midi chez le Président de l'université. But: me demander de convoquer un jury d'honneur.

- 13 Mai : le rabbin lyonnais Wertenschlag distribue les prix à sa façon. Pour commencer: dénonciation; ensuite: mise au banc de la société.
- 14 Mai : Lyon III convoque la commission de discipline contre Bernard Notin.
- 16 Mai : L'Évènement du Jeudi. Article de R. Bellet.
- 17 MAI : Article de Vidal-Naquet dans Lyon Libération. Il explique son rôle de signal d'alerte en direction du CNRS et de l'ISMEA.
- 18 Mai : Figaro. 1ère page. Dessin: Hitler/Notin.
- 18 mai : B. Notin écrit au président de l'université et au ministre de l'Éducation Nationale pour annuler sa demande de détachement
- 18-24 Mai : L'Express. Article de F. Leclercq: Les fourriers de l'antisémitisme.
- 28 Mai : Encore le Figaro-Lyon... Titre raccolleur: le vrai visage de l'extrême droite lyonnaise.
- 8 juin : article dans Lyon Matin: la galaxie Noir. Le préfet s'étonnait de la surabondance du personnel.
- 12 Juin : Maître Gilbert Collard du barreau de Marseille, annonce officiellement qu'il accepte d'assurer la défense de Bernard Notin devant la Commission de discipline de Lyon III
- 13 Juin : Maître Gilbert Collard démissionne du MRAP
- 19 Juin : Séance d'instruction devant la commission de Lyon III
- 28 Juin : Le Nouvel Observateur. Article de C. Brizard: "Lyon III, la fac des fachos?"
- 28 Juin : Enième pétition dans l'Évènement du Jeudi. Contre le révisionnisme
- 29 Juin : Deuxième séance d'instruction.
- 11 Juillet : Jugement du Procès MRAP.
- 17 Juillet : Séance de jugement de la commission Lyon III
- 18 Juillet : Jugement de la commission Lyon III (annexe 1).
- 17 Septembre : Dépôt de l'appel devant le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche).
- 21 Septembre : Lettre de Bernard Notin au Président de Lyon III pour proposer de reprendre mes enseignements. Sans succès...
- Fin septembre : Création, à Lyon III, de l'association René Cassin, regroupant des enseignants et du personnel administratif. Objectif: vigilance.
- Début Octobre : Dépôt de l'appel dans le procès du MRAP
- Fin octobre/début novembre: Convention de l'UEJF à Lyon. Jacques Bonnet déclare qu'il soutiendra l'UEJF pour une nouvelle séquestration si Bernard Notin reprend ses enseignements
- Début décembre : Serge Klarsfeld annonce qu'un poste d'histoire a été créé pour lui à Lyon III.

1991

- 11 Janvier : Première séance devant le CNESER
- 31 Janvier : Deuxième séance devant le CNESER
- 15 Mars : Commission de jugement du CNESER: Annulation de la décision de Lyon III (annexe 2).
- 15 Mai : jugement d'appel dans le procès du MRAP.

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
LYON III

SECTION DISCIPLINAIRE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III

Décision du 18 juillet 1990

La Section disciplinaire du Conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon III :

VU la Constitution du 4 octobre 1958, ensemble la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 et le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 ;

VU la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur ;

VU la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, ensemble la décision n° 83-165 DC du 20 janvier 1984 du Conseil constitutionnel ;

VU la loi d'orientation sur l'éducation n° 89-486 du 10 juillet 1989 ;

VU le décret n° 71-216 du 24 mars 1971 relatif à la juridiction disciplinaire exercée par les conseils des universités et des établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités ;

VU le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 relatif au statut des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur ;

VU les statuts de l'Université Jean Moulin Lyon III, tels qu'approuvés par arrêté ministériel du 7 novembre 1988 ;

VU la délibération, en date du 20 juin 1989, du Conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon III, portant élection des membres de la section disciplinaire dudit conseil ;

VU la lettre, en date du 16 mai 1990, du Président de l'Université Jean Moulin Lyon III saisissant la section disciplinaire « à l'effet de poursuivre M. Bernard NOTIN, Maître de conférences en Sciences économiques à l'Université Jean Moulin Lyon III, demeurant 36 rue Thomas Blanchet 69008 Lyon, au titre de l'article intitulé : "Le rôle des médias dans la vassalisation nationale : omnipotence ou impuissance ?" qu'il a rédigé et qui a été publié dans la Revue "Economies et Sociétés", Cahiers de l'I.S.M.E.A., Hors Série - HS n° 32 "La France vassale ?" - 1989 » ;

VU l'accusé de réception de la lettre recommandée adressée le 18 mai 1990 par le président de la section disciplinaire à M. NOTIN, lui transmettant copie de la lettre de saisine et l'avisant de la possibilité de se faire assister d'un conseil, puis de prendre connaissance du dossier de l'affaire cinq jours francs avant la date de comparution devant la formation de jugement ;

VU la décision, en date du 7 juin 1990, du président de la section disciplinaire désignant, parmi les membres de ladite section, une commission d'instruction composée de M. BOYER (rapporteur), Mme DEMAIZIERE et M. SAIDJ et lui impartissant pour la remise de son rapport un délai expirant le 29 juin 1990 ;

VU la décision du même président, en date du 20 juin 1990, reportant le délai de remise du rapport au 9 juillet 1990 ;

VU les accusés de réception des lettres recommandées adressées les 8 et 20 juin 1990, par le rapporteur de la commission d'instruction à M. NOTIN et l'invitant à venir s'expliquer devant la commission ;

VU le rapport d'instruction et ses annexes, établissant que M. NOTIN et son conseil ont été entendus par la commission d'instruction et reproduisant notamment en annexe les pièces produites par eux ;

VU l'accusé de réception de la lettre recommandée adressée le 29 juin 1990 par le président de la section disciplinaire à M. NOTIN, l'invitant à comparaître le 17 juillet 1990 devant la section disciplinaire de l'Université Jean Moulin Lyon III et l'informant de la possibilité de prendre connaissance du rapport de la commission d'instruction et des pièces du dossier à partir du 10 juillet 1990 ;

VU le récépissé du dossier d'instruction signé le 10 juillet 1990 par M. Bernard NOTIN ;

ENTENDU M. BOYER en son rapport au nom de la commission d'instruction ;

ENTENDU les témoins cités par M. Bernard NOTIN et son défenseur ;

ENTENDU en ses explications M. Bernard NOTIN et en sa plaidoirie Me COLLARD, Avocat au Barreau de Marseille.

Sur la compétence de la section disciplinaire :

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 29 de la loi susvisée du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, dans sa rédaction à la date des faits poursuivis, « *le pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants-chercheurs et des usagers est exercé par le Conseil d'administration de l'établissement, en premier ressort (...). Les conseils d'administration, statuant en matière juridictionnelle à l'égard des usagers, sont constitués par une section disciplinaire dont les membres sont élus, en nombre égal, par les représentants élus des enseignants et des usagers au Conseil d'administration (...). Un décret en Conseil d'Etat précise la composition et le fonctionnement*

de ces juridictions (...) et détermine les sanctions applicables » ; que le décret d'application ainsi prévu n'est cependant pas paru ; qu'en son absence, il convient de faire usage des dispositions du décret susvisé du 24 mars 1971, pris en application de l'article 38 de la loi susvisée du 12 novembre 1968, conformément au principe reconnu par le Conseil constitutionnel dans sa décision susvisée du 20 janvier 1984, aux termes de laquelle " le maintien en vigueur de la réglementation ancienne jusqu'à son remplacement par une réglementation nouvelle n'appelle pas d'observation du point de vue de (sa) conformité à la Constitution » ; qu'aux termes de l'article 38, alinéa 2, de la loi du 12 novembre 1968, dont le décret du 24 mars 1971 fait application, « les conseils statuant en matière juridictionnelle sont constitués par une section disciplinaire dont les membres sont élus en leur sein par les représentants élus du corps enseignant » ; que par délibération du 20 juin 1989, le Conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon III a, conformément à ce principe, élu, dans le respect des proportions imposées par les textes, les membres de la section disciplinaire, dont il n'est, au demeurant, pas établi qu'elle ait été exclue, à l'égard des enseignants-chercheurs, par l'article 29 de la loi du 26 janvier 1984.

CONSIDÉRANT qu'à la date des faits reprochés à M. NOTIN, ce dernier était maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon III et relevait donc, au titre de son activité d'enseignant-chercheur, de la section disciplinaire du Conseil d'administration de ladite Université.

Sur la composition de la section disciplinaire :

CONSIDÉRANT que, depuis le décret susvisé du 6 juin 1984, l'expression « maître de conférences » correspond à l'expression « maître-assistant » en vigueur au moment du décret du 24 mars 1971 ; qu'il convient donc de faire application de l'article 20, alinéa 1, dudit décret ; que la composition de la section disciplinaire répond aux conditions posées par cet article.

Sur les faits ayant motivé la saisine :

CONSIDÉRANT qu'en janvier 1990 a été publié, dans la revue « Economies et Sociétés », Cahiers de l'I.S.M.E.A., Hors série, H.S. n° 8-32, « La France vassale », août 1989, pages 117 à 133, un article intitulé : « Le rôle des médiats dans la vassalisation nationale : omnipotence ou impuissance ? » ; que cet article est signé : « Bernard NOTIN, Maître de conférences à l'Université de Lyon III » ; que, par cette signature, M. Bernard NOTIN a engagé sa responsabilité d'enseignant-chercheur, en particulier d'enseignant-chercheur à l'Université Jean Moulin Lyon III.

CONSIDÉRANT qu'en vertu des principes constitutionnels et législatifs appelés notamment par le Conseil constitutionnel dans sa décision susvisée du 20 janvier 1984, les fonctions d'enseignement et de recherche, par leur nature même, non seulement permettent mais demandent, dans l'intérêt même du service public de l'enseignement, que la libre expression et l'indépendance des personnels soient garanties ; qu'en vertu de l'article 35 de la loi susvisée

du 12 novembre 1968 et de l'article 57 de la loi susvisée du 26 janvier 1984, les enseignants-chercheurs jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et dans leurs activités de recherche ; qu'en vertu de l'article 3 de la loi susvisée du 26 janvier 1984, le service public de l'enseignement supérieur doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique.

CONSIDÉRANT toutefois que, conformément aux principes rappelés par le Conseil constitutionnel dans sa décision susvisée du 20 janvier 1984, le statut des enseignants-chercheurs peut limiter le droit à la libre communication des pensées et des opinions dans la stricte mesure des exigences du service public de l'enseignement ; qu'aux termes de l'article 3 de la loi susvisée du 26 janvier 1984, le service public de l'enseignement supérieur est laïc et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objectivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions » ; qu'aux termes de l'article 34 de la loi susvisée du 12 novembre 1968 et de l'article 57 de la loi susvisée du 26 janvier 1984, l'indépendance et la liberté des enseignants-chercheurs s'exercent sous les réserves que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions de la loi, les principes de tolérance et d'objectivité.

CONSIDÉRANT que, pour tout lecteur, l'article de M. NOTIN ne répond manifestement pas aux exigences ci-dessus rappelées ; qu'à l'occasion de cette étude sur le rôle des médias dans la société contemporaine, l'auteur, qui n'est pas historien mais enseignant en sciences économiques, croit bon d'illustrer son propos (p. 121) par un passage de nature à mettre en doute l'existence des chambres à gaz, et ainsi rédigé :

« Une autre confusion entre discours et réalité, dernier exemple de sophisme venimeux, pourrait être qualifiée de sophisme de "l'engagement ontologique" (13). Des conditions idéales sont postulées puis tenues pour effectivement réalisées. Le discours repose sur des propriétés affirmées ex nihilo. Le réel passe alors en jugement devant l'irréel. Le thème, historique, des chambres à gaz homicides, est très révélateur de ce procès. Les preuves proposées pour en démontrer l'existence évoluent au gré des circonstances et des époques mais s'extraient d'une boîte à malice comprenant trois tiroirs (14). Tout en bas : la visite de locaux (peu crédibles). Au milieu : l'affirmation des vainqueurs (elles ont existé). En haut : les on-dits (histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui ...). Au total, on en postule l'existence et qu'importe la réalité de cette réalité.

On reconnaîtra là le fondement de toute tyrannie : brasser connaissances et passions, pensées et émotions, désorienter par la création d'une atmosphère qui élimine le doute, face aux paroles coulant de la bauge médiatique » ;

qu'une telle illustration ne supporte pas d'être utilisée d'une façon aussi péremptoire et désinvolte et a pu, à juste titre, choquer une grande partie de l'opinion ;

qu'au surplus, cette illustration s'insère dans un ensemble comprenant plusieurs passages et un vocabulaire qui, dénués à l'évidence de tout caractère scientifique, n'ont pu avoir pour but que de choquer, voire d'inciter à l'intolérance, par exemple :

page 119 : « des maghrébins qui lestent notre société ... ».

pages 120-121 : « *Les ecclésiastiques monothéistes, dont la verve enflamma les sorcières, ont inoculé un chancre qui frétille dans l'habitude de traiter un énoncé...* ».

page 122 : « *la diffusion en France de cette ragougnasse ...* ».

page 123 : « *... En promouvant par l'image un Français d'Outre-mer, géré par une coterie judaïque. Le gaspillage des cartes d'identité françaises permet aussi de crier haut et fort que les comportements des alloènes épousent les contours de notre culture...* ».

page 124 : « *... clabaudent pour des normes, jaspinent à propos d'insignifiances...* ».

page 125 : « *... la promotion du bazar multiracial ...* ».

CONSIDÉRANT que la publication de tels écrits dans une revue scientifique avec mention de la qualité de maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon III constitue un manquement aux obligations de tolérance, d'objectivité et de dignité imposées aux membres de l'enseignement supérieur par la tradition universitaire et par les dispositions ci-dessus rappelées ; qu'elle a, en particulier, jeté un grave discrédit sur l'Université Jean Moulin Lyon III et a pu, notamment, faire douter de la rigueur scientifique et de l'impartialité de ses enseignants ; qu'elle constitue, en conséquence, une faute disciplinaire ;

CONSIDÉRANT toutefois que cette publication a été suivie de prises de position publiques et d'une campagne de presse qui ont amplifié considérablement l'atteinte portée à la réputation de l'Université Jean Moulin Lyon III et qui ont donné à l'article de M. NOTIN un retentissement que l'auteur ne pouvait pas mesurer au moment de sa rédaction ; qu'il convient, en conséquence, d'en tenir compte.

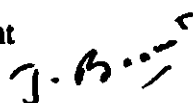
DÉCIDE, dans les conditions de vote prévues à l'article 40 du décret susvisé du 24 mars 1971, notamment à la majorité des présents, de prononcer contre M. Bernard NOTIN l'interdiction d'exercer toutes fonctions d'enseignement ou de recherche dans l'Université Jean Moulin Lyon III pendant un an, avec privation de la moitié du traitement.

DÉLIBÉRÉ et JUGÉ les 17 et 18 juillet 1990.

Présents :

M. BONNET, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon III, Président
M. BOYER, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon III, Rapporteur
Mme DEMAIZIERE, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon III
M. FAYETTE, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon III
M. CHAUZIT, Maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon III
M. DAUDE, Maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon III
M. SAIDJ, Maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon III

Le Président



Jacques BONNET

Le Rapporteur



Laurent BOYER

Secrétariat administratif
du Conseil national
de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche
statuant en matière
disciplinaire

CONSEIL NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE
STATUANT EN MATIERE DISCIPLINAIRE

Session du 15 mars 1991

A R R E T

Affaire : M. Bernard NOTIN

Dossier enregistré sous le n° 7

Appel d'une décision de la section disciplinaire du Conseil d'Administration
de l'Université Jean MOULIN LYON III en date de 18 juillet 1990.

Le Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
statuant en matière disciplinaire,

Etant présents :

M. Pierre DUHARCOURT, Président

M. Henri-Maurice DURANTON, Secrétaire

M. Jérôme DUGUE, M. Jean-Claude HENRARD, M. Jean-Pierre MOREAU

Mlle Simone BAILLY, M. Jacques DUVEAU, M. Alain GARCIA,

Mme Maryvonne GIMONET, M. Guy ODENT

- VU la loi d'orientation sur l'éducation n° 89-486 du 10 juillet 1989 modifiée par la loi n° 90-587 du 4 juillet 1990 relative aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres, à la maîtrise d'ouvrage de constructions d'établissements d'enseignement supérieur et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale, à la jeunesse et aux sports et notamment son article 23 ;
- VU la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur, et notamment ses articles 29, 29.1, 29.2, 29.3, 35, 37, 56, 64 et 70 ;
- VU le décret n° 90-1011 du 14 novembre 1990 relatif au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche statuant en matière disciplinaire.
- VU la décision :
- Interdiction d'exercer toutes fonctions d'enseignement ou de recherche dans l'Université de Lyon III pendant un an, avec privation de la moitié du traitement.
- VU l'appel régulièrement formé par Monsieur Bernard NOTIN, le 17 septembre 1990.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition des parties, de leur conseil et des membres du Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche statuant en matière disciplinaire dix jours francs avant le jour fixé pour la délibération ;

VU ensemble les pièces du dossier,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Henri-Maurice DURANTON,

La partie ayant été appelée,

Après avoir entendu Monsieur Bernard NOTIN, appelant, assisté de Maître Gilbert COLLARD, Avocat au Barreau, qui se sont retirés après avoir présenté leurs observations.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant qu'en vertu de l'article 4 du décret n° 71-216 du 24 mars 1971, M. NOTIN relève bien de la section disciplinaire du Conseil d'Administration de l'Université Jean Moulin LYON III, établissement où il exerçait au moment de la publication de l'article incriminé, comme en témoigne la mention de la qualité "Maître de conférences à l'Université de Lyon III" figurant dans la revue concernée ;

Considérant qu'en vertu de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur (notamment dans ses articles 3 et 57), les droits et obligations des enseignants-chercheurs portent sur l'exercice de toutes leurs missions, et notamment de leurs activités de recherche comme de leurs fonctions d'enseignement ; que, de ce fait, les juridictions disciplinaires sont compétentes pour juger des manquements à ces droits et devoirs dans le domaine de la recherche, et en particulier celui des publications dans des revues à caractère scientifique ;

Considérant que la section disciplinaire du Conseil d'Administration de l'Université de Lyon III a statué sur cette affaire en tenant deux réunions, les 17 et 18 juillet 1990, et qu'il lui a été adressé, le deuxième jour, la rectification d'un témoignage, sans que la personne déférée et son conseil n'en aient eu connaissance et n'aient donc pu faire entendre leurs observations ; qu'ainsi les droits de la défense n'ont pas été respectés, que la décision du 18 juillet est entachée d'irrégularité et doit être annulée ;

Considérant qu'il lui appartient dans ces conditions de reprendre l'affaire et de statuer au fond ;

Considérant que la tradition universitaire et l'article 57 de la loi précitée sur l'enseignement supérieur posent comme garantie fondamentale l'indépendance des enseignants-chercheurs et leur entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche, "sous les réserves que leur imposent les principes de tolérance et d'objectivité" ;

Considérant que l'article "Le rôle des médias dans la vassalisation de la France" publié dans un numéro hors série d'"Economies et Sociétés", 1989, manque gravement -dans la forme et le fond- aux règles de la probité intellectuelle et du respect d'autrui découlant de la déontologie universitaire et des principes sus-mentionnés de tolérance et d'objectivité ;

Considérant que, toutefois, divers témoignages tendent à établir que l'enseignement proprement dit de M. NOTIN s'est maintenu dans les limites définies par ces principes ;

PAR CES MOTIFS


Statuant en séance non publique au scrutin secret, à la majorité des suffrages exprimés, la majorité des membres du Conseil étant présents.

DECIDE

- l'annulation, pour vice de forme, de la décision de la section disciplinaire du Conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon III, à l'encontre de M. NOTIN, en date du 18 juillet 1990 ;
- l'interdiction pour M. NOTIN, d'accéder à une classe, grade, rang ou corps supérieurs pendant une durée de deux ans, à compter du 15 mars 1991.

Fait et prononcé à Paris
le 15 mars 1991.

Le Secrétaire



Henri-Maurice DURANTON

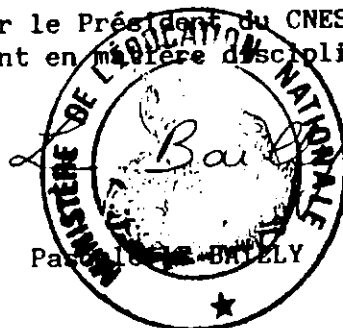
Le Président



Pierre DUIARCOURT

POUR AMPLIATION

Pour le Président du CNESER
statuant en matière disciplinaire



Le rôle des médiats dans la vassalisation nationale : omnipotence ou impuissance ?

Bernard Notin

Maître de Conférences à l'Université de Lyon III

La vassalisation impulsée par les médiats est étudiée à partir d'une hypothèse empruntée à Zinoviev : l'omnipotence dans l'impuissance. L'omnipotence émerge de quatre canaux : les règles logiques, l'affectivité, l'idéologie des droits de « l'homo sapiens », la thèse de la nécessité. L'impuissance traduit la présence de trois forces : l'impossibilité d'obtenir certains états par ordre, la séduction, l'indécision. Au total, le malin génie de la différence renvoie, peut-être, au monde de l'éternel retour.

In this paper we study the role of the medias in the national vassalization. We start from an hypothesis due to Zinoviev which means both omnipotence and impotence. Omnipotence results from logic rules, affectivity, rights of the « homo sapiens », necessity. Impotence is impossibility, seduction, indecision. Finally, it may be an eternal return.

*
* *

La communication médiatique s'est installée et entretient une situation nouvelle : le commérage idéologique. Étudié sous différents angles (sémiologique, linguistique, psychologique, sociologique, etc.) l'énorme protéine n'est pas souvent observé dans la perspective des effets pervers. La théorie économique des choix admet que certains états sont inaccessibles par volonté (la foi, par exemple). L'ordre (ou la volonté) d'accomplir un acte dont on ne comprend pas l'inaccessibilité est capable d'instaurer, par un processus lent et discret, un état tout à fait différent. La communication médiatique qui filtre des idées, titille des affects, acclame ou dénonce des

types idéaux, ébauche une vassalité culturelle dont le résultat pervers pourrait être un nouveau servage. Ni le dithyrambe des professionnels, ni la perception manipulatoire de l'école de Francfort ne sont acceptables pour creuser cette nouvelle réalité. Les premiers s'aveuglent par l'effet conjoint de leurs intérêts et du niveau de perception. Le fond marxisant des seconds expulse toute réflexion approfondie sur le symbolique, toujours perçu « en dernière analyse » et comme reflet de l'infrastructure. Laissons donc ces vieilles lunes ! Dans *Les hauteurs béantes*¹, il affirme que le régime soviétique est omnipotent par sa capacité à détruire et à créer. Les médiats² sont entrés dans cette situation : ils détruisent, sabotent, bloquent des idées, des émotions, des valeurs, mais sont impuissants à construire une culture, à créer des idées. Si les tentatives de changement à base d'injonctions médiatiques n'aboutissent pas à l'objectif visé, alors la voie est ouverte aux effets pervers d'un nouveau servage ou aux joies de l'éternel retour.

I.— OMNIPOTENCE MÉDIATIQUE

Dans l'univers médiatisé, la distinction traditionnelle entre comprendre et expliquer s'estompe. Les épithètes sont collées à la façon des étiquettes pour valoriser ou disqualifier un raisonnement. La recherche et l'exposition des preuves, principale préoccupation du modèle causal, sont extirpées de leur milieu scientifique naturel pour inonder le social où elles subissent un traitement médiatique de choc. L'anathème en élimine quelques-unes, et l'image soutient un argument bancal. La compréhension, démarche fondamentale pour pénétrer le social, présuppose toujours une communauté de sens (comme la monnaie présuppose une communauté de paiement) car « la constitution des données est produite non seulement par une opération synthétique de l'intelligence mais aussi par une précompréhension déjà engagée dans le monde »³. Or le sens subit de multiples influences. Tout d'abord, en provenance des règles logiques du discours : la négation est une source inépuisable d'antinomies. Ensuite par une submersion affective : il existe des synthèses cohérentes du seul point de vue des sentiments. La logique et l'affectif sont deux modes aptes à étaler la confusion. L'omnipotence médiatique ressort de ce penchant à généraliser la tour de Babel.

La communication fait intervenir six facteurs⁴ : l'émetteur, le récepteur, le canal de transmission, le code, le message, le référent⁵. Elle ne conserve que peu de points communs avec l'enseignement dont le but est l'expression de la pensée au moyen de la stylistique, de la logique, de

l'introspection. Les deux systèmes n'utilisent pas la logique de la même façon. La communication s'en sert pour généraliser les sophismes, qui jouent un triple rôle⁶ : en imposer, détourner de l'action créatrice, envenimer les conflits. Des trois, le premier et le dernier construisent la tour de Babel. A titre d'illustration nous exposerons, pour le premier, les sophismes de mauvaise conscience et d'autorité, puis nous rappellerons que l'autoréférence est essentielle au troisième.

J. Monnerot, analyste du conformisme intellectuel, décrit le sophisme de la mauvaise conscience. « Le thème agressif du colonialisme consiste à tenir les derniers en date des grands peuples conquérants (...) pour des incarnations du principe du mal, donc à autoriser et à approuver à la limite tout ce qui pourrait être entrepris contre eux »⁷. Il y a escroquerie car ce discours affirme que la culpabilité est impliquée par la conquête, alors qu'elle n'est, historiquement, que le produit d'une propagande commencée par Lénine dès 1917. Le discours présent en faveur de la société multiraciale exhibe au maximum ce sophisme. Devant l'impossibilité d'entraîner une adhésion des Français à leur propre colonisation, la présentation médiatique insiste sur leur culpabilité. Phantasme, car l'essentiel des maghrébins qui lestant notre société est arrivé après la décolonisation. Leur statut fut donc toujours explicitement provisoire. Le problème africain est abordé de la même façon : la famine, la mortalité infantile, les difficultés du développement, tout est de notre faute. Pourtant la régression des cultures vivrières en Afrique Noire, depuis la décolonisation, résulte pour l'essentiel des gouvernements africains : la consommation autarcique n'accroît pas les recettes fiscales...

Les sophismes d'autorité poursuivent un tout autre objectif : réduire la liberté des citoyens. La théorie du choix développée par les économistes déroule ses théorèmes à partir du comportement d'un individu donné (l'agent est doté d'un système de préférence) confronté à un ensemble d'actions ou de comportements identifiés (l'ensemble des choix possibles). On sait que les logiques modales⁸ distinguent, depuis Kant⁹, négation active et négation passive. La confusion des deux formes caractérise, selon Elster, la mentalité primitive et, pour Zinoviev, l'irrationalité du régime soviétique. Elle est au cœur du Babel médiatique.

Trois propositions circonscrivent l'analyse logique¹⁰ :

1°) La personne A croit que la proposition P est vraie (A croit P) ;

2°) \neg (A croit P) ou non (A croit P) : négation passive ;

3°) A croit \neg P : négation active.

Une bonne compréhension de la différence entre 2° et 3° permet de ne pas confondre une conjonction de propositions avec la conjonction de leurs négations. Les médiats passent outre. Un logocrate¹¹ déclarera sans gêne qu'un courant de pensée est à rejeter en bloc (idem pour un programme politique) à partir du moment où une proposition n'emporte pas l'adhésion. Le journaliste J. Daniel écrivit lourdement, dans son premier éditorial : « la gauche est une patrie : on en est ou on n'en est pas ». Tout ce qui n'est pas contrôlé, embrigadé, dominé, est voué aux gémonies. L'erreur (médiocrité ou manipulation ?) est de confondre la négation de chaque proposition avec la négation de leur conjonction.

La confusion des deux types de négation autorise aussi les médiats à ordonner des actes qui nient le choix d'un agent. La négation active limite en effet l'ensemble des actions réalisables et, en définitive, élimine la possibilité de choisir. Voici quelques sophismes d'autorité¹². « On cherche un coupable » devient : « Il y a un coupable que l'on cherche ». « Il y a nécessairement des victimes » (à propos par exemple de la guerre 1939-1945) est traduit par : « Certains hommes sont nécessairement victimes ». Le cauchemar logique résulte, chaque fois, d'une traduction de « possible que non », négation \neg (A croit P) : A ne croit pas que P], en « impossible », négation active [A croit \neg P : A croit que non P].

Les médiats excellent aussi dans la troisième fonction des sophismes : envenimer les conflits. Ils recourent pour cela à une hypothèse fondamentale : le discours et la visualisation décident de tout. Le réel est ce que l'on voit ou entend. Il s'en dégage de nouvelles causes d'ahurissement. Un acte a toujours une signification immédiate, puis, avec le temps, il est interprété en fonction du schéma au sein duquel il s'insère. L'intervention médiatique impose la recherche d'un sens à tous les phénomènes sélectionnés en vue d'une présentation. La quête conduit à leur en trouver un, voire à le créer. Pratiquée dans le monde politique, cette recherche de sens glisse de l'information à la dénonciation chaque fois qu'elle accrédite l'idée qu'il faut signaler un acte parce qu'il profite immédiatement à certains. Le vrai y est subordonné à l'utile, rendant difficile toute analyse correcte des véritables stratégies de domination. Une étude de l'influence volontaire des Etats-Unis sur l'Europe sera soupçonnée de pro-soviétisme, alors que dans les années 60 l'inverse prévalut.

Lorsque, par hypothèse, le discours décide de tout, les hargnes sociales s'accroissent au prorata du degré d'objectivation des actions ordonnées par le discours. Les ecclésiastiques monothéistes, dont la verve enflamma les sorcières, ont inoculé un chancre qui frétilla dans

l'habitude de traiter un énoncé comme affirmant sa propre vérité et apte à décider de l'action à entreprendre. Le raisonnement suivant est célèbre. Les sorcières existent : la preuve ? On les brûle. Les idéologies abusent de ces enchaînements. Ainsi, puisque les classes et les partis invoquent « le système » aliénant, ce dernier existe. Ou encore certaines associations issues de la guerre de 1939 éruent contre le racisme à chaque conflit entre Européens et non Européens : donc le racisme existe. Etc. L'usage correct de la logique établit pourtant que l'action (brûler les sorcières, attaquer en justice des Européens) ne prouve pas la pseudo-objectivité du discours : les sorcières existent, les Français sont racistes. Pour lutter contre cet obscurantisme, il faudrait que le milieu intellectuel fasse preuve de courage.

Une autre confusion entre discours et réalité, dernier exemple de sophisme venimeux, pourrait être qualifiée de sophisme de « l'engagement ontologique »¹³. Des conditions idéales sont postulées puis tenues pour effectivement réalisées. Le discours repose sur des propriétés affirmées ex nihilo. Le réel passe alors en jugement devant l'irréel. Le thème, historique, des chambres à gaz homicides, est très révélateur de ce procès. Les preuves proposées pour en démontrer l'existence évoluent au gré des circonstances et des époques mais s'extraient d'une boîte à malice comprenant trois tiroirs¹⁴. Tout en bas : la visite de locaux (peu crédibles). Au milieu : l'affirmation des vainqueurs (elles ont existé). En haut : les on-dits (histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui...). Au total on en postule l'existence, et qu'importe la réalité de cette réalité.

On reconnaîtra là le fondement de toute tyrannie : brasser connaissances et passions, pensées et émotions, désorienter par la création d'une atmosphère qui élimine le doute, face aux paroles coulant de la bauge médiatique.

II.— LA DOUCE TYRANNIE

Par tradition, les sciences dures dissocient connaissance et passion, pensée et émotion. Or l'univers médiatique autorise l'influence des affects et des émotions sur la pensée et la connaissance. Les techniques publicitaires : infinitif comme mode d'expression, métaphore pour prouver, forgent, sous nos yeux, les outils nécessaires à la manipulation. Pour de multiples raisons, nos sociétés méprisent la dépendance, humiliante. Or les institutions fonctionnent en partie grâce à l'autorité. La communication médiatique rebute les essais d'identification des hommes et des

groupes qui l'exercent. Par le développement des modes de pensée idéologiques et l'incitation à créer de nouveaux liens sociaux à partir de métaphores, la persuasion remplace la coercition.

La communication médiatique développe pleinement le rôle de l'idéologie qui cherche à modeler le psychisme selon un modèle préétabli. L'idéologie permet de contrôler les aspects culturels et spirituels d'une société et d'interpréter tous les événements. Le schéma de pensée inculqué est normatif, directement inspiré du monothéisme laïcisé et destiné à devenir le stéréotype intellectuel de la société française. Cette nécessité d'un devoir être ne change pas de nature en utilisant les médiats. « C'est toujours au nom du "devoir être" moral que se sont instaurées les pires des tyrannies »¹⁵. Le champ idéologique labouré se rattache clairement à la version américaine des droits de l'homme, mise sur orbite en 1977¹⁶. La diffusion en France de cette ragougnasse suit trois canaux partiellement spécifiques : le clanisme, la cooptation, les réseaux.

Le clanisme moderne¹⁷ s'appuie sur des rapports sociaux personnalisés, à partir de fraternités créant une forme de parenté. Ainsi, dans de nombreuses entreprises multinationales (audio-visuel inclus) la franc-maçonnerie est solidement implantée¹⁸. Le clientélisme est un second ingrédient essentiel. Il repose sur une asymétrie entre protecteurs et obligés et fonctionne efficacement dans les secteurs publics et parapublics de l'audio-visuel. L'appartenance politique et syndicale y fut longtemps un critère essentiel de recrutement et reste conseillée. Enfin, le « mitage » des organisations médiatiques par un réseau tribal acquiert un poids nouveau face à l'extension des moyens de communication. Un réseau ne s'expose pas. Il agit et vit dans l'ombre, assez souterrain, et s'accompagne d'une tenue de comptes austères, chacun conservant en mémoire ses droits (créances) et devoirs. Des réseaux d'opinions homogènes s'activent pour nous compter, au jour le jour, les plaisirs de la société pluriculturelle et les qualités de ceux qui ont fait un bon choix. Ce clanisme, modalité importante de diffusion, est épaulé par la cooptation entre membres des mêmes « clubs » de réflexion. Hamon et Rotman¹⁹ en ont rappelé l'importance dans la propagation efficace d'une opinion « légitime », relayée par des associations institutionnalisées au sein desquelles les membres n'ont aucune importance. Réseaux, clanisme, cooptation, véhiculent la sève des droits de l'homo sapiens pour irriguer la société et inculquer des façons de penser hostiles à une réflexion sur la spécificité des intérêts et des valeurs européennes.

Les chemins de la vassalité sont pavés d'une thèse : la nécessité. Tout ce qui arrive depuis 1945 est nécessaire. L'économie fournit un volumi-

neux contingent de ces pseudo-nécessités : stagnation européenne et politiques de rigueur s'imposent avec la clarté d'une loi physique. La logique à deux valeurs délivre des munitions, sans mode d'emploi : le nécessaire et le possible s'échangent sans que la logocratie s'éveille à la contingence. La thèse de la nécessité affirme, en corollaire, que toute conciliation des contraires est possible. Les contresens s'infiltrèrent par tous les moyens disponibles : image, sondage, etc. La synthèse artificielle, apparente, est sollicitée par l'image et justifiée au moyen de la négation passive. Comment éliminer, par exemple, les réactions des citoyens face à la colonisation de peuplement que d'aucuns cherchent à imposer ?

En niant ces réactions par un silence total (ce dont on ne parle pas n'existe pas : négation passive). En promouvant par l'image un Français d'outre-mer coloré, géré par une coterie judaïque. Le gaspillage des cartes d'identité françaises permet aussi de crier haut et fort que les comportements des allogènes épousent les contours de notre culture. Encartés, ils dégonflent les statistiques de la criminologie non européenne et le silence recouvre leurs méfaits. Le contresens est parfait : pour supprimer les problèmes, il suffit de tuer la spécificité européenne. Un pas de plus et la schizophrénie sociale pointe : il est interdit de s'opposer à la colonisation puisqu'elle n'existe pas.

La thèse de la nécessité enfonce aussi de pseudo-certitudes par l'usage de synthèses émotionnelles entre sentiments, croyances et idées. Des antithèses logiques se transmutent en propositions cohérentes dans la sphère affective sous l'impulsion de métaphores. Les enchaînements d'idées cristallisent des sentiments qui suppléent parfois aux incohérences des premières : la titillation des sentiments ouvre la voie à une réévaluation des idées. Entre autres, comédiens et chanteurs sont réquisitionnés pour user de leurs charmes au service de la bonne cause. Occuper les heures d'antenne et bien y réciter la leçon : la « vedette » aide à déglutir le non-nécessaire. La métaphore, explique F. Brune, « détourne l'esprit d'une attitude rationnelle, critique. Comparaison n'est pas raison »²⁰. Mais les métaphores sont susceptibles d'établir des relations sociales, car « les éléments prennent, par le fait de leur association, un sens que séparément ils n'auraient jamais eu »²¹. Le prétendant (réélu) à la fonction présidentielle utilisa, il y a peu, cette figure de rhétorique. Les mots « tonton » et « président » associés prirent un mauvais sens : ils connotèrent le modèle familial. Le procédé donne de la cohérence aux contradictions sociales. Le leader du Front National est par exemple associé systématiquement à des images négatives de la guerre 39/45. Le

sens de chaque élément en est réduit. J.-M. Le Pen est agrégé à la répulsion du fascisme, doté simultanément d'un sens plus limité : il ne pèse que sur certains Français. Les « honnêtes hommes » sont dissuadés d'analyser la période et les caractéristiques des groupes qui utilisent cette rhétorique²².

Au total, par l'abus de la double négation : passive (le silence) et active (la dénonciation), les contresens et synthèses affectives, les médias possèdent la capacité d'aveugler et de bloquer des actions. La principale fonction du « moi », l'orientation dans le monde à partir de la mémoire, de la perception, etc., en est partiellement annihilée. Le doute semé lobotomise en germant et crée involontairement les conditions d'un nouveau servage. Mais, paraphrasant le poète : là où est le danger croît aussi ce qui sauve.

III.— LE GAI SAVOIR : L'IMPUISSANCE DES PUISSANTS

La fonction principale des médias se limite au remplacement des choses par des mots et des images. Tenus, pour l'essentiel, par les fanatiques du « monde unique », ils confondent les règles logiques, soulèvent l'affectif contre les faits, clabaudent pour des normes, jaspent à propos d'insignifiances. Cette omnipotence se dévoile dans le pilonnage intellectuel lorsque image, son et silence coordonnent leur tir. Le phénomène peut-il être corrigé ? La tyrannie douce échouera-t-elle par impuissance de cette puissance ? Car trois forces irréductibles luttent contre l'asservissement moral, économique, symbolique : l'impossibilité d'induire certains états par ordre, thème récurrent depuis nos grands anciens ; mais aussi la séduction, car les nouvelles couches sociales techniciennes ne gobent que les turlupinades médiatiques qui les charment. Or, engoncés dans de multiples vestes, les journalistes n'exhalent pas un parfum de sérieux. Ils labourent en surface et méconnaissent les joies et peines des profondeurs. Le public peut s'emballer, mais sans conséquences concrètes. Enfin, la baisse d'intensité du jugement critique assailli et berné par les images généralise l'indécidabilité et l'indécision. Les médias, à leur insu, contribuent au grand lessivage des idéologies d'après-guerre.

Les thèmes privilégiés par les médias rencontrent l'obstacle des situations inaccessibles par ordre. Sous cette rubrique cohabitent des états différents²³ : ceux qui ne peuvent être atteints que par des changements progressifs, ceux qui s'obtiennent par conversion brutale. L'obstacle efficace aux volontés exprimées dans et par les médias est dressé

par le social lui-même : les transformations n'opèrent que lentement et la plupart des effets recherchés n'émergent pas directement. Dans un cas il faut franchir des étapes que les médias sont incapables de programmer, dans l'autre, nous pénétrons au sein du vaste domaine des effets secondaires dont la probabilité de réalisation avoisine zéro. Ainsi, la promotion du bazar multiracial repose souvent sur des injonctions : ne soyez pas racistes, soyez accueillants, etc. Or ces ordres sont contradictoires. On ne peut accueillir des tiers qu'à condition d'être soi-même. Ceci présuppose l'existence de différences assimilées, par la vulgate médiatique, au racisme. La campagne de F. Mitterrand en 1982, « la force tranquille », tenta d'accréditer la thèse d'un personnage intègre, sage, éloigné de la politique « politicienne ». Ces qualités, invérifiables chez un politicien professionnel, ont-elles convaincu les électeurs ? Ou son adversaire, à la façon des mauvais empereurs romains, s'est-il discrédité ? Le slogan de Mitterrand n'aurait alors servi qu'à promouvoir le milieu publicitaire (un effet secondaire à valeur négative). Les conséquences directes d'une intervention médiatique sont difficiles à appréhender car surdéterminées. L'absence de causalité simple paralyse ce milieu qui se présenterait volontiers sous l'aspect d'une fontaine d'eau transparente, alors qu'il rapproche l'information de son stade obscur²⁴, celui d'où rien n'émerge durablement. L'industrie des sondages a accéléré le processus de crétinisation du milieu journalistique. La naissance et le développement de cette vogue aux Etats-Unis auront suffi pour en créer le brûlant besoin en France. Le public et les journalistes qui subissent et commentent ces questionnaires demeurent dans l'ignorance de la façon dont on produit les conclusions publiées. La présence régulière de sondages dans la presse répond à l'effet « barbichette » entre les deux protagonistes : médias et instituts. R. Lourau explique cette convergence d'intérêts²⁵ : la répercussion du sondage par les médias accroît la réputation du fabricant qui consent des prix de faveur aux journaux. Quel leurre agitent-ils ? La connaissance objective d'une opinion publique ? Par ce moyen cela n'a pourtant aucun sens. La population est irradiée par d'autres canaux, de sorte que le sondage mesure aussi ces influences. Si nécessaire, les questions posées sont grossièrement orientées ou incompréhensibles. L'anonymat théorique du sondé est, en réalité, douteux. Lourau a présenté les sondages effectués lors de grèves à l'EDF. Les enquêtes somment les personnes interrogées de se déclarer « d'accord » ou « pas d'accord » avec la phrase : « Ce n'est pas normal que les grévistes coupent le courant, arrêtent les usines et gênent l'existence de la population »²⁶. Que répondre ?

Baudrillard, toujours narquois, rappelle que l'IFOP a manipulé certains sondages sur la peine de mort et les immigrés²⁷. Il n'y a là aucune information, mais une « désinformation expérimentale » dont l'origine repose, selon Watzlawick, sur « le désir ardent et inébranlable d'être en accord avec le groupe »²⁸. Le sondage accredité le principe d'une opinion moyenne « normale », légitime, fondée sur la force numérique. « Je doute d'être le seul à avoir raison tandis que tant de gens se trompent »²⁹. La désinformation expérimentale est centrée sur les journalistes (tout autant cibles qu'émetteurs) très influençables. Perméables aux desiderata de la classe politique, ils se font aussi piéger, épisodiquement, par les nouveaux agents du secteur : publicité, affichage, etc. Ils suivent enfin, béatement, les « grandes consciences » morales, phares du conformisme d'après-guerre. La France subit de ce fait de multiples avanies. Un exemple de campagne sollicitée par les politiciens est présenté par H. de la Bastide. « A l'origine, il y avait des immigrés venant de leur pays, cherchant du travail (...). Et puis, en 1976, il y a eu une campagne qui a duré trois semaines à un mois, expliquant qu'il était immoral d'avoir des travailleurs sans que leur famille soit là (...). J'ai été voir le directeur du cabinet du ministre qui venait de prendre cette décision (...). Je lui ai dit (...) : cette mesure (...) qui vous l'a demandée et pourquoi l'avez-vous prise ? Ce n'est pas parce qu'il y a une campagne, puisque cette campagne c'est vous qui l'avez déclenchée »²⁹.

Après la politique, l'économique. Le monde des affaires ne tient pas en grande estime la corporation journalistique. Les propos suivants, d'un cadre, sont extraits de l'ouvrage *Les carriéristes*. « En général, les journalistes sont nuls (...). On peut très facilement les influencer ; et, comme ils sont volontiers vampires, ils s'approprient vos idées (...). Mais il ne faut pas craindre de leur donner un produit fini »³⁰. Cette médiocrité ne repose plus sur l'absence de capital intellectuel. Les journalistes qui exercent un ascendant professionnel sur leurs collègues (pour apprécier et interpréter l'information) portent aujourd'hui le cachet de l'IEP ou du Centre de Formation des Journalistes. Mais cette formation n'est pas entretenue : les enseignants se périment et la rigueur intellectuelle s'oublie. L'enquête de Rieffel³¹ révèle que 65 % des journalistes ne lisent rien en sciences et sciences humaines. Ils feuilletent beaucoup, se gavent de presse anglo-saxonne et valorisent fortement les sources d'information orales. S'ils souffrent d'indigence intellectuelle, la raison en est claire.

L'influence des milieux d'affaires pénètre différemment selon le statut de l'organisation médiatique. Les télévisions sont obsédées par le

taux d'écoute (la multiplication des chaînes a stimulé la course aux recettes publicitaires). Or les plus importantes agences françaises cotées en bourse sont Havas (Canal Plus) et Publicis (TV 6). Elles dominent les afficheurs : Avenir-Publicité, Giraudy-Dauphin. Les nébuleuses publicité/TV et publicité/presse enserrant, tel un collet, l'univers journalistique au sein duquel un petit nombre de scribes proposent « la juste » appréhension d'une réalité. La corporation recèle le sous-ensemble des détenteurs d'opinions légitimes par rapport auxquels les confrères se positionnent. La troupe valorise ou dénigre, évoque ou se tait, après que les oracles auront ergoté. Ce mimétisme soustrait le milieu aux affres de la liberté : l'opinion s'y forge sur le modèle panurgique. La tendance récente à l'interpénétration des champs journalistique et universitaire ne gomme pas les aspérités du premier. Il se pourrait que le contraire fût vrai. La structure universitaire privilégie la qualification, le milieu médiatique promeut les seconds. Le journaliste dont la réussite perdure a obligatoirement trouvé le ton juste et partage, globalement, les mêmes préjugés que son public. La réussite ne peut récompenser que le plus conformiste : celui dont la pensée, la parole, la plume, ne déplurent ni aux milieux politiques et économiques, ni au public. Un talent sans âme. « C'est un peu comme si l'on organisait une compétition sportive regroupant cent spécialités : le champion serait certainement moyen comparé aux gagnants de chaque spécialité »³².

IV.— LE MALIN GÉNIE DE LA DIFFÉRENCE

Le philosophe J. Derrida s'est penché sur le thème de la différence pour étudier la possibilité d'une phénoménologie de l'histoire. Ses réflexions ont éclairé le problème des mots indécidables³³ : « termes dont le double sens n'est pas maîtrisable »³⁴. Leur usage libère une énergie bipolaire, à la façon des procédés techniques produisant des biens liés. Dans le champ médiatique, les produits culturels vus ou entendus ne renvoient plus à une réalité mais à d'autres apparences. L'indécidabilité se répand. Avec le thème récent du SIDA nous disposons d'un exemple de jongleries amphigouriques dont le résultat est d'interdire tout jugement critique. Sur les origines de la maladie plane un voile discret. La piste américaine, bien fondée³⁵, entrave-t-elle une recherche précise ? Serait-ce inamical de divulguer une bavure US ou de rappeler que la transmission du virus, par la voie privilégiée du sexe, suit les filières homosexuelles et militaires ! Les troupes d'occupation américaines ? Le virus

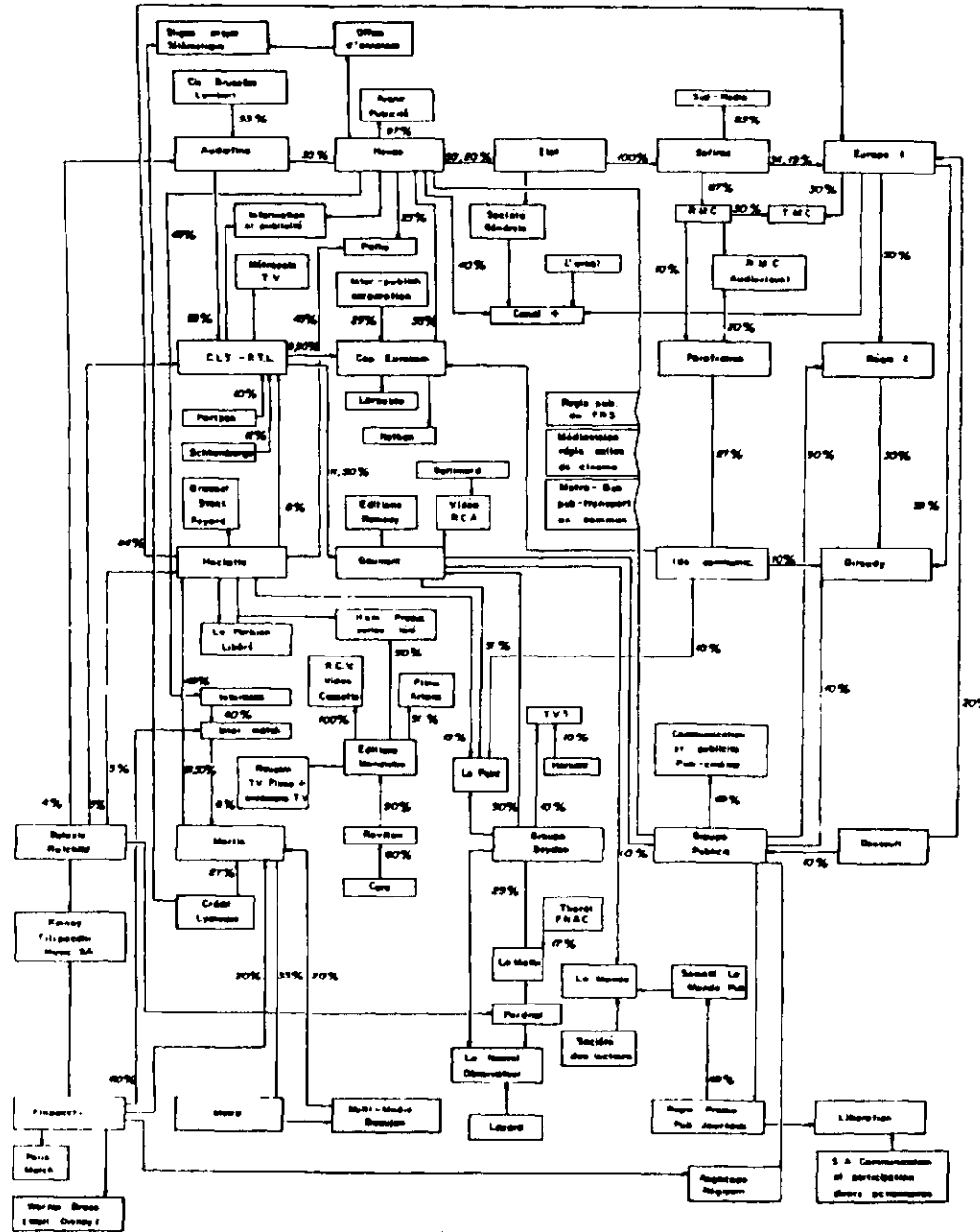
villes de nombreux pays africains, un adulte sur cinq hébergerait HIV. Les afféeries multiraciales sombreraient-elles dans l'horreur ? Une décantation des commensaux est-elle redoutée par le milieu médiatique ? Il semble en être ainsi, car les propositions d'instauration de mesures protectrices déclenchent l'hourvari de groupes de pression mondialistes. Le sujet est finalement enrobé de caoutchouc et immergé dans le seul milieu scientifique. Rien n'est décidé.

La décadence du vrai ouvre en même temps la porte à d'autres expressions et renvoie à l'éternel retour. Ainsi que l'explique G. Deleuze : « Tout ce qui est désespéré à l'idée d'avoir à revenir est supprimé par l'éternel retour et ne revient pas. Seuls reviennent les forts qui affirment leur différence »³⁶.

La déréalisation se heurte notamment à la science, activité ambiguë qui enseigne le soupçon mais persuade de l'existence d'un réel à découvrir. Par calcul (la course à l'audience) les médias consacrent de multiples émissions aux travaux scientifiques et contrarient, par ces superfluités de « véridique », le mouvement de simulation. Les hommes de science, en même temps, cautionnent tous les mauvais coups médiatiques : ils accourent, au coup de fil, pour enrober de leur sérieux les orientations méprisables. Les platitudes ahanées par le Nobel's band en villégiature à Paris à l'initiative de l'entourage juif du président ont manifesté cette dualité : le réel existe, les scientifiques en témoignent. Ils cautionnent un autre réel, fantasmagorique : le jaspinage humanitaro-carnavalesque. Nous vivons cette dualité « hésitation permanente entre le nihilisme de l'incrédulité et la religion du vrai »³⁷. Une telle situation, post-moderne, revigore la séduction qu'une vue superficielle cantonnerait dans le rôle d'un multiplicatif d'indifférenciation. Face aux médias, les individus, plongés dans l'état de foule, adoptent les attitudes de l'individu sans appartenance : allumé ou éteint selon l'ampleur des mouvements de la masse qui le subsume. Cependant, l'idéocratie dominante, dont la puissance repose sur les intérêts des vainqueurs de la guerre 1939/1945, se propage de moins en moins par les louanges et la vulgarisation besogneuse (appuyée, pourtant, sur le système scolaire) et de plus en plus par la séduction, car la nouvelle bourgeoisie technicienne, que P. Bourdieu observe avec condescendance, est subjuguée par la morale hédoniste de la consommation qui « trouve ses porte-parole convaincus dans la nouvelle bourgeoisie des vendeurs de biens et de services symboliques, patrons et cadres des entreprises de tourisme et de journalisme, de presse et de cinéma, de mode et de publicité, de décoration et de promotion immobilière »³⁸. Leur morale se réduit à un art de

consommer, contraignant de peur d'être hors norme, et mû par la séduction des objets. Celle-ci est difficile à programmer. « La séduction n'est pas mystérieuse, elle est énigmatique. L'énigme comme le secret (...) ne peut être dite ou révélée (...). Il n'y a pas de réel, il n'y a jamais eu de réel. Cela, la séduction le sait et en préserve l'énigme »³⁹. La séduction est donc énigmatique et, donnant toute son intensité aux choses présentes, renvoie au monde éternel. Indispensable à la satisfaction des nouvelles classes moyennes, la séduction prend aujourd'hui le masque américanomaniaque, après avoir vanté le communisme à visage humain, pour fondre demain devant d'autres hiérodules. Si la communication médiatique rompt avec le temps linéaire et progressiste, alors les idéocraties s'épuisent dans l'instant. La douce tyrannie, recherchée ou acceptée, se dissoudra-t-elle dans le quiétisme existentiel d'un monde éternel ? « L'ombre de Dinoyosos », qui ne recouvre pas la vérité immuable mais une production infinie de sens, enveloppera peut-être le processus d'ahurissement piloté par les médias et le débordera par le rire qui se moque des nouveaux Tartuffe programmant l'implosion de la culture européenne.

Les groupes de Communication



NOTES

- 1 - A. Zinoviev : *Les hauteurs béantes*, L'Age d'Homme, 1977.
- 2 - Nous nous rangeons sous la bannière orthographique de R. Salmon qui a expliqué, dans « La communication médiatisée » (*Revue des Sciences Morales et Politiques*, n° 1, 1986, pp. 35-51) que plusieurs membres de l'Académie, à la commission du dictionnaire, recommandaient cette orthographe pour quatre raisons : la forme adjectivale est attestée depuis des siècles ; en devenant substantif, les règles de la langue sont respectées ; une utilisation correcte est possible au singulier et au pluriel ; tous les dérivés souhaitables existent.
- 3 - F. Crespi : *Médiation symbolique et société*, Librairie des Méridiens, 1983, p. 9.
- 4 - G. Mounin : « Objet et méthodes de la linguistique », *Encyclopaedia Universalis*, t. IX, pp. 1045-1052.
- 5 - Le référent désigne la réalité non linguistique à laquelle renvoie le message.
- 6 - P. Chanier : « Ce que la logique peut apporter aux sciences économiques », *Economies et Sociétés*, t. XVI, n° 3, mars 1982, p. 257.
- 7 - J. Monnerot : *Desintox*, Albatros, 1987, p. 41.
- 8 - La modalité désigne la caractérisation d'un élément dans la proposition. La modalité peut porter sur le sujet, sur le prédicat, sur la copule. Une proposition modale est une proposition qui indique explicitement comment la copule lie le prédicat au sujet. On retient deux manières : la nécessité, la possibilité.
- 9 - J. Elster : « Négation active, négation passive. Essai de sociologie ivanienne », *Archives européennes de sociologie*, t. XXI, 1980, pp. 329-349.
- 10 - J. Elster : *op. cit.*, p. 331.
- 11 - P. Beaud : *La société de connivence*, Chap. 13, « Logocratie et logocrates », Aubier, 1984.
- 12 - P. Chanier : « La logique n'est pas une métaphysique implicite pour informaticiens », *Economies et Sociétés*, série M, n° 31, t. XVII, n° 6, juin 1983, pp. 940-941.
- 13 - P. Chanier, « Ce que la logique peut apporter aux sciences économiques », *op. cit.*
- 14 - Nous nous référons au dossier publié par Serge Thion : « Vérité historique ou vérité politique ? », La Vieille Taupe, 1980.
- 15 - M. Maffesoli : *L'ombre de Dionysos*, Librairie des Méridiens, 1982, p. 18.
- 16 - Y. Eudes : *La conquête des esprits*, Maspero, 1982, p. 158.
- 17 - Y. Barel : *La société du vide*, Le Seuil, 1984, pp. 145-149.
- 18 - A. Wickham, M. Patterson : *Les carriéristes*, Ramsay, 1983, p. 272.
- 19 - H. Hamon, P. Rotman : *Les intellocrates*, Complexe, 1985.
- 20 - F. Brune : *Le bonheur conforme*, Gallimard, 1985, p. 146-147.
- 21 - R. Sennett : *Autorité*, Fayard, 1981, p. 117.
- 22 - Cela renvoie à la question permanente : comment écrit-on l'histoire ?
- 23 - J. Elster : *Le laboureur et ses enfants*, Ed. de Minuit, 1986, p. 34.
- 24 - J. Baudrillard : *Les stratégies fatales*, Grasset, 1983, p. 62.
- 25 - R. Lourau : *Le gai savoir des sociologues*, UGE 10/18, 1977, p. 156.
- 26 - *Ibidem*, p. 168.

- 27.- J. Baudrillard : *op. cit.*, p. 130.
 28.- P. Watzlawick : *La réalité de la réalité*, Le Seuil, Points, p. 888.
 29.- H. de la Bastide : « Le problème des immigrés maghrébins en France », dans *L'identité de la France*, A. Michel, le Club de l'Horloge, 1985, Chapitre 15.
 30.- A. Wickham, M. Patterson, *op. cit.*
 31.- R. Rieffel : *L'élite des journalistes*, P.U.F., 1984.
 32.- A. Zinoviev : *Le communisme comme réalité*, Biblio-essais, Le livre de Poche, 1983, p. 110.
 33.- Est indécidable la proposition qui n'est ni vraie ni fausse.
 34.- V. Descombes : *Le même et l'autre. Quarante-cinq ans de philosophie française*, Les éditions de Minuit, 1979, p. 177.
 35.- On se reportera au dossier présenté par la revue *Elements*, n° 63, Hiver 88.
 36.- G. Deleuze, *Nietzsche et la philosophie*, PUF, 1962. Cité dans : V. Descombes, *op. cit.*, p. 140.
 37.- J.-F. Lyotard : *Rudiments païens*, UGE, Coll. 10/18, 1977, p. 122.
 38.- P. Bourdieu : *La distinction*, Ed. de Minuit, 1979, p. 357.
 39.- J. Baudrillard : *op. cit.*, p. 151.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAREL Y., *La société du vuie*, Le Seuil, 1984.
 BASTIDE H. de la, « Le problème des immigrés maghrébins en France », dans : *L'identité de la France*, A. Michel, le Club de l'Horloge, 1985, Chap. 15.
 BAUDRILLARD J., *Les stratégies fatales*, Figures, Grasset, 1983.
 BEAUD P., *La société de connivence*, Aubier, 1984, Chap. 13.
 BOURDIEU P., *La distinction*, Ed. de Minuit, 1979.
 BRUNE F., *Le bonheur conforme*, Gallimard, 1985.
 CHANIER P., « Ce que la logique peut apporter aux sciences économiques », *Economies et Sociétés*, t. XVI, n° 3, mars 1982.
 CHANIER P., « La logique n'est pas une métaphysique implicite pour informaticiens », *Economies et Sociétés*, série M, n° 31, t. XVII, n° 6, juin 1983.
 CRESPI F., *Médiation symbolique et société*, Librairie des Méridiens, 1983.
 DESCOMBES V., *Le même et l'autre. Quarante-cinq ans de philosophie française*, Les éditions de Minuit, 1979.
 ELSTER J., « Négation active et négation passive », *Archives européennes de sociologie*, t. XXI, 1980, pp. 329-349.
 ELSTER J., *Le laboureur et ses enfants*, Ed. de Minuit, 1986.
 HAMON H., ROTMAN P., *Les intellocrates*, Ed. Complexe, 1985.
 LOURAU R., *Le gai savoir des sociologues*, UGE, 10/18, 1977.
 LYOTARD J.-F., *Rudiments païens*, UGE, Coll. 10/18, 1977.
 MAFFESOLI M., *L'ombre de Dionysos*, Librairie des Méridiens, 1982.
 MONNEROT J., *Désintox*, Albatros, 1987.
 MOUNIN G., « Objet et méthodes de la linguistique », *Encyclopaedia Universalis*, t. IX, pp. 1045-1052.

- RIEFFEL R., *L'élite des journalistes*, PUF, 1984.
 SALMON R., « La communication médiatisée », *Revue des Sciences Morales et Politiques*, n° 1, 1986, pp. 35-51.
 SENNETT R., *Autorité*, Fayard, 1981.
 THION S., « Vérité historique ou vérité politique ? », *La Vieille Taupe*, 1980.
 WICKHAM A., PATTERSON M., *Les carriéristes*, Ramsay, 1985.
 ZINOVIEV A., *Les hauteurs béantes*, L'Age d'Homme, 1977.
 ZINOVIEV A., *Le communisme comme réalité*, Le Livre de Poche, Biblio-essais, 1983.